Quatre-vingt-unième année. — N° 297. Le Numéro : 10 francs. Samedi 17 Décembre 1949.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 100.97, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.000	1.650	900	700	500	300	200	4.500	2.500	1.350
Etranger	5.500	2.900	1.600	2.550	1.400	850	350	11.300	5.900	2.600

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Arrêté du 16 décembre 1949 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de secrétaires rédacteurs à la direction des Journaux officiels (p. 12102).

Arrêté portant promotion d'échelon d'un administrateur civil de la présidence du conseil en service à l'administration centrale du protectorat du Maroc (p. 12102).

Ministère de la justice.

Décret supprimant et transférant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions ou conférant l'honorariat (rectificatif) (p. 12103).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant promotions, détachement et rectificatif (administration centrale) (p. 12103).

Ministère de l'intérieur.

Arrêté portant détachement (administration préfectorale) (p. 12103).

Ministère de la défense nationale.

Citations à l'ordre de l'armée aérienne (p. 12104).

Décret du 13 décembre 1949 portant désignation du directeur de l'école nationale des travaux aéronautiques (p. 12104).

Décret portant radiations des cadres (armée de l'air, réserve) (rectificatif) (p. 12104).

Arrêté du 10 décembre 1949 portant ouverture de crédits sur exercices clos (p. 12104).

Arrêté portant mise en position « hors cadres » d'officiers de l'armée de l'air mis à la disposition du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (rectificatif) (p. 12104).

Décisions portant admission à la retraite (armée de l'air) (p. 12104).

Décision portant inscription sur la liste d'aptitude pour l'emploi d'infirmière-major (p. 12105).

Liste des officiers appartenant aux neuvième et dixième promotions de l'école d'état-major ayant obtenu le diplôme d'état-major (p. 12105).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Arrêté du 12 décembre 1949 relatif à l'application de l'article 12 *bis* du décret n° 47-2412 du 30 décembre 1947 (p. 12103).

Arrêté du 15 décembre 1949 fixant les traitements de diverses catégories de personnel du service des ateliers de l'administration des postes, télégraphes et téléphones (p. 12103).

Arrêté portant nomination d'un agent de change honoraire près la Bourse de Paris (p. 12104).

Arrêté portant promotions (administration centrale du secrétariat d'Etat aux finances [affaires économiques]) (p. 12104).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêté du 21 novembre 1949 relatif au certificat d'aptitude à l'inspection des écoles maternelles (p. 12106).

Arrêté du 30 novembre 1949 modifiant le taux des droits de scolarité dans la section spéciale des élèves étrangers du Conservatoire national de musique (p. 12106).

Arrêté portant création d'une commission nationale professionnelle consultative de la presse (rectificatif) (p. 12106).

Arrêtés portant détachements et conférant l'honorariat :

Enseignement supérieur (p. 12106).

Enseignement du second degré (p. 12106).

Enseignement du premier degré (p. 12107).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Arrêtés des 12 et 13 décembre 1949 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 12109).

Arrêté portant détachement (ponts et chaussées) (p. 12109).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Décret du 14 décembre 1949 portant élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur (p. 12107).

Arrêté du 15 décembre 1949 relatif à l'ouverture d'un concours pour l'emploi de secrétaire sténodactylographe au ministère de l'industrie et du commerce (p. 12107).

Ministère de l'agriculture.

Décret n° 49-1525 relatif aux honoraires alloués pour la direction des travaux d'architecture exécutés au compte de l'Etat (ministère de l'agriculture) (rectificatif) (p. 12109).

Arrêté du 17 novembre 1949 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires de l'office national interprofessionnel des céréales (p. 12109).

Arrêté du 1er décembre 1949 portant fixation du taux des primes à la culture de l'olivier pour 1949 (p. 12109).

Arrêté relatif à la commercialisation des semences de plantes fourragères (rectificatif) (p. 12110).

Arrêté portant nomination au cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture (p. 12110).

Arrêté portant nomination des membres de la commission consultative de la viticulture (p. 12110).

Arrêté portant nomination (école nationale d'agriculture de Grignon) (p. 12110).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêté du 5 décembre 1949 portant dérogations aux dispositions du décret n° 48-1600 du 13 octobre 1948 relatif au recrutement des personnels non titulaires (p. 12107).

Arrêté du 10 décembre 1949 relatif à la prime de remboursement de l'emprunt de l'Annam-Tonkin (p. 12107).

Arrêté du 12 décembre 1949 portant application du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 à certaines écoles et à certains jurys de concours ou d'examens relevant du ministère de la France d'outre-mer (p. 12108).

Arrêté plaçant dans la position de mission en France le directeur contractuel de Radio-Saigon (p. 12109).

Arrêté portant nomination de l'agent comptable des timbres-poste (p. 12109).

Arrêté portant prolongation de stage (administration générale) (p. 12109).

Arrêté portant nomination au cabinet du ministre de la France d'outre-mer (additif) (p. 12109).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté complétant l'article 1er de l'arrêté du 4 novembre 1949 portant délégation de signature (rectificatif) (p. 12109).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté du 13 décembre 1949 relatif à une autorisation provisoire d'exercer la médecine accordée à un praticien étranger (p. 12110).

Arrêté portant nomination de médecins consultants régionaux de pédiatrie (p. 12110).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêté portant désignation de l'agent comptable centralisateur des postes, télégraphes et téléphones (p. 12110).

Interdiction temporaire de fonctions (p. 12110).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Convocations de commissions. — Réunion de commission (p. 12111).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 12111).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Nomination de membres de commission. — Convocations de commissions (p. 12113).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis aux importateurs de langoustes d'origine et de provenance italiennes (p. 12114).

Avis aux importateurs d'huîtres d'origine et de provenance hollandaises (procédure du certificat d'importation) (p. 12114).

Avis aux importateurs de tomates en provenance d'Espagne (p. 12115).

Avis aux importateurs de légumes frais en provenance de Hollande (rectificatif) (p. 12115).

Avis n° 434 de l'office des changes relatif au règlement des frets des marchandises importées des Etats-Unis et du Canada dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (p. 12115).

Avis aux importateurs et *avis* de l'office des changes n° 435 relatif aux formalités à respecter par les importateurs titulaires de licences finançables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall) (p. 12115).

Avis aux importateurs de produits originaires de Syrie (p. 12115).

Avis aux importateurs de produits d'origine et en provenance du Liban (p. 12115).

Statistique mensuelle des vins et cidres (novembre 1949) (p. 12116).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Avis aux importateurs de langoustes d'origine et de provenance italiennes (p. 12114).

Avis aux importateurs d'huîtres d'origine et de provenance hollandaises (procédure du certificat d'importation) (p. 12114).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décision du 28 novembre 1949 relative à la fixation des pourcentages de pureté et de faculté germinative des graines fourragères de semences (p. 12114).

Avis aux importateurs de tomates en provenance d'Espagne (p. 12115).

Avis aux importateurs de légumes frais en provenance de Hollande (rectificatif) (p. 12115).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de vacance du poste d'inspecteur principal, directeur départemental de la population du Jura (p. 12114).

MINISTÈRE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Avis de concours pour l'accès aux emplois d'inspecteur élève masculin et féminin de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et de contrôleur stagiaire du cadre général des transmissions coloniales (p. 12114).

Annonces (p. 12120).

DEBATS PARLEMENTAIRES
(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)
N° 113 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du vendredi 16 décembre 1949. — Questions écrites (p. 6949).

PRIX : 5 F

DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE
(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)
N° 68

Compte rendu *in extenso* des débats du vendredi 16 décembre 1949 (p. 1301).

PRIX : 5 F

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Ouverture d'un concours pour le recrutement de secrétaires rédacteurs à la direction des Journaux officiels.

Le président du conseil des ministres,

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1944 portant rattachement à la présidence du Gouvernement de la direction des Journaux officiels;

Vu le décret n° 46-2245 du 16 octobre 1946 relatif à l'organisation des cadres et au statut du personnel de la direction des Journaux officiels;

Vu le décret n° 49-1490 du 19 novembre 1949 autorisant l'ouverture en 1949 d'un concours pour le recrutement de deux secrétaires rédacteurs à la direction des Journaux officiels;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1946 portant règlement du concours pour l'emploi de secrétaire rédacteur à la direction des Journaux officiels;

Vu la lettre du 16 décembre 1949 du centre d'orientation et de réemploi indiquant l'absence de candidature de fonctionnaires dégagés des cadres;

Sur la proposition du directeur des Journaux officiels,

Arrête :

Art. 1er. — Un concours pour le recrutement de deux secrétaires rédacteurs à la direction des Journaux officiels sera ouvert le 30 décembre 1949 dans les conditions fixées par l'arrêté du 30 décembre 1946.

Art. 2. — Les épreuves écrites éliminatoires et les épreuves orales seront subies à la direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

Art. 3. — Les inscriptions, dont la liste sera close le 29 décembre 1949, seront reçues à la direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris.

Art. 4. — Au cas où, par suite de démission de candidats admis ou de toute autre cause, les postes mis au concours ne seraient pas pourvus de titulaires, le directeur des Journaux officiels pourra proposer l'admission des candidats suivants figurant sur la liste prévue à l'article 16 de l'arrêté du 30 décembre 1946.

Art. 5. — Le directeur des Journaux officiels est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 décembre 1949.

Pour le président du conseil des ministres et par délégation :
Le secrétaire général du Gouvernement,
ANDRÉ SÉGALAT

NOTA. — Le programme du concours et tous renseignements complémentaires sont adressés aux candidats qui en font la demande à la direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

Promotion d'échelon d'un administrateur civil de la présidence du conseil en service à l'administration centrale du protectorat du Maroc.

Par arrêté du 14 décembre 1949, M. [illegible] (Georges), administrateur civil de 5e classe, 3e échelon, est élevé au 4e échelon de sa classe, à compter du 14 décembre 1949.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Administration préfectorale.

Par arrêté du 15 décembre 1949:

Il est mis fin à la disponibilité de M. Maury (Roger), secrétaire général de préfecture de 1re classe, afin de permettre sa mise en service détaché.

M. Maury est placé dans la position de service détaché à la disposition du ministère du travail et de la sécurité sociale, en qualité d'agent contractuel à la direction générale de la main-d'œuvre, pour la période du 1er février 1943 au 31 mai 1946.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Administration centrale.

Par arrêté du 15 décembre 1949, sont promus administrateurs adjoints:

a) A compter du 6 août 1948.

M. Gillardot (André), assistant administrateur.

b) A compter du 19 décembre 1948.

MM. Thiebault (Jean);
Le Carruyer de Beauvais (Patrice);
Boizet (Jacques);
Robert de Beauchamp (Louis);
Bressler (Raymond);
Videlier (Jacques);
Simon (Roger);
Mathieu (François);
Morel (Jean-Barthélemy);
Mlle de Corbie (Marie-Thérèse),
assistants administrateurs.

c) A compter du 1er janvier 1949.

M. Pistre (Paul), assistant administrateur.

Par arrêté du 15 décembre 1949, Mlle Lenault (Georgette-Marie-Adèle-Simonne), agent de bureau, est placée dans la position de service détaché auprès de l'ambassade de France à Rome-Quirinal, en qualité de sténodactylographe, à compter du 9 octobre 1947, pour une période de trois ans.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 décembre 1949: page 11818, 2e colonne, 39e ligne, au lieu de: « M. Rondel (Roland), secrétaire d'administration de 2e classe, 2e échelon, a été chargé des fonctions d'attaché de consulat au consulat de France à Wroclaw », lire: « M. Rondel (Roland), secrétaire d'administration de 2e classe, 2e échelon, a été chargé des fonctions d'attaché de consulat au consulat de France à Varsovie ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret supprimant et transférant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions ou conférant l'honorariat.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 décembre 1949: page 11912, 2e colonne, 23e ligne, au lieu de: « Daitre », lire: « Maître ».

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Application de l'article 12 « bis » du décret n° 47-2442 du 30 décembre 1947.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 46-1053 du 15 mai 1946 relative à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;

Vu l'article 12 *bis* du décret n° 47-2442 du 30 décembre 1947 fixant les modalités d'application de ladite loi, complété par le décret n° 49-1519 du 26 novembre 1949;

Vu l'article 5 de l'arrêté du 2 novembre 1948 fixant les modalités d'application de la loi n° 48-1076 du 7 juillet 1948 relative au payement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes,

Arrête:

Art. 1er. — Les attributions de la commission consultative prévue par l'article 12 *bis* du décret n° 47-2442 du 30 décembre 1947, complété par le décret n° 49-1519 du 26 novembre 1949, seront exercées par la section « Alsace et Moselle » du comité spécial des assurances instituée par l'arrêté du 2 novembre 1948 fixant les modalités d'application de la loi n° 48-1076 du 7 juillet 1948.

Art. 2. — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1949.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques et par délégation:
Le sous-secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
LIONEL DE TINGUY DU POUËT.

Traitements de diverses catégories de personnel du service des ateliers de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, modifié par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 45-495 du 24 mars 1945 modifié notamment par le décret n° 46-1472 du 11 juillet 1946 fixant les traitement du personnel des services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones,

Décrètent:

Art. 1er. — En application du décret n° 49-508 du 14 avril 1949 susvisé, les traitements alloués à certains fonctionnaires du service des ateliers de l'administration des postes, télégraphes et téléphones sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1949.

EMPLOIS	CLASSES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS de base 1948.	INDICES	MAJORATIONS de reclassement.	NOUVEAUX traitements 1949.
		francs.		francs.	francs.
Service des ateliers.					
Agent mécanicien principal et chef mécanicien.	Classe exceptionnelle..	»	(1) 360	»	»
	3e échelon.....	120.000	350	55.175	396.000
	2e échelon.....	102.000	330	56.925	360.000
	1er échelon.....	93.600	315	56.275	337.000
Agent mécanicien.....	8e échelon.....	90.600	300	52.650	330.000
	7e échelon.....	81.000	285	48.400	303.000
	6e échelon.....	78.000	270	45.675	283.000
	5e échelon.....	72.000	255	41.775	267.000
	4e échelon.....	66.000	240	38.625	248.000
	3e échelon.....	60.000	225	34.675	232.000
	2e échelon.....	54.000	210	31.350	214.000
	1er échelon.....	48.000	200	29.625	202.000

(1) Les modalités d'accès à cette classe exceptionnelle et le nouveau traitement correspondant seront fixés ultérieurement.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1949.

Pour le ministre des postes, télégraphes et téléphones:
Le secrétaire général,
HONORÉ FARAT.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par autorisation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative:
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MATTEO CONNET.

Nomination d'un agent de change honoraire près la Bourse de Paris.

Par arrêté en date du 12 décembre 1949, M. Buttin (Paul-Jules), ancien agent de change près la Bourse de Paris, est nommé agent de change honoraire.

Administration centrale du secrétariat d'Etat aux finances (affaires économiques).

Par arrêté en date du 15 décembre 1949, les secrétaires d'administration de 2e classe dont les noms suivent sont promus secrétaires d'administration de 1re classe (1er échelon) à compter des dates ci-dessous indiquées:

M. Hartmann (André), à compter du 13 octobre 1949.

M. Emperauger (Robert), à compter du 4 novembre 1949.

M. Barbier (Henri), à compter du 18 décembre 1949.

M. Ruby (Alain) (en service détaché), à compter du 21 décembre 1949.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Citations à l'ordre de l'armée aérienne.

Par décision du 9 décembre 1949, sur la proposition du secrétaire d'Etat aux forces armées, le ministre de la défense nationale cite:

A l'ordre de l'armée aérienne.

A TITRE POSTHUME

ALMAYRAC (Ernest-Joseph-Gabriel), sergent, forces aériennes françaises libres.
La présente citation annule et remplace la citation à l'ordre des F. A. F. L. accordée à titre posthume le 1er octobre 1940.

DETROY (Jacques-André), sergent, 2e régiment de chasseurs parachutistes.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme.

Décret du 13 décembre 1949 portant désignation du directeur de l'école nationale des travaux aéronautiques.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air),

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et les textes qui l'ont modifiée;

Vu l'ordonnance du 15 septembre 1943 portant remilitarisation des ingénieurs de l'aéronautique, complétée par les ordonnances des 19 décembre 1944 et 8 juin 1945;

Vu le décret du 29 novembre 1947 fixant les attributions du ministre des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret du 16 septembre 1948 relatif aux attributions du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux;

Vu le décret du 29 septembre 1949 fixant la liste des emplois des ingénieurs généraux du corps des ingénieurs militaires de l'air;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. l'ingénieur général de 2e classe de l'air Moulie (Roger-M.-J.) est désigné pour occuper l'emploi de directeur de l'école nationale des travaux aéronautiques.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées (air) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (air),
ANDRÉ MAROSELLI.

Décret portant radiations des cadres (armée de l'air, réserve).

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 décembre 1949:

Page 11759, 2e colonne:
Au lieu de:

(A compter du 23 décembre 1949.)

M. Cressole (Baptiste-Marcel), né le 23 septembre 1888,

Lire:

(A compter du 23 septembre 1949.)

M. Cressole (Baptiste-Marcel), né le 23 septembre 1888.

Même page, 2e colonne, au lieu de: « M. Heuzeel (Charles-Cornil), né le 30 décembre 1892 », lire: « M. Heuzeel (Charles-Cornil), né le 20 décembre 1892 »; au lieu de: « M. Leshermes (Maurice-Ernest), né le 5 octobre 1892 », lire: « M. Lashermes (Maurice-Ernest), né le 5 octobre 1892 ».

Page 11760, 2e colonne, au lieu de: « M. Soulié (Henri-Paul-Jean), né le 12 octobre 1895 », lire: « M. Soulié (Henri-Paul-Jean), né le 12 octobre 1895 ».

Ouverture de crédits sur exercices clos.

Par arrêté en date du 10 décembre 1949, il est ouvert au ministre de la défense nationale (section guerre), en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1946, un crédit spécial de 32.734.655 F, montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

Mise en position hors cadres (mission) d'officiers de l'armée de l'air mis à la disposition du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 décembre 1949, page 11690:

1re colonne:

CORPS DES OFFICIERS DE L'AIR

Cadre navigant.

Ajouter:

M. le commandant Lechat (André-Victor).

2e colonne:

CORPS DES OFFICIERS DE L'AIR

Cadre sédentaire.

. . . . . .

Les lieutenants:

A rayer: M. Lechat (André-Georges-Valentin).

. . . . . .

CORPS DES OFFICIERS DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'AIR

Au lieu de:

. . . . . .

M. le lieutenant Vallée (Henry-Paul-Gabriel),

Lire:

. . . . . .

M. le sous-lieutenant Vallée (Henry-Paul-Gabriel).

Admission à la retraite (armée de l'air).

Par décisions en date des 13, 14, 15, 18, 21, 22, 26, 27, 28 et 29 octobre 1949, les officiers désignés ci-après sont admis à faire valoir leurs droits à pension de retraite.

I. — **Proportionnelle.**

(Sur demande, art. 9, § III, loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948).

A. — CORPS DES OFFICIERS DE L'AIR

a) *Cadre navigant.*

(A compter du 1er décembre 1949.)

M. le capitaine Moulin (Philippe-Claude), né le 30 octobre 1910.

b) *Cadre sédentaire.*

(A compter du 30 octobre 1949.)

M. le lieutenant Delval (Georges-César-Joseph), né le 6 janvier 1904.

B. — CORPS DES OFFICIERS MÉCANICIENS DE L'AIR

(A compter du 30 octobre 1949.)

M. le lieutenant Crie (Henri-Louis), né le 2 janvier 1913.

M. le lieutenant Duriez (Jules-Charles-Joseph), né le 24 avril 1910.

C. — CORPS DES OFFICIERS DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'AIR

(A compter du 31 décembre 1949.)

M. le lieutenant Nakache (Georges-Baruch), né le 21 novembre 1907.

II. — **Pour l'ancienneté de service.**

(Sur demande, art. 9, loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948.)

A. — CORPS DES OFFICIERS DE L'AIR

Cadre sédentaire.

(A compter du 16 octobre 1949.)

M. le capitaine Ledda (Jean-Augustin), né le 4 mars 1902.

(A compter du 1er décembre 1949.)

M. le colonel L'Herminier (Robert-Henri-Olivier), né le 1er mai 1903.

M. le commandant Bouillon-Perron (Jules-Robert), né le 13 novembre 1900.

(A compter du 1er janvier 1950.)

M. le capitaine Martin (Albert-Louis-Jean), né le 11 juillet 1903.

(A compter du 6 janvier 1950.)

M. le capitaine Goumy (Maurice-Jean-Auguste-Eloi), né le 16 juin 1904.

B. — Corps des officiers des services administratifs de l'air

(A compter du 10 décembre 1949.)

M. le capitaine Guerriot (Francis-Ernest), né le 7 mai 1903.

III. — **Par limite d'âge.**

(Ordonnance du 18 août 1945.)

A. — Corps des officiers de l'air

a) *Cadre navigant.*

(A compter du 12 janvier 1950.)

M. le commandant Boizet (Paul-Jean-Auguste), né le 12 janvier 1906.

b) *Cadre sédentaire.*

(A compter du 4 janvier 1950.)

M. le capitaine Benyamina (Clément-Louis), né le 4 janvier 1901.

B. — Corps des officiers mécaniciens de l'air

(A compter du 9 janvier 1950.)

M. le lieutenant Wender (Robert-Victor), né le 9 janvier 1902.

C. — Corps des officiers des services administratifs de l'air

(A compter du 15 janvier 1950.)

M. le lieutenant Gleizes (Pierre-Louis), né le 15 janvier 1902.

(A compter du 24 janvier 1950.)

M. le lieutenant Heurtebise (Pierre-Marcel-Alexandre), né le 24 janvier 1902.

(A compter du 25 janvier 1950.)

M. le commandant Demange (Henri-René), né le 25 janvier 1898.

D. — Corps des commissaires ordonnateurs de l'air

(A compter du 13 janvier 1950.)

M. le commissaire de 1re classe Dalloz (Maurice-Jacques-Elie), né le 13 janvier 1893.

IV. — **A l'expiration du congé définitif du personnel navigant.**

a) Loi n° 46-607 du 5 avril 1946 (art. 15).

(A compter du 1er décembre 1949.)

M. le commandant Magne (Georges-Etienne), né le 23 mars 1911.

M. le lieutenant Couillaud (Francis-Léon), né le 10 mars 1910.

(A compter du 2 décembre 1949.)

M. le commandant Rodet (Paul), né le 19 juillet 1906.

(A compter du 4 décembre 1949.)

M. le lieutenant Gouyet (Jean-Auguste-Paul), né le 21 mai 1911.

(A compter du 15 décembre 1949.)

M. le lieutenant-colonel Ozanne (Jean-Marie-Henri-Albert), né le 9 mai 1912.

(A compter du 25 décembre 1949.)

M. le lieutenant-colonel Gervais (René-Jean), né le 22 août 1908.

(A compter du 30 décembre 1949.)

M. le lieutenant-colonel Jullien (Georges), né le 9 novembre 1906.

M. le lieutenant-colonel Machet de la Martinière (Joseph-Marie-Jean), né le 20 mai 1909.

M. le lieutenant-colonel Raynal (Claude-Léon), né le 21 septembre 1909.

M. le commandant de Baglion de la Dufferie (Eudes-Marie), né le 6 juillet 1912.

M. le commandant Brian (Georges-François-Antoine), né le 31 mai 1912.

M. le commandant Campocasso (Jean-François), né le 13 février 1908.

M. le commandant Gravel (Jean-Paul-Léon), né le 14 juin 1909.

M. le commandant Lepers (Jacques-Charles-Henri-Joseph), né le 25 juin 1907.

M. le commandant Meurant (Robert-Adolphe-Modeste), né le 8 janvier 1909.

M. le commandant Monigard (Henri-Maurice), né le 25 octobre 1908.

M. le commandant Polikow (Arthur-Paul-Raphaël), né le 29 juin 1905.

M. le commandant de Sars (Marie-Maxime-André), né le 14 avril 1906.

M. le capitaine Delbort (Francis), né le 16 décembre 1910.

M. le capitaine Perreau (Robert-Jean), né le 10 juillet 1910.

M. le capitaine Tourel (Gaston-Georges), né le 3 janvier 1911.

M. le capitaine Villemin (Alphonse-Eugène), né le 9 février 1908.

M. le lieutenant Dardaine (Henri), né le 7 janvier 1912.

M. le lieutenant Frediani (Jean-François), né le 19 août 1911.

M. le lieutenant Nisse (Roger-François), né le 2 février 1911.

M. le lieutenant Texier (Max-Achille), né le 28 octobre 1912.

M. le sous-lieutenant Duffort (André-Louis), né le 2 mars 1911.

M. le sous-lieutenant Ledauphin (Pierre-Charles), né le 2 mai 1911.

M. le sous-lieutenant Wathied (Marius-René), né le 13 juillet 1912.

b) Ordonnance du 19 juillet 1943 (art. 4).

(A compter du 3 décembre 1949.)

M. le capitaine de Morgan (Maxime-Marie-Franck-Henri), né le 3 décembre 1902.

(A compter du 29 décembre 1949.)

M. le capitaine Kerhoas (Pierre-Marie), né le 29 juin 1902.

Inscription sur la liste d'aptitude pour l'emploi d'infirmière-major.

Par décision en date du 7 décembre 1949, est inscrite à la liste d'aptitude pour l'emploi d'infirmière-major (assimilée lieutenant) dans la section du service de santé, l'infirmière de 1re classe (assimilée sous-lieutenant) du corps expéditionnaire en Extrême-Orient, désignée ci-après:

Giner (Germaine), épouse Richard.

Liste des officiers appartenant aux 9e et 10e promotions de l'école d'état-major ayant obtenu le diplôme d'état-major.

Armée de terre

9e PROMOTION

Gendarmerie.

M. Le Tinier (Brieuc-Louis-Marcel), capitaine.

Infanterie.

MM.

Benezit (Lucien-Victor-Jules), capitaine.
Blanc (François-Marie-Louis-Edouard-Jehan), capitaine.
Bonnin (Michel-Marcel), capitaine.
Chaigneau (Raymond-Guy), capitaine.
Christol (Michel-Frédéric), capitaine.
De Clarens (Guy-Marie-Jean-Gabriel), capitaine.
Clave (Philippe-Marie-Antoine), capitaine.
De Colnet (Pierre), capitaine.
Dehen (Joseph-Marie-Roger), capitaine.
Duchatelle (Pierre-Gaston-Charles), capitaine.
Favaron (Léon-Maurice-Jean), capitaine.
Galzy (Georges-Marius), capitaine.
Garrigues (Pierre-Emile), capitaine.
Gauly (Pierre-Martin-Jean-Baptiste), chef de bataillon.
Girousse (Henri-Ludovic), capitaine.
Guiraud (Maurice-Victor), capitaine.
Joana (Pierre-Joseph), capitaine.
Lambret (Maurice), capitaine.
Lions (Albert-Clément-Roger-Christian), capitaine.
Mairal-Bernard (Emile), capitaine.
Metzinger (René-Paul), capitaine.
Metzler (Camille-Antoine), capitaine.
Munier (Jacques-Marie-Alfred-Joseph), capitaine.
Pochat (Raymond-Aimé), capitaine.
Rançon (Pierre-Honoré-François), capitaine.
De Rostolan (Jean-Marie-Balthazar-Pierre), capitaine.
Ruel (Jacques-Marie-René-Auguste), capitaine.
Seguineau de Preval (Xavier-Marc-Marie-Henri), capitaine.
De Taisne (Angélito-Christian-Marie), capitaine.
Toussaint (Robert-Emilien), capitaine.

Cavalerie.

MM.

Albrecht (Jean-Marie-Paul), capitaine.
Blacas (Luc-Auguste-Marc), capitaine.
Boully (Robert-Marcel), capitaine.
Charbonnier (Yves-Marie-Henri), capitaine.
Chery (Henry-Louis-Jean-Régis), capitaine.
Hannezo (René-Marie-François), capitaine.
Levesque (Guy-Michel-Marie), capitaine.
Ossent (Edouard-Emile-Charles), capitaine.
De Parcevaux (Jacques-Marie-Alain), chef d'escadrons.
Poureher de Ruelle du Chêne (Paul-Marie-Louis-Charles), capitaine.
Raiffaud (André-Louis-Auguste), capitaine.
Regnault de Savigny de Moncorps (René), capitaine.

Artillerie.

MM.

Bourgogne (Paul-Albert), capitaine.
Conte (Achille-Charles-Antoine), capitaine.
De Drouas (François-Marie-Augustin-Henry), capitaine.
Dupont (Robert-Pierre), capitaine.
Fabre (Robert-Marie-Gonzague-Gabriel), capitaine.
Goussault (Philippe-Marie), capitaine.
Guyomard (Jean), capitaine.
Houette (Bernard-Oscar-Gustave-Edmond), capitaine.
Martin (Guillaume-Antoine-Léon-René), capitaine.

Mulier (Jean-Jacques-Albert-Eugène), capitaine.
Perrin (André-Raymond), chef d'escadron.
Pincemaille (Henri-Xavier), capitaine.

Train.

M. Maigne (Jean-Frédéric-Julien-Xavier), capitaine.

Génie.

MM.
Haffner (André-François-Eugène), capitaine.
Lecocq (Lucien-Jules-Léon), capitaine.
de Metz (Bertrand-Marie), capitaine.

Transmissions.

MM.
Parison (Armand-Paul-François), chef de bataillon.
Petkovsek (Serge-Emile-Marie), capitaine.

Matériel.

M. Mainguenaud (Pierre-Louis-Marie-Gabriel), capitaine.

Infanterie coloniale.

MM.
d'Adhemar (Philippe-Pierre-Jean), capitaine.
Athiel (Jean-Stanislas), capitaine.
Bayle (Jean-Charles), capitaine.
Félix (Jean-Gabriel), capitaine.
Gros (Charles-Anthelme-Alexandre), capitaine.
Lahalle (Henri-Charles-Marie), capitaine.
L'Anthoen (Jacques), capitaine.
Lassurguere (Robert-Jean-Marie), capitaine.
Magne (Jean), capitaine.
Pol (Jacques-Jules-Louis), capitaine.

Artillerie coloniale.

M. Roc (Georges-Sainte-Rose), capitaine.

Service de santé métropolitain.

MM.
Salou (Paul-Jean), médecin capitaine.
Seux (Alfred-Marie-Charles-Xavier), médecin capitaine.

Intendance métropolitaine.

M. Thirion (André-Marie-Joseph-Paul), intendant militaire de 3e classe.

10e PROMOTION

Infanterie.

MM.
Aleon (André-Alexandre), capitaine.
Audibert (Jean-François), capitaine.
Balladur (Edmond-Léonard-Marie-Pascal), capitaine.
Bley (Jacques-Pierre), capitaine.
Bonne (Michel), capitaine.
Bouchard (Marcel-Louis-André-Charles), capitaine.
Bure (Louis-Marie-Léon), capitaine.
Charelon (Antoine-Jean-Louis), capitaine.
Chatry (Maurice-Flavien), capitaine.
Deloffre (Jean-Pierre-François-Marie), capitaine.
Desfossés (Etienne-Clément-Elie), capitaine.
Ducret (Roger-François), capitaine.
Dufour (Charles-Elie), capitaine.
Gaucher (Jacques-Pierre-Léon-Edmond), capitaine.
Geminel (Maurice), capitaine.
Gerbaud (Guy-Georges), capitaine.
Granotier (Philippe-Charles-Paul), capitaine.
Herault (Marcel-Ambroise), capitaine.
Heude (Max-Georges-Eugène), capitaine.
Idier (Paul-Georges-Marie-Eugène), capitaine.
Laurent (Maurice-Ernest), capitaine.
Lecomte (Pierre-Henri-Charles-Adrien-Désiré), capitaine.
Le Guillou (Auguste-Maurice-Marie), capitaine.
Lintilhac (Jacques-Claude), capitaine.
Parcellet (André-Jean-Louis), capitaine.
Patenotte (René-Alphonse), capitaine.
Pélicier (Jean-Jules-Raymond), capitaine.
Pierson (Jacques-Albert-François), capitaine.
Poirier (Lucien-Georges-Albert), capitaine.
Raoux (Jean-Bernard-Marie), capitaine.
Richard (Jean), capitaine.
Robert de Saint-Vincent (Guy-Alphonse-Pierre), capitaine.
Selignat (Maurice-François-Marius-Camille), capitaine.
Tassel (Pierre-Maurice-Mairie-Paul), capitaine.
Thozet (Pierre-Alphonse-Alexandre), capitaine.
Vaillant (Albéric), capitaine.
Vernier (François-Paul), capitaine.
Veysse (René-Jean), capitaine.

Cavalerie.

MM.
Bourlier (Emile-Paul), capitaine.
De Broch d'Hotelans (Marie-Emmanuel-Etienne), capitaine.
Duplay (Philippe-Emile-Jean), capitaine.
Gambart-Delignières (Ferdinand-Louis-Etienne), capitaine.
De Geoffroy (Henry-Jean), capitaine.
Mazarguil (André), capitaine.
Paramelle (Ernest-Elie-Sylvestre), capitaine.
Richter (Georges-Michel-Louis-Marie), capitaine.
De Vasselot de Regne (Armand-Jean-Marie), capitaine.

Artillerie.

MM.
Guillemont (Gérard), capitaine.
Roux (Pierre-Jules-Henri), capitaine.

Train.

M. Perly (Jean-Camille-Louis), capitaine.

Génie.

MM.
Andrieu (Joseph-Félix-Louis-Georges), capitaine.
Guyard (Daniel-Gaston-Francis), capitaine.

Transmissions.

M. Guiot (André-Olivier), capitaine.

Infanterie coloniale.

MM.
Arents (Robert-Paul-André), capitaine.
Cazabon (Louis-Xavier-François), capitaine.
Cazes (Henri-Edmond-Richard), capitaine.
Clément (Frank-Aimé-Adrien), capitaine.
Cléry (Roger-Marie-Robert), capitaine.
Etienne (Jean-Octave-Camille), capitaine.
Labrot (Xavier-René), capitaine.
Larbaletrier (André-Gildas-Marcel), capitaine.
Le Bos (Georges-Louis-Edmond), capitaine.
Lecointe (Marc-Camille-Auguste), capitaine.
Le Coniac de la Longrais (Guy-Arnal-Joseph-Gabriel-Marie), capitaine.
Mourrut (Paul-Pierre-Bernard-Jean), capitaine.
Pechberty (Jean-Jacques-René), capitaine.
Picard (Pierre-Georges), capitaine.
Roudier (Georges-Robert-Philippe), capitaine.
Roussel (Albert-Claude-Emile), capitaine.
Sabattier (Renaud-André), capitaine.

Artillerie coloniale.

M. Horgues-Debat (Raymond-Henri), capitaine.

Service de santé métropolitain.

MM.
Aines (Jean-Louis), médecin capitaine.
Lillon (Jean-Albert), médecin capitaine.

Service de santé des troupes coloniales.

M. Lacan (André-Marie-Maurice), médecin capitaine.

Intendance métropolitaine.

M. Feunteun (André-Francis), intendant militaire de 3e classe.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Certificat d'aptitude à l'inspection des écoles maternelles.

Par arrêté en date du 21 novembre 1919, les épreuves écrites de la prochaine session de l'examen du certificat d'aptitude à l'inspection des écoles maternelles auront lieu sans modification du programme et des conditions d'inscription les 25 et 26 mai 1920.

Les inscriptions seront reçues, pour Paris, à la Sorbonne (bureau de l'Académie) et, pour les départements, au secrétariat de l'inspection académique. Le registre des inscriptions ouvert dès l'annonce du concours sera clos le 25 mars 1920.

Modification du taux des droits de scolarité dans la section spéciale des élèves étrangers du Conservatoire national de musique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret modifié du 20 mars 1917 relatif au statut et à la rémunération du personnel enseignant du Conservatoire national de musique;

Vu l'article 21 de l'arrêté du 19 septembre 1917, portant règlement intérieur du Conservatoire national de musique;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1918 fixant les droits d'études dans la section spéciale des élèves étrangers du Conservatoire national de musique;

Vu la proposition du directeur du Conservatoire national de musique,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté visé ci-dessus du 10 décembre 1918 est ainsi modifié:

Enseignement de la catégorie A.: 55.000 F.
Enseignement de la catégorie B.: 38.500 F.
Enseignement de la catégorie C.: 33.500 F.
Enseignement de la catégorie D.: 28.500 F.

Art. 2. — Le directeur du Conservatoire national de musique est chargé, sous l'autorité du directeur général des arts et des lettres, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1919.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
LÉON BROUART.

Création d'une commission nationale professionnelle consultative de la presse.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 décembre 1919: page 12018, 1re colonne, 49e ligne, après « M. Gueze, président du syndicat des quotidiens de province », ajouter: « M. Lajeunesse, président du syndicat de la presse périodique, technique ou spécialisée ».

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 2 décembre 1919, l'honorariat est conféré à M. Boudarel (Albert), ancien assistant au Muséum national d'histoire naturelle.

Enseignement du second degré.

Par arrêté du 15 décembre 1919, M. Peyrefitte (René), professeur agrégé des lettres, est maintenu à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une nouvelle période de trois ans, à compter du 1er octobre 1917, en vue d'exercer les fonctions de lecteur de français à l'université d'Eton.

Par arrêté du 15 décembre 1949, Mme Montagner, née Sous (Louise), chargée d'enseignement, est maintenue détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une nouvelle période de cinq ans, à dater rétroactivement du 1er octobre 1946, afin de continuer à exercer des fonctions d'enseignement au collège Mers-Sultan à Casablanca (Maroc).

Enseignement du premier degré.

Par arrêté en date du 15 décembre 1949, M. Rosselle (Roger), instituteur de 1re classe du département du Nord, est maintenu pour une durée allant du 29 novembre 1946 au 31 décembre 1949, à la disposition de l'office N 1 des anciens combattants, pour exercer ses fonctions de directeur du centre scolaire de Rosendael.

Par arrêté en date du 15 décembre 1949, M. Hingant (Robert), instituteur de 1re classe, du département du Finistère, est mis pour une durée de quatre ans, à compter du 1er octobre 1945, à la disposition du ministre des affaires étrangères, pour exercer ses fonctions en Egypte.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 14 décembre 1949 portant élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 14 décembre 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 28 juillet 1949, portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu à la dignité de grand officier :

M. Audibert (Etienne-Régis), inspecteur général des mines, président des Charbonnages de France. Commandeur du 16 octobre 1946.

Ouverture d'un concours pour l'emploi de secrétaire sténodactylographe au ministère de l'industrie et du commerce.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret n° 47-1237 du 7 juillet 1947 portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation, dans les administrations centrales des ministères et les administrations assimilées, des cadres de secrétaires sténodactylographes et sténodactylographes et à la fixation du statut de ces fonctionnaires, modifié, notamment son article 18;

Vu le décret n° 49-281 du 28 février 1949 portant règlement d'administration publique pour la fixation des effectifs des corps d'adjoints administratifs, de secrétaires sténodactylographes, de sténodactylographes et d'employés de bureau à l'administration centrale du ministère de l'industrie et du commerce;

Vu l'instruction n° 151 du 28 septembre 1949 du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) pour l'application du règlement du 7 juillet 1947 susvisé,

Arrêtent :

Art. 1er. — Un concours tendant à pourvoir les emplois de secrétaire sténodactylographe à l'administration centrale du ministère de l'industrie et du commerce, demeurés vacants après les intégrations prévues à l'article 14 du décret du 7 juillet 1947 susvisé, sera ouvert le mardi 31 janvier 1950.

Art. 2. — Le nombre de places mises au concours est fixé à treize.

Art. 3. — Peuvent prendre part aux épreuves du concours visé à l'alinéa 1er du présent arrêté :

Les dames sténodactylographes titulaires, en fonctions à l'administration centrale au 31 décembre 1946, en cette qualité;

Des sténodactylographes titulaires, issues du concours organisé les 12 et 13 novembre 1947, en fonctions au 31 décembre 1946 à l'administration centrale;

Les agents de bureau du cadre complémentaire sténodactylographes en fonctions au 31 décembre 1946 à l'administration centrale.

Les sténodactylographes titulaires ayant subi, avec succès, les examens d'aptitude organisés par la direction de la fonction publique les 9 décembre 1948 et 17 février 1949, en fonctions à l'administration centrale au 31 décembre 1946;

Les sténodactylographes auxiliaires temporaires ou contractuelles, en fonctions à l'administration centrale au 31 décembre 1946 et ayant accompli à la date du concours au moins trois ans de services dans une administration centrale.

Art. 4. — Les différentes épreuves du concours à l'emploi de secrétaires sténodactylographes sont fixées comme suit :

1° Une dictée d'une durée de quinze minutes environ, suivie de trois questions relatives à la grammaire française et à l'explication du texte (coefficient 2 pour la dictée; coefficient 1 pour les questions);

2° La rédaction d'une lettre courante ou d'un compte rendu de conversation sur la base d'éléments fournis aux candidats (durée: une heure; coefficient: 1);

3° Une épreuve de sténographie ou de sténotypie d'une durée de cinq minutes à la vitesse suivante:

En sténographie :

Deux minutes à 80 mots à la minute;
Une minute à 90 mots à la minute;
Une minute à 100 mots à la minute;
Une minute à 110 mots à la minute.

En sténotypie :

Deux minutes à 120 mots à la minute;
Une minute à 130 mots à la minute;
Une minute à 150 mots à la minute;
Une minute à 160 mots à la minute.

Les candidats disposeront ensuite de trente minutes en sténographie et quarante-cinq minutes en sténotypie pour transcrire le texte à la machine (coefficient: 4).

Toute note inférieure à 6 sur 20 pour les deux premières épreuves et à 10 sur 20 pour la troisième épreuve est éliminatoire;

4° Une épreuve orale consistant en une conversation de dix minutes avec les membres du jury sur les questions de la vie courante, permettant de déceler l'intelligence et les qualités de méthode des candidats (coefficient: 2).

Art. 5. — Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 décembre 1949.

Le ministre de l'industrie
et du commerce:
Pour le ministre et par délégation:
Le chef adjoint du cabinet,
MARCEL FOURNÉ.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,
JEAN BIONDI.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Dérogations aux dispositions du décret n° 48-1600 du 13 octobre 1948 relatif au recrutement des personnels non titulaires.

Par arrêté interministériel en date du 5 décembre 1949, le ministre de la France d'outre-mer est autorisé à recruter:

1° Pour l'administration centrale: cinq auxiliaires de bureau sténodactylographes;

2° Pour l'école nationale de la France d'outre-mer: un auxiliaire de bureau sténodactylographe;

3° Pour la section technique d'agriculture tropicale: un auxiliaire de bureau sténodactylographe; un assistant de laboratoire;

4° Pour l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale: un assistant de laboratoire;

5° Pour le musée de la France d'outre-mer: un ouvrier auxiliaire.

En vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services publics par mesure d'économie, il ne pourra être pourvu à ces emplois par voie de recrutement direct que, dans chaque cas, sur l'avis conforme du centre d'orientation et de réemploi.

Le directeur du budget du ministère des finances et des affaires économiques, le directeur du personnel du ministère de la France d'outre-mer, le directeur du centre d'orientation et de réemploi du ministère du travail et de la sécurité sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Prime de remboursement de l'emprunt de l'Annam-Tonkin.

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 10 février 1896 ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics;

Vu l'article 14 de l'arrêté du gouverneur général de l'Indochine du 11 février 1896 prévoyant le remboursement anticipé de l'emprunt de l'Annam-Tonkin 2,5 p. 100 1896;

Vu la convention entre le ministère des colonies et la banque de l'Indochine en date du 9 octobre 1896 prévoyant l'émission de l'emprunt de l'Annam-Tonkin 2,5 p. 100 1896;

Vu le télégramme n° 1588 du haut commissaire de France en Indochine donnant son accord au remboursement anticipé de l'emprunt de l'Annam-Tonkin 2,5 p. 100 1896,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le remboursement anticipé au pair sous déduction de l'impôt sur la prime de remboursement de l'emprunt de l'Annam-Tonkin 2,5 p. 100 1896 aura lieu à partir du 1er février 1950.

Art. 2. — Les porteurs d'obligations pourront, à partir de cette date, demander le remboursement des obligations qu'ils détiennent.

Art. 3. — Le coupon afférent à l'échéance du 1er février 1950 sera le dernier coupon réglé aux porteurs.

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 décembre 1949.

Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre des finances,
et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint du cabinet,
PHILIPPE DE MONTREMY.

Application du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 à certaines écoles et à certains jurys de concours ou d'examens relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret du 15 avril 1927 relatif au concours d'admission et à l'organisation de l'enseignement à l'école coloniale et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 46-638 du 6 avril 1946 portant organisation du service de l'élevage et des industries animales des colonies;

Vu le décret n° 46-637 du 6 avril 1946 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des services de l'agriculture aux colonies;

Vu le décret n° 46-664 du 11 avril 1946 relatif à l'organisation de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale;

Vu le décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examen ou de concours,

Arrêtent:

Art. 1er. — Pour l'application des dispositions du titre Ier et du titre III du décret susvisé n° 48-1879 du 10 décembre 1948, les différents cycles d'enseignement et les jurys d'examen et de concours organisés dans le cadre des services du ministère de la France d'outre-mer sont classés dans les groupes prévus à ce décret, ainsi qu'il suit:

Dispositions du titre Ier.

Professeurs et chargés de cours des cycles d'enseignement de l'école nationale de la France d'outre-mer ..... Groupe I.

Professeurs, maîtres de conférences, chefs de travaux et assistants de l'institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux ..... Groupe I *bis*.

Professeurs, maîtres de conférences, chefs de travaux et assistants de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale ..... Groupe I *bis*.

Professeurs, maîtres de conférences et chefs de travaux pratiques du cycle d'enseignement des inspecteurs stagiaires des eaux et forêts aux colonies..... Groupe I *bis*.

Professeurs, maîtres de conférences et chefs de travaux pratiques du cycle d'enseignement d'agriculture tropicale... Groupe III.

Professeurs, maîtres de conférences et chefs de travaux pratiques du cycle d'enseignement des contrôleurs stagiaires des eaux et forêts aux colonies..... Groupe III.

Dispositions du titre III.

Jury du concours pour le grade d'inspecteur de 3e classe des colonies..... Groupe I.

Jury du concours d'entrée dans les sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer..... Groupe I *bis*.

Jury du concours d'admission de la section spéciale de la magistrature coloniale de l'école nationale de la France d'outre-mer ..... Groupe I *bis*.

Jury du concours d'entrée des stagiaires d'administration générale à l'école nationale de la France d'outre-mer..... Groupe I *bis*.

Jury de concours d'entrée des stagiaires d'administration coloniale à l'école nationale de la France d'outre-mer..... Groupe I *bis*.

Jury du concours d'entrée à l'Ecole supérieure d'application d'agriculture tropicale ..... Groupe I *bis*.

Jury du concours d'admission au cycle d'enseignement d'agriculture tropicale ..... Groupe III.

Les indemnités allouées aux personnels enseignants visés au présent article, en application des dispositions du titre I du décret susvisé, seront fixées pour chaque groupe et à l'exception du groupe I *bis*, dans la limite des taux maxima figurant à l'article 3 du décret du 10 décembre 1948 et sans que la dépense unitaire moyenne puisse excéder celle qui résulterait de l'application d'un taux moyen égal aux pourcentages ci-après de ce taux maximum:

Pour le cycle d'enseignement classé en groupe I: 80 p. 100 du taux maximum;

Pour le cycle d'enseignement d'agriculture tropicale classé en groupe III: 80 p. 100 du taux maximum;

Pour les cycles d'enseignement autres que le précédent et classés en groupe III: 70 p. 100 du taux maximum.

Art. 2. — La majoration de 25 p. 100 prévue à l'article 3 du décret susvisé du 10 décembre 1948 pourra être accordée à certains professeurs des cycles d'enseignement classés en groupes I et I *bis* lorsqu'ils mettent à la disposition des élèves un cours écrit répondant à la double condition suivante:

Avoir fait l'objet d'une rédaction personnelle et complète du professeur;

N'avoir jamais été professé ou, à défaut, et exceptionnellement, avoir fait l'objet d'un remaniement très important sur le fond.

Dans le cas de remaniement, la majoration de 25 p. 100 résultant des dispositions ci-dessus ne pourra être admise que pour un nombre limité de cours pour une même année scolaire, et sur décision spéciale du directeur, prise sur la proposition du conseil de perfectionnement de l'école.

En tout état de cause, le nombre maximum de cours auxquels sera susceptible de s'appliquer la majoration de 25 p. 100 visée au présent article ne pourra pas dépasser 10 p. 100 du nombre total des cours enseignés dans chaque école au cours d'une même année scolaire.

Art. 3. — En raison de l'effort spécial d'adaptation qu'exige l'enseignement des langues vivantes à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, les professeurs chargés d'enseigner cette discipline pourront recevoir, par application de l'article 4 du décret du 10 décembre 1948, une rémunération calculée sur la base des indemnités pour heures supplémentaires d'enseignement majorées de 25 p. 100.

En tout état de cause, un professeur de langues vivantes au minimum devra être rémunéré sur la base des taux d'heures annuelles non majorées.

Art. 4. — La correction des mémoires demandés aux élèves de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer ouvrira droit dans les conditions prévues à l'article 8, paragraphe 3 du décret du 10 décembre 1948, à une indemnité unitaire par mémoire fixée dans la limite de 50 p. 100 d'une vacation d'oral.

Pour tenir compte des différences d'importance dans les mémoires présentés par les élèves, les crédits nécessaires pour assurer cette dépense seront calculés sur la base d'un taux moyen par mémoire égal à 25 p. 100 du montant d'une vacation d'oral.

Art. 5. — Pour l'application des dispositions de l'article 13 du décret susvisé du 10 décembre 1948, les épreuves écrites des jurys de concours mentionnés à l'article 1er du présent arrêté sont réparties comme suit:

	TAUX N° 1	TAUX N° 2	TAUX N° 3
Jury du concours pour le grade d'inspecteur de 3e classe des colonies.	Epreuve d'admissibilité. Epreuve d'admission.		
Jury du concours d'entrée dans les sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer.	Composition française. Géographie.	Histoire coloniale. Morale et sociologie.	
Jury du concours d'admission à la section spéciale de la magistrature coloniale de l'école nationale de la France d'outre-mer.	Droit civil. Droit commercial, terrestre et maritime.	Economie politique.	
Jury du concours d'entrée de stagiaires d'administration générale à l'école nationale de la France d'outre-mer.	. . . . .	Composition française. Economie politique.	
Jury du concours d'entrée de stagiaires d'administration coloniale à l'école nationale de la France d'outre-mer.	. . . . .	Culture générale. Culture théorique.	
Jury du concours d'entrée à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale.	Agriculture générale ou zootechnie.	Science du sol ou technologie agricole.	Epreuves de mathématiques.
Jury du concours d'admission au cycle d'enseignement d'agriculture tropicale.	. . . . .	Epreuve portant soit sur l'agriculture générale, soit sur la technologie, soit sur la chimie agricole, soit sur la zootechnie.	

Art. 6. — En application des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 14 du décret du 10 décembre 1948, les examinateurs appartenant aux services du ministère de la France d'outre-mer ne reçoivent aucune indemnité spéciale au titre des épreuves orales des jurys de concours visés à l'article 1er du présent arrêté et autres que ceux classés au groupe I.

Art. 7. — Le présent arrêté, qui prend effet à compter du 1er janvier 1948, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1949.

Le secrétaire d'Etat aux finances,

Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par autorisation:

Le directeur du cabinet,

ROBERT BLOT.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation:

Le conseiller technique,

FRANCIS BOUR.

Mise en position de mission en France du directeur contractuel de Radio-Saigon.

Par arrêté du 23 novembre 1949 du ministre de la France d'outre-mer, M. Varnoux (Jean), directeur contractuel de Radio-Saïgon, est placé dans la position de mission en France pour une durée maximum d'un mois, à compter du jour de son arrivée dans la métropole, pour y étudier le statut futur de Radio-Saïgon à la commission interministérielle.

Nomination de l'agent comptable des timbres-poste.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 13 décembre 1949, M. Auber (Marc), administrateur de 1re classe des colonies, est nommé agent comptable des timbres-poste coloniaux, pour compter du 1er janvier 1950, en remplacement de M. Chevreau, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Administration générale.

Par arrêté du 28 novembre 1949, M. Damerose (Louis-Eugène), rédacteur de 1re classe d'administration générale des colonies à titre précaire, est soumis à une prolongation de stage d'un an, pour compter du 12 avril 1949.

Cabinet du ministre de la France d'outre-mer.

Additif au *Journal officiel* du 11 novembre 1949, page 11059, 1re colonne, après la 28e ligne, ajouter:

« Art. 2 — Le présent arrêté aura effet à compter du 28 octobre 1949. »

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Délégation de signature.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 décembre 1949: page 12025, 2e colonne, 26e ligne, au lieu de: « article 32 n° 47-1297 du 10 juillet 1947 », lire: « article 32 du décret n° 47-1297 du 10 juillet 1947 ».

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 12 décembre 1949, un crédit de 400.000 F a été ouvert au budget du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, au titre de l'exercice 1949, chapitre 917 (article 2). « Travaux et installations de l'aéronautique, ports aériens ».

Ce crédit représente le montant de la participation de la chambre de commerce d'Epinal aux travaux d'aménagement de l'aérodrome d'Epinal-Dogneville.

Par arrêté interministériel en date du 13 décembre 1949, un crédit de 20 millions de francs a été ouvert au budget du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, au titre de l'exercice 1949, chapitre 917 (article 2): « Travaux et installations de l'aéronautique, ports aériens ».

Ce crédit représente le montant de la participation de collectivités locales aux travaux en cours sur divers aérodromes: 19.700.000 F pour l'aérodrome de Perpignan-Llabanère et 300.000 F pour l'aérodrome de Deauville-Saint-Gatien.

Ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 15 décembre 1949, M. Frois (Georges), ingénieur des travaux publics de l'Etat de classe exceptionnelle, 1er échelon (ponts et chaussées), détaché au service des travaux municipaux de la ville de Bayonne, est maintenu dans la même situation pendant une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er octobre 1949.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 49-1525 relative aux honoraires alloués pour la direction des travaux d'architecture exécutés au compte de l'Etat (ministère de l'agriculture).

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 novembre 1949, page 11531, 1re colonne :

Au lieu de :

« Vu l'article 52 de la loi de finances du 27 février 1912 ainsi conçu :

« A partir du 1er janvier 1913, les honoraires alloués pour la direction des travaux d'architecture exécutés au compte de l'Etat ne pourront pas dépasser 5 p. 100 du montant des travaux exécutés. Le tarif devra en être fixé pour chaque ministère par décret soumis au contreseing du ministre des finances et rendu en conseil d'Etat;

« Lorsque les travaux seront exécutés à plus de 20 kilomètres de la résidence ordinaire de l'architecte, il pourra lui être alloué une allocation spéciale pour ses frais de voyage et de séjour.

« Une rémunération spéciale pourra être accordée pour les travaux d'entretien ou de réparation ainsi que pour les travaux qui s'appliquent à des édifices présentant un caractère d'art ou situés à l'étranger »;

« Vu le décret du 12 avril 1947 relatif aux honoraires alloués pour la direction des travaux relevant du ministère de l'agriculture;

« Vu l'acte dit loi du 11 décembre 1940;

« Le conseil d'Etat entendu »,

Lire :

« Vu l'article 85 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier;

« Vu le décret du 12 avril 1947 relatif aux honoraires alloués pour la direction des travaux relevant du ministère de l'agriculture;

« Après avis du conseil d'Etat (section des travaux publics) ».

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

Date des élections aux commissions administratives paritaires de l'office national interprofessionnel des céréales.

Le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu l'article 10 du décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 19 de la loi précitée du 19 octobre 1946 et relative aux commissions administratives paritaires,

Arrêtent:

Art. 1er. — La date des élections pour le renouvellement des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires de l'office national interprofessionnel des céréales est fixée au 17 janvier 1950.

Le scrutin sera ouvert et clos aux heures réglementaires d'ouverture et de fermeture du service, sans interruption.

Art. 2. — Le directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 novembre 1949.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

JEAN EHRHARD.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur du cabinet,

MATTEO CONNET.

Fixation du taux des primes à la culture de l'olivier pour 1949.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'ordonnance n° 45-3447 du 19 octobre 1945 validant les actes dits « lois n°s 1524 du 22 mai 1941 et 253 du 23 avril 1945 » relatives au mode d'attribution des primes à la culture de l'olivier et les textes subséquents;

Vu le décret n° 2788 du 8 juillet 1941 pris en application de la loi du 22 mai 1941 susvisée;

Sur la proposition du directeur de la production agricole,

Arrête:

Art. 1er. — Les taux des primes à la culture de l'olivier sont fixés, par arbre, pour l'année 1949, comme suit:

1° Prime de régénération ou de greffage, 5,80 F;

2° Prime de nouvelle plantation, 11,60 F.

Art. 2. — Le directeur de la production agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1er décembre 1949.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

JEAN EHRHARD.

Commercialisation des semences de plantes fourragères.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 décembre 1949: page 11900, 2e colonne, à la suite du tableau 1 (donné en annexe de l'arrêté) lire:

« Pour la campagne 1949-1950, les pourcentages de faculté germinative suivants sont fixés exceptionnellement:

« Lotier corniculé	.....	60 p. 100
« Luzerne	.....	75 —
« Ray-grass	.....	75 — ».

Cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Le sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu le décret du 29 octobre 1949 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Est nommé au cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture:

Chargé de mission.

M. Jean Reid.

Art. 2. — Le présent arrêté prendra effet à dater du 29 octobre 1949 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 décembre 1949.

PAUL IHUEL.

Commission consultative de la viticulture.

Par arrêté en date du 12 décembre 1949, ont été nommés membres de la commission consultative de la viticulture:

Au titre des personnalités viticoles.

Le secrétaire général de la Fédération des associations viticoles de France et d'Algérie, en remplacement de M. Benet, décédé.

Au titre de représentants de la viticulture.

M. Azibert, président du syndicat des vignerons de Carcassonne-Limoux, en remplacement de M. de Brignac, décédé.

M. Vidal, président du syndicat des vignerons des Pyrénées-Orientales, en remplacement de M. le docteur Denoyes, secrétaire général de la Fédération des associations viticoles, appelé en cette qualité à siéger à la commission, au titre des personnalités viticoles.

Au titre de représentants du commerce des vins.

M. Fraisse, président de la Fédération méridionale du commerce en gros des vins et spiritueux, en remplacement de M. Nogue, démissionnaire.

Ecole nationale d'agriculture de Grignon.

Par arrêté en date du 14 décembre 1949, M. Richer (Albert), ingénieur agricole, licencié ès sciences, assistant à l'école nationale de Grignon, a été nommé chef de travaux de chimie agricole de 1re classe dans cet établissement, à compter du 1er décembre 1949, à la suite des résultats du concours sur titres et sur épreuves ouvert le 28 novembre 1949 et compte tenu de ses services militaires.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Autorisation provisoire d'exercer la médecine accordée à un praticien étranger.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, et spécialement les articles 2 et 70;

Vu l'ordonnance du 6 août 1945 relative à l'exercice de la médecine par des médecins étrangers, ensemble l'avis de la commission prévue par ladite ordonnance,

Arrête:

Art. 1er. — L'autorisation provisoire d'exercer la médecine est accordée pour une durée de six mois renouvelable au praticien étranger dont le nom suit, titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine:

Zernik (Jean), médecin, né le 5 janvier 1903 à Gleiwitz (Haute-Silésie), demeurant au Camp-de-Soupe, par Trespy (Gironde).

Art. 2. — L'autorisation ci-dessus est accordée pour l'exercice dans toute la France métropolitaine (sauf le département de la Seine) et l'Algérie. En cas de changement de résidence professionnelle, ce praticien est tenu, sous peine de retrait immédiat de la présente autorisation, d'en aviser au moins quinze jours à l'avance le directeur départemental de la santé et le ministère de la santé publique et de la population.

Art. 3. — Le directeur général de l'hygiène publique et des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 décembre 1949.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT WIRTH.

Nomination de médecins consultants régionaux de pédiatrie.

Par arrêté du 8 décembre 1949, sont nommés médecins consultants régionaux de pédiatrie pour une nouvelle période de trois ans les médecins dont les noms suivent:

Région de Bordeaux. — M. le professeur Fontan, professeur de clinique des maladies des enfants à la faculté de Bordeaux.

Région de Clermont-Ferrand. — M. le professeur Willemin-Clog, professeur de clinique infantile à l'école de médecine de Clermont-Ferrand.

Région de Dijon. — M. le professeur Bernheim, professeur agrégé à la faculté de Lyon, médecin des hôpitaux.

Région de Lille. — M. le professeur Pierrel, professeur de clinique médicale infantile à la faculté de Lille.

Région de Limoges. — M. le docteur Martrou, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin des hôpitaux de Limoges.

Région de Lyon. — M. le professeur Mouriquand, professeur à la faculté de médecine de Lyon.

Région de Marseille. — M. le professeur Giraud, professeur de clinique médicale infantile à la faculté de Marseille.

Région de Montpellier. — M. le professeur Boucomont, professeur agrégé à la faculté de médecine de Montpellier.

Région de Nancy. — M. le professeur Caussade, professeur de clinique médicale infantile à la faculté de médecine de Nancy.

Région d'Orléans. — M. le docteur Lançon, à Bourges, ancien interne des hôpitaux de Paris.

Région de Paris. — M. le docteur Lesne, membre de l'académie de médecine.

Région de Rennes. — Mme le docteur Pichot-Janton, ancien interne provisoire des hôpitaux de Paris.

Région de Rouen. — M. le professeur Fleury, professeur à l'école de médecine de Rouen.

Région de Strasbourg. — M. le professeur Rohmer, professeur de pédiatrie à la faculté de médecine de Strasbourg.

Région de Toulouse. — M. le professeur Sorel, professeur de clinique médicale infantile à la faculté de médecine de Toulouse.

Pour la région de Nantes, M. le docteur Grislain, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin des hôpitaux de Nantes, est nommé médecin consultant régional de pédiatrie en remplacement de M. le professeur Boquien, démissionnaire.

Sont nommés médecins consultants régionaux de pédiatrie adjoints pour une nouvelle période de trois ans les médecins dont les noms suivent:

Région de Bordeaux. — M. le docteur Cadenaule, président des œuvres girondines de protection de l'enfance.

Région de Lille. — M. le docteur Porez, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Lille, médecin à Lille.

Région de Lyon. — M. le docteur Bertoye, médecin des hôpitaux de Lyon.

Région de Marseille. — M. le docteur Longchampt, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin des hôpitaux de Toulon.

Région de Nantes. — M. le professeur Desbuquois, professeur à l'école de médecine de Tours.

Région de Limoges. — M. le docteur Béraud, ancien interne de l'hôpital Saint-Joseph à Paris, médecin à la Rochelle.

Région de Rouen. — M. le docteur L'Hirondel, ancien interne des hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique infantile à la faculté de médecine de Paris, médecin à Caen.

Région de Toulouse. — M. le docteur Levrat, assistant de clinique médicale infantile à la faculté de médecine de Toulouse.

Région de Dijon. — M. le docteur Jeune, professeur agrégé à la faculté de Lyon, médecin des hôpitaux.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Désignation de l'agent comptable centralisateur des postes, télégraphes et téléphones.

Par arrêté du 16 décembre 1949, vu l'avis du ministre des finances et des affaires économiques en date du 7 décembre 1949, M. Gouachon, sous-directeur à la direction du budget et de la comptabilité, a été désigné comme agent comptable centralisateur des postes, télégraphes et téléphones.

Ministère de la justice.

Interdiction temporaire de fonctions.

D'un jugement rendu le 14 décembre 1949 par la 1re chambre civile du tribunal de première instance de Mulhouse, siégeant en chambre du conseil, il appert que l'exercice de ses fonctions a été interdit temporairement à Me Kiener (Désiré), huissier à Mulhouse, 3, rue du Ballon.

Me Bacher, huissier à Mulhouse, 2, rue de la Meurthe, a été commis administrateur de l'étude Kiener.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1949

Ordre du jour du lundi 19 décembre 1949.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion d'urgence du projet de loi de finances pour l'exercice 1950. (Nos 8336-8425. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

2. — Suite de la discussion d'urgence: I. du projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail; II. des propositions de loi. 1° de M. Joseph Dumas tendant à un retour de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives; 2° de M. Lespès modifiant la loi n° 46-2924 du 29 décembre 1946 relative aux conventions collectives de travail; 3° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et à la détermination d'un salaire minimum garanti. (Nos 8111-6377-6921-8597-8566-7130-8615. — M. Moisan, rapporteur.)

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de commission.

2. — Vote, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à rendre obligatoire, pour certaines catégories de la population, la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G. (Nos 7872-8629. — M. Cordonnier, rapporteur.) (Vote au scrutin public à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

Séances du lundi 19 décembre 1949.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

Galeries. — Depuis M. Pourtalet, jusques et y compris M. Ramarony.

Tribunes. — Depuis M. Jean-Moreau, jusques et y compris M. Kir.

Commission de l'agriculture.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — M. Baudry d'Asson (de), Mme Boutard, MM. Farinez, Lalle, Lucas, Moussu, Paumier, Reille-Soult, Rincent, Terpend, Thoral, Vée, Zunino.

Commission de la défense nationale.

1re *séance du vendredi 16 décembre 1949*

Présents. — MM. Anxionnaz, Arnal, Bartolini, Bayrou, Cherrier, Christiaens, Evrard, Forcinal, Froment, Girardot, Jean-Moreau, Jeanmot, Joinville (Alfred Malleret), Le Troquer (André), Manceau, Maurellet, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Mélayer, Michelet, Monteil (André) (Finistère), Montel (Pierre), Penoy, Tourné, Triboulet.

Excusés. — MM. Augarde, Mekki, Capdeville.

2e *séance du vendredi 16 décembre 1949.*

Présents. — MM. Anxionnaz, Arnal, Bartolini, Girardot, Guyot (Raymond) (Seine), Jean-Moreau, Joinville (Alfred Malleret), Manceau, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Métayer, Monteil (André) (Finistère), Montel (Pierre), Penoy, Triboulet.

Excusés. — MM. Capdeville, Forcinal, Augarde, Mekki.

Suppléants. — Mme Francine Lefebvre (de M. Bouret), M. Xavier Bouvier (de M. Bouvier-O'Cottereau), M. Lucas (de M. Labrosse), M. Guilbert (de M. Emile-Louis Lambert), M. Thibault (de M. Bas), M. Farinez (de M. Caron).

Commission des finances.

1re *séance du vendredi 16 décembre 1949.*

Présents. — MM. Abelin, Aubry, Auguet, Barangé (Charles), Blocquaux, Bourgès-Maunoury, Burlot, Charlot (Jean), Coste-Floret (Paul), David (Marcel), Denais (Joseph), Dusseaulx, Mme Duvernois, MM. Gabelle, Gaillard, Gavini, Gozard, Guesdon, Guillant (André), Guyon (Jean-Raymond), Lamps, Lecourt, Meunier (Pierre), Mitterrand, Palewski, Petit (Guy), Rigal (Eugène), Simonnet, Taillade.

Suppléants. — MM. Schauffler (de M. Laniel, Bétolaud (de M. Paul Reynaud), Giacobbi (de M. Mendès-France), Bergeret (de M. Truffaut), Midol (de M. Cogniot), Lenormand (de M. Jacques Duclos).

Assistaient, en outre, à la séance. — MM. Triboulet, Crouzier, Peytel.

2e *séance du vendredi 16 décembre 1949.*

Présents. — MM. Abelin, Aubry, Auguet, Barangé (Charles), Blocquaux, Bourgès-Maunoury, Burlot, Charlot (Jean), Coste-Floret (Paul), David (Marcel), Denais (Joseph), Dupuy (Marc), Dusseaulx, Gabelle, Gaillard, Gavini, Gozard, Gresa (Jacques), Guesdon, Guillant (André), Guyon (Jean-Raymond), Lamps, Laniel (Joseph), Lecourt, Meunier (Pierre), Mitterrand, Palewski, Paumier (Petit (Guy), Rigal (Eugène), Simonnet, Taillade.

Suppléants. — MM. Bétolaud (de M. Paul Reynaud), Bergeret (de M. Truffaut), Coffin (de M. Dagain).

Assistaient, en outre, à la séance. — MM. Peytel, Triboulet.

Commission de la justice et de législation.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — MM. Citerne, Delahoutre, Desjardins, Gallet, Garet, Gautier, Grimaud, Médecin, Minjoz, Rollin (Louis), Roques, Silvandre, Tinaud (Jean-Louis), Toujas.

Suppléants. — Mme Nautric (de Mlle Archimède), MM. Rosenblatt (de M. Berger), Djemad (de M. Bourbon), Bonnet (de M. Charpin), Le Sciellour (de M. Chautard), Mme François (de Mme Claeys), MM. Cartier (de M. Defos du Rau), Lenormand (de M. Kriegel-Valrimont), Dutard (de M. Larue pe), Midol (de M. Marty), Mme Nédelec (de M. Péron), MM. Gouge (de Mme Rabaté), Gros (de Mme Schell), Dumas (de M. Wasmer).

Commission de la production industrielle.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — MM. Boccagny, Couston, Deixonne, Goudoux, Louvel, Moynet, Peyrat.

Excusé. — M. Beugniez.

Commission de comptabilité.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — MM. Aubry, Draveny, Dufour, Liquard, Petit (Albert) (Seine), Mme Peyroles.

Excusés. — MM. Bour, Bouvier O'Cottereau, Galy-Gasparou, André Mercier (Oise), Mlle Prévert.

Convocations de commissions.

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre se réunira le samedi 17 décembre 1949, à quinze heures (local de la commission n° 208):

I. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 8570) de M. Pierre Chevallier tendant à autoriser les associations syndicales de sinistrés et les coopératives de reconstruction à acheter des créances de dommages de guerre.

II. — Avis de M. Guitton sur le projet de loi et les propositions relatifs aux réquisitions (n° 6895).

III. — Avis de M. Triboulet sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 8336).

La séance de la commission du travail et de la sécurité sociale du vendredi 16 décembre 1949 sera reprise le lundi 19 décembre 1949, à quinze heures (même local):

Suite du rapport de M. Moisan sur le projet et les propositions de loi relatifs aux conventions et conflits collectifs du travail (nos 8111, 6377, 6921, 7130 et 8566).

Réunion de commission du samedi 17 décembre 1949.

Commission de la reconstruction, à quinze heures. — Local n° 208.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1949

Ordre du jour du mardi 20 décembre 1949.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres à cinq questions orales:

I. — M. Ernest Pezet expose à M. le président du conseil que les persécutions politiques dans l'Est européen, l'application en Egypte des accords de Montreux, le bouleversement de nos positions traditionnelles dans le Proche et l'Extrême-Orient provoquent, entre autres conséquences, le retour forcé dans la mère patrie de nombreux Français de l'étranger qui rentrent ruinés, sans ressources, parfois sans vêtements et toujours sans logis; que leur nombre ne cesse d'augmenter; que la suppression de l'Entr'aide française, la diminution

massive des secours de la Croix-Rouge, l'inexistence à Paris de centres d'hébergement pouvant leur offrir un abri honorable mettent ces Français (anciens professeurs, anciens agents consulaires ou employés de consulats, etc.) au niveau des plus misérables sans-abri; que, en dépit d'études, rapports, conférences entre représentants des ministères intéressés (intérieur, affaires étrangères, finances, santé, reconstruction), de la préfecture et de la Croix-Rouge, etc., aucune solution n'est apportée et ne semble pouvoir être apportée rapidement à ce problème douloureux; et demande quelles mesures il compte mettre à l'étude d'extrême urgence pour que nos malheureux compatriotes soient, enfin, humainement traités par la mère patrie. (N° 89.)

II. — M. Madelin demande à M. le président du conseil: 1° quel a été le nombre de participants à la grève soit disant générale du 25 novembre 1949, et en particulier le nombre des grévistes: *a*) parmi les fonctionnaires des bureaux de la préfecture; *b*) parmi les membres de l'enseignement; *c*) parmi les employés des services de la sécurité sociale; 2° quelles sont les instructions pratiques qui ont été données concernant le payement des journées de grève. (N° 91.)

III. — M. Marcel Molle rappelle à M. le ministre de l'intérieur que les agents du personnel des communes ou des établissements communaux bénéficiaires d'un régime de retraites et non rémunérés à l'heure ou à la journée ne sont garantis que partiellement contre les accidents du travail ayant provoqué une incapacité temporaire d'exercice de leurs fonctions et que ces risques ne sont couverts ni par leur régime de retraites, ni par le régime général d'assurances relevant de la sécurité sociale, ni par les compagnies d'assurances privées; et demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les communes et les établissements hospitaliers restent leur propre assureur pour les risques susénoncés et remédier à une situation qui peut entraîner de graves conséquences pour l'équilibre du budget de ces collectivités. (N° 90.)

IV. — M. Henri Maupoil demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les conséquences que peut avoir, pour la viticulture française, le projet de « Fritalux ». (N° 92.)

V. — M. Henri Maupoil demande à M. le secrétaire d'Etat aux finances de quelle façon se fait la liquidation de la caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation (C.A.R.C.O.) et les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme aux exigences du service liquidateur. (N° 93.)

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Alex Roubert demande à M. le président du conseil quelles mesures il compte prendre pour que les communes françaises et leurs habitants, victimes, depuis 1938, de dommages subis dans leurs biens alors que ceux-ci se trouvaient encore en territoire italien, reçoivent les indemnités qui leur sont dues et soient remis en possession des biens dont ils ont été spoliés.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage. (N°s 880 et 882, année 1949. — M. de Félice, rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. N..., rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage. (N°s 879 et 881, année 1949. — M. de Félice, rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. N..., rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles. (N° 883, année 1949. — M. N..., rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole. (N° 682, année 1949. — Mme Devaud, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er étage. — Depuis M. Charles Brune, jusques et y compris M. Chochoy.

Tribunes. — Depuis M. Claireaux, jusques et y compris M. Dupic.

Commission des finances.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — MM. Alric, Avinin, Jean Berthoin, Bolifraud, Boudet (Pierre), Demusois, Diethelm (André), Ignacio-Pinto (Louis), Emilien Lieutaud, Litaise, Maroger (Jean), Marrane, Montalembert (de), Pauly, Pellenc, Peschaud, Roubert (Alex), Saller, Sclafer.

Excusé. — M. Courrière.

Suppléant. — M. Aubert (de M. Lamarque).

Assistait, en outre, à la séance. — M. de Villoutreys (au titre de la commission de la production industrielle).

Convocations de commissions.

La commission de la France d'outre-mer se réunira le mercredi 21 décembre 1949, à seize heures trente (local n° 215):

I. — Discussion des rapports:

a) De M. Lafleur, sur le projet de loi (n° 778, année 1949) relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer;

b) De M. Durand-Réville sur le projet de loi (n° 862, année 1949) portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar;

c) De M. Durand-Réville sur sa proposition de résolution (n° 838, année 1949) concernant le statut des chambres de commerce dans les Etats associés de l'Union française.

II. — Nomination de rapporteurs des projets de loi (n°s 858, 859, 860 et 861, année 1949) concernant respectivement:

a) La création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam;

b) Le régime de l'interdiction de séjour en Nouvelle-Calédonie et dépendances;

c) Le régime de l'interdiction de séjour en Afrique équatoriale française, en Océanie et dans les établissements français de l'Inde;

d) La suppression de la cour de justice de l'Indochine.

III. — Nomination d'un rapporteur pour avis de la proposition de résolution (n° 831, année 1949) de M. Durand-Réville tendant à modifier les programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement du premier et du second degré.

IV. — Questions diverses.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale se réunira:

1° Le mardi 20 décembre 1949,
à quatorze heures quinze (local n° 202):

I. — Rapport pour avis de M. Biatarana sur les deux propositions de loi suivantes, renvoyées pour le fond à la commission de l'agriculture:

N° 880, année 1949, adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage;

N° 879, année 1949, adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage.

II. — Nomination du rapporteur du projet de loi (n° 890, année 1949), adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à reporter au 1er avril 1950 la prorogation prévue par la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 en faveur des locataires de baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

2° Le mercredi 21 décembre 1949,
à neuf heures quarante-cinq (local n° 202).

I. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

a) Le projet de loi (n° 861, année 1949) tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine, dont la commission de la France d'outre-mer est saisie au fond;

b) La proposition de résolution (n° 833, année 1949) de M. Landry concernant l'aide à apporter, en matière de logement, aux économiquement faibles, dont la commission de la reconstruction est saisie au fond.

II. — Examen du projet de loi (n° 890 année 1949) adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à reporter au 1er avril 1950 la prorogation prévue par la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 en faveur des locataires de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

III. — Rapport de M. Boivin-Champeaux, sur la proposition de loi (n° 785, année 1949) relative aux locations-gérances de fonds de commerce.

IV. — Rapport pour avis de M. Kalb sur la proposition de loi (n° 816, année 1949) tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, dont la commission de la reconstruction est saisie au fond.

V. — Rapport du président sur la proposition de loi (n° 856, année 1949) tendant à la modification et à la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mardi 20 décembre 1949, à quatorze heures (local n° 224):

I. — Examen du rapport de Mme Devaud, sur le projet de loi (n° 682, année 1949) étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole.

II. — Examen du rapport de M. Fournier sur sa proposition de résolution (n° 657, année 1949) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que ne soit pas poursuivi le remboursement des arrérages indûment perçus par les bénéficiaires des lois du 14 mars 1941 et du 13 septembre 1946 concernant les vieux travailleurs salariés et les vieux économiquement faibles lorsqu'il n'y a pas eu de leur part fraude caractérisée.

III. — Examen de la proposition de loi (n° 8702 A. N.) tendant à régler au 1er janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux « économiquement faibles ». — Nomination d'un rapporteur.

IV. — Questions diverses.

INFORMATIONS

RELATIVES A

L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mardi 20 décembre 1949.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Proposition portant prévision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1950.

2. — Suite de la discussion: *a*) de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi habilitant les chefs des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importations des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives; *b*) de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo; *c*) de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi ayant pour objet dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boissons et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse. (Nos 25, 26, 27 et 155, année 1949. — M. La Gravière, rapporteur; n° 276, année 1949. — Avis de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales. — M. Antonini, rapporteur; nos 277, 289 et 295, année 1949. — Avis de la commission des affaires économiques. — M. Meyer, rapporteur.)

3. — Discussion de la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification dans les îles Saint-Pierre et Miquelon de la réglementation d'expropriation pour cause d'utilité publique. (Nos 251 et 311, année 1949 — M. Alfred Bour, rapporteur.)

4. — Suite de la discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, instituant un fonds forestier d'outre-mer. (N° 417, année 1948, et 179, année 1949. — M. Monnet, rapporteur; et n° 219, année 1949. — Avis de la commission du plan, de l'équipement et des communications. — M. Lhuillier, rapporteur; et n° 220, année 1949. — Avis de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales. — M. Antonini, rapporteur; n° 220, année 1949. — Avis de la commission des affaires financières. — M. Antonini, rapporteur.)

Nomination de membres de commission.

Dans sa séance du 16 décembre 1949, l'Assemblée de l'Union française a nommé membres de la commission d'instruction: MM. Thevenin, Rosenfeld, Schock, Viniger, Sylvestre, Laurin, Léon, et comme suppléant permanent: M. Oudard.

Commission des affaires financières.

Séance du vendredi 16 décembre 1949.

Présents. — MM. Antonini, Charlier, Conombo, Delmas, Savary, Sylvestre.

Excusés. — MM. Barelaud, Boluix-Basset, Comiti, Coquart, Curabet, Darlan, Diop Babakar, Esnault, Lakhdari, Michard-Pellissier, Mitterrand, Pann-Yung, de Peretti, Piot, Sok Chhong, Thémia, Thonn Ouk, général Tubert.

Suppléants. — MM. Antonini (de M. René Moreux), Conombo (de M. Borrey), Delmas (de M. Oudard), Junillon (de M. Mademba Racine), Savary (de M. Ebédé), Sylvestre (de M. Boukheloua).

Convocations de commissions.

La commission des affaires culturelles se réunira le mardi 20 décembre 1949, à onze heures (local n° 217):

I. — Texte de synthèse entre la proposition (n° 53, année 1949) de M. Julien sur l'enquête concernant les opinions et connaissances des Français sur les pays et problèmes d'outre-mer et le contre-projet M. R. P.

II. — Discussion du rapport de Mme Malroux sur la proposition (n° 188, année 1949) tendant à créer un office de la radiodiffusion de l'Union française.

III. — Questions diverses.

La commission des affaires économiques se réunira le mardi 20 décembre 1949, à dix heures trente (local n° 120):

I. — Examen du rapport de M. Cazelles sur la demande d'avis (n° 135, année 1949) concernant le projet de décret portant création d'une fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture à Madagascar.

II. — Proposition de résolution (n° 242, année 1949) tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi fixant la participation des autochtones au capital des entreprises exerçant leur activité outre-mer, présentée par M. Jousselin. — Nomination d'un rapporteur.

III. — Proposition et proposition de résolution (n° 306, année 1949) tendant à l'organisation rationnelle et à la planification de l'économie de l'Union française et à sauvegarder les voies de son développement dans les accords économiques, présentée par M. Cianfarani. — Nomination d'un rapporteur.

IV. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts se réunira le mercredi 21 décembre 1949, à seize heures trente (local n° 219):

Suite de l'examen du projet de rapport sur les secteurs d'amélioration rurale en Algérie, présenté par M. Cazelles, président, et MM. Roulleaux-Dugage, secrétaire; Chassiot, Le Brun Kéris, Lhuillier, Montrat, membres de la mission d'étude.

La commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales se réunira le jeudi 22 décembre 1949, à dix heures trente (local n° 120):

I. — Suite de l'examen du rapport de M. Randretza sur la demande d'avis (n° 170, année 1949) concernant le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores.

II. — Suite de l'examen du rapport de M. Michard-Pellissier sur la demande d'avis (n° 78, année 1949) concernant le projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre pénale en Afrique occidentale française.

III. — Examen des rapports de M. Junillon sur:

N° 49, année 1949, présentée par M. Paul Tetau, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires en vue d'assurer dans l'intérêt général, un minimum de stabilité dans leurs fonctions aux chefs de territoires de l'Union française;

N° 50, année 1949, de M. Paul Tetau, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires en vue d'assurer un minimum de stabilité dans leurs fonctions de chefs de circonscriptions administratives aux administrateurs des territoires d'outre-mer;

N° 134, année 1949, de M. Cortinchi, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures réglementaires propres à assurer la continuité de vues et d'action dans le commandement des unités administratives des territoires d'outre-mer;

IV. — Examen du rapport de M. Jousselin sur les demandes d'avis (nos 215, 216, 217, année 1949) concernant un projet de décret portant attribution de droits miniers en Côte d'Ivoire.

V. — Questions diverses.

La commission de politique générale se réunira le vendredi 23 décembre 1949, à seize heures (local n° 116):

Premier examen de la proposition (n° 254, année 1949) présentée par M. André Max et les membres du mouvement républicain populaire tendant à la création d'un grand ministère de l'Union française outre-mer.

La commission des relations extérieures se réunira le mercredi 21 décembre 1949, à quatorze heures trente (local n° 217):

I. — Examen de la proposition (n° 291, année 1949) de M. Paul Catrice tendant à demander au Gouvernement de la République française: 1° de ratifier au nom de toute l'Union française, après accord avec les Etats associés et protégés, la convention internationale sur le génocide; 2° d'intervenir auprès de l'O. N. U. pour que soit élaboré un texte complémentaire sur le génocide culturel. Nomination d'un rapporteur.

II. — Examen de la proposition (n° 292, année 1949) de M. Paul Catrice tendant à demander au Gouvernement de la République: 1° de promulguer solennellement dans toute l'Union française, après l'accord des Etats associés, la déclaration des droits de l'homme; 2° de la diffuser partout et d'en prévoir l'enseignement dans tous les établissements scolaires; 3° d'intervenir auprès de l'O. N. U. pour que soient bientôt élaborés les textes nécessaires concernant les droits de communautés naturelles, les droits sociaux et les droits culturels; 4° de prévoir et d'appliquer toutes mesures de mise en œuvre effective des principes proclamés par la déclaration. — Nomination d'un rapporteur.

III. — Examen de la proposition et de la proposition de résolution (n° 306, année 1949) de M. Cianfarani, tendant: 1° à l'organisation rationnelle et à la planification de l'économie de l'Union française; 2° à sauvegarder les voies de son développement dans les accords économiques européens en discussion; 3° à donner à la représentation française dans les organismes internationaux, par sa composition et la portée de sa mission, le caractère d'une véritable représentation de l'Union française. — Nomination d'un rapporteur pour avis.

IV. — Discussion d'un projet d'avis de M. Corval sur sa proposition (n° 188, année 1949) tendant à créer un office de la radiodiffusion de l'Union française en accord avec les assemblées représentatives des territoires d'outre-mer ainsi qu'avec les Etats associés.

Commission des affaires financières.

Réunion du vendredi 16 décembre 1949.

Faute de quorum, les votes pour les questions inscrites à l'ordre du jour ont été reportés d'une heure en vertu de l'article 38 du règlement.

AVIS & COMMUNICATIONS

Ministère de l'agriculture.

Décision du 28 novembre 1949 relative à la fixation des pourcentages de pureté et de faculté germinative des graines fourragères de semences.

Par décision du 28 novembre 1949 du directeur de la production agricole, commissaire du Gouvernement auprès du groupement national interprofessionnel de production et d'utilisation des semences, graines et plants (2e section, Graines fourragères), les dispositions suivantes relatives à la fixation des pourcentages de pureté et de faculté germinative des graines fourragères de semence ont été arrêtées:

Pour la campagne 1949-1950, les pourcentages de pureté et de faculté germinative, fixés par les décisions des 21 janvier 1947 et 8 décembre 1948, en ce qui concerne les graines fourragères de semence destinées à la commercialisation, sont modifiés comme suit:

NATURE des semences.	POURCENTAGE de pureté.	POURCENTAGE de faculté germinative.
	p. 100.	p. 100.
Lotier corniculé..	92	60
Luzerne	95	75
Ray-grass anglais.	95	75

Pour la campagne 1949-1950, les pourcentages minima de pureté et de faculté germinative des graines fourragères de semence destinées à l'exportation sont fixés comme suit:

NATURE des semences.	POURCENTAGE de pureté.	POURCENTAGE de faculté germinative.
	p. 100.	p. 100.
Luzerne	95	85
Trèfle violet.....	95	86

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste d'inspecteur principal, directeur départemental de la population du Jura.

Le poste d'inspecteur principal, directeur départemental de la population du Jura, est vacant.

Les inspecteurs principaux de la population candidats à ce poste sont priés de se faire connaître dans un délai de trois semaines, à compter de la date de publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale, du personnel et du budget, 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Avis de concours pour l'accès aux emplois d'inspecteur élève masculin et féminin de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et de contrôleur stagiaire du cadre général des transmissions coloniales.

Trois concours pour l'accès aux emplois d'inspecteur élève masculin et féminin de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et de contrôleur stagiaire du cadre général des transmissions coloniales seront ouverts au cours du premier semestre 1950, dans les conditions indiquées ci-après.

Inspecteur élève masculin des postes, télégraphes et téléphones. — Date des épreuves: 6, 7, 8 et 9 mars 1950; date de clôture des listes de candidature: 9 janvier 1950; nombre des places offertes: 300.

Contrôleur stagiaire du cadre général des transmissions coloniales. — Date des épreuves: 6, 7, 8 et 9 mars 1950; date de clôture des listes de candidature: 9 janvier 1950; nombre des places offertes: 50.

Inspecteur élève féminin des postes, télégraphes et téléphones. — Date des épreuves: 22, 23, 24 et 25 mai 1950; date de clôture des listes de candidature: 20 mars 1950; nombre des places offertes: 150.

Les candidats doivent formuler une demande de participation au concours et la transmettre au directeur des postes, télégraphes et téléphones du département dans lequel ils résident qui leur fournira toutes indications utiles.

Des demandes de renseignements peuvent également être adressées au bureau universitaire d'informations sur les carrières, 5, place Saint-Michel, Paris (5e), ou, pour les candidats résidant en province, aux centres régionaux du bureau universitaire de statistique placés au siège des rectorats d'académie.

Ministère des finances et des affaires économiques et sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande.

Avis aux importateurs de langoustes d'origine et de provenance italiennes.

(Poste 1 de l'accord commercial franco-italien du 8 juin 1949.)

Comme suite aux indications du titre V de l'avis aux importateurs de produits en provenance d'Italie, publié au *Journal officiel* du 30 juin 1949 et aux avis publiés au *Journal officiel* des 31 juillet et 27 septembre 1949, les importateurs sont informés qu'il pourra être procédé, à partir du huitième jour suivant celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*, à des importations de langoustes vivantes d'origine et de provenance italiennes, dans la limite du reliquat du contingent prévu à cet effet, soit: 1.750.000 F, sur simple présentation aux bureaux de douanes intéressés d'un certificat d'importation établi en six exemplaires conformes au modèle annexé à l'avis n° 423 de l'office des changes et avis aux importateurs publié au *Journal officiel* du 2 octobre 1949, page 9839.

Ces importations seront soumises aux conditions indiquées ci-après:

1° L'entrée en France et le dédouanement des marchandises ne pourront être effectués que par les bureaux de douane suivants et dans la limite du crédit indiqué en regard de chacun d'eux:

Marseille: 1.150.000 F.
Villefranche: 600.000 F.

Toute importation sera interdite pour chaque bureau dès que le contingent correspondant indiqué ci-dessus aura été atteint. Cette interdiction s'exercera sans publication préalable d'un avis aux importateurs;

2° Tout importateur sera tenu d'adresser chaque semaine au sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande (direction des pêches maritimes) un relevé détaillé (quantité, prix unitaires C. A. F.) des importations effectuées par ses soins;

3° Indépendamment du contrôle sanitaire réglementaire, les marchandises pourront être soumises à un contrôle qualitatif exercé après le dédouanement par le sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande en liaison avec l'office scientifique et technique des pêches maritimes;

4° Les certificats d'importation devront comporter la mention « Indice de codification statistique: 14 (quatorze) »;

5° Le règlement financier des importations s'effectuera obligatoirement et exclusivement selon les dispositions du titre Ier de l'avis n° 423 susvisé, c'est-à-dire après importation des marchandises.

Avis aux importateurs d'huitres d'origine et de provenance hollandaises (procédure du certificat d'importation).

(Poste 18 de l'accord franco-hollandais du 3 août 1949.)

Les importateurs sont informés qu'en exécution de l'accord commercial franco-néerlandais du 3 août 1949, il pourra être procédé, à compter du troisième jour suivant celui de la publication du présent avis, dans la limite de 17.860.000 F, à des importations d'huitres plates d'origine et de provenance hollandaises sur simple présentation, aux bureaux de douane intéressés, d'un certificat d'importation établi en six exemplaires, conformément aux modalités prévues par l'avis aux importateurs n° 423 de l'office des changes publié au *Journal officiel* du 2 octobre 1949, page 9839.

Il sera fait obligatoirement et exclusivement application de la procédure décrite au titre Ier de cet avis (payement des marchandises après importation).

Ces importations seront, en outre, soumises aux conditions suivantes:

1° Ces huitres devront être présentées en fûts, en caisses ou en paniers et peser un minimum de 90 kg net le mille;

2° L'entrée en France de la marchandise ne pourra être effectuée que par les bureaux de douane et dans la limite des crédits suivants:

Paris-la Chapelle: 13.100.000 F;
Bettignies: 3.570.000 F;
Wattrelos: 890.000 F.

Toute importation sera interdite dès que les crédits indiqués ci-dessus auront été atteints. Cette interdiction s'exercera sans publication préalable d'un avis aux importateurs;

3° Chaque importateur sera tenu d'adresser chaque semaine au sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande (direction des pêches maritimes) un relevé détaillé (quantités, poids au mille, prix C. A. F.) des importations effectuées par ses soins;

4° Indépendamment du contrôle sanitaire réglementaire, les marchandises pourront être soumises à un contrôle qualitatif exercé après le dédouanement par le département de la marine marchande en liaison avec l'office scientifique et technique des pêches maritimes;

5° Les certificats d'importation devront comporter la mention: « Indice de codification statistique n° 13 ».

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de tomates en provenance d'Espagne.

(Poste 8 de l'accord commercial franco-espagnol du 14 juin 1949 et de la commission mixte franco-espagnole du 8 novembre 1949.)

Comme suite aux indications du titre IV de l'avis aux importateurs de produits en provenance d'Espagne, publié au *Journal officiel* des 30 juin et 27 novembre 1949, les importateurs sont informés qu'il pourra être procédé, à partir du neuvième jour suivant celui de l'insertion du présent avis au *Journal officiel*, à l'importation de 12.000 tonnes de tomates en provenance d'Espagne.

Ces importations seront réalisées sous le régime de la procédure dite « des certificats d'importation » telle qu'elle est définie par l'avis n° 423 de l'office des changes et avis aux importateurs, paru au *Journal officiel* du 2 octobre 1949, c'est-à-dire contre la seule remise au bureau de douane intéressé d'un certificat d'importation modèle CI, établi en six exemplaires.

Le règlement financier des importations s'effectuera obligatoirement et exclusivement en application de la procédure décrite au titre 1er dudit avis, c'est-à-dire après importation des marchandises.

L'entrée en France et le dédouanement des marchandises pourront s'effectuer par tous ports français pourvus d'un bureau de contrôle phytosanitaire et, en tout état de cause, avant le 28 février 1950 dernier délai.

Un avis ultérieur informera les importateurs de l'épuisement du contingent ouvert par le présent avis.

L'indice de codification statistique à indiquer sur les six exemplaires des certificats d'importation sera 12.

Avis aux importateurs de légumes frais en provenance de Hollande.

Rectificatif à l'avis publié au *Journal officiel* du 30 novembre 1949, page 11538:

Au lieu de:

« 2° Le dédouanement des marchandises ne pourra être effectué que par les seuls bureaux de douane de Jeumont-Gare, Jeumont-Route, Feignies-Gare, Risquons-Tout et Maulde-Mortagne »,

Lire:

« 2° Le dédouanement des marchandises ne pourra être effectué que par les seuls bureaux de douane de Jeumont-Gare, Jeumont-Route, Feignies-Gare, Risquons-Tout, Maulde-Morgane et Thionville-Gare ».

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis n° 434 de l'office des changes relatif au règlement des frets des marchandises importées des Etats-Unis et du Canada dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe.

L'avis n° 391 de l'office des changes a précisé les conditions dans lesquelles les frets des marchandises importées des Etats-Unis et du Canada dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe seraient payés en francs français à l'arrivée.

Or, la réglementation de l'administration américaine de coopération économique, telle qu'elle a été remaniée à la date du 15 novembre 1949, stipule que les documents nécessaires au remboursement des frets devront être présentés au contrôleur de l'E. C. A. à Washington, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, à compter de la date du connaissement.

Afin que ce délai puisse être respecté, les importateurs et les consignataires sont désormais tenus d'observer les délais suivants dans l'exécution des formalités leur incombant:

Les importateurs devront effectuer le payement du fret entre les mains des consignataires et leur remettre la photocopie de la licence dans les quinze jours de la mise en douane du navire;

Les consignataires devront reverser à l'intermédiaire agréé les francs ainsi encaissés, accompagnés de la photocopie de la licence et d'un exemplaire du connaissement taxé, dans les vingt jours de la mise en douane du navire.

Avis aux importateurs et avis de l'office des changes n° 435 relatif aux formalités à respecter par les importateurs titulaires de licences finançables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall).

Le présent avis a pour objet de préciser la procédure applicable aux reversements que les fournisseurs étrangers peuvent être appelés, à quelque titre que ce soit, à effectuer au profit d'importateurs titulaires de licences d'importation portant l'estampille PRE-B (ristournes, retour d'emballage, etc.).

Les importateurs bénéficiaires de tels reversements doivent inviter leurs fournisseurs à en verser le montant à la banque assignataire qui a financé l'importation en lui précisant le montant du payement initial, la date de ce payement, le numéro de l'autorisation d'achat et celui de la fiche PRE-B au titre desquelles l'importation a été effectuée.

La banque assignataire reversera les fonds à l'E. C. A., conformément aux instructions qui lui ont été données par l'attaché financier près l'ambassade de France à Washington.

Le représentant du Crédit national à New-York, 39, Broadway, qui sera informé de ce reversement par la banque à l'aide d'un certificat modèle 0-03, fera parvenir ce dernier à son siège à Paris qui, en accord avec le ministère des finances, service des recouvrements et de statistique de l'aide américaine, reversera à la banque de l'importateur intéressé la contrevaleur du reversement.

Le cours de change pris pour base de calcul de chaque reversement en francs par le Crédit national sera celui du payement initial correspondant.

Dans le cas où, antérieurement à la publication du présent avis, des importateurs auraient déjà été crédités de reversements par leurs fournisseurs, il leur appartiendrait de céder les devises ainsi reçues dans les conditions fixées par la réglementation générale des changes et d'aviser le Crédit national, service des crédits étrangers, 45, rue Saint-Dominique, à Paris, de la régularisation ainsi effectuée, en donnant le numéro de la fiche PRE-B à laquelle se rapporte l'opération, afin que cet établissement provoque les reversements correspondants à l'E. C. A. par les services français aux Etats-Unis.

Avis aux importateurs de produits originaires de Syrie.

Les importateurs sont informés qu'il peut être procédé à l'importation des produits originaires de Syrie désignés ci-après:

Numéro de poste.	
1	Coton.
2	Blé dur.
3	Laine.
4	Boyaux
5	Noix de Galles et vallonnées.
6	Amandes amères, noyaux et huiles essentielles.
7	Chanvre.
8	Peaux d'ovins et de caprins.
9	Divers.

Les demandes d'autorisation d'importation concernant ces produits devront être déposées à l'office des changes (sous-direction des licences), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), où elles ne seront valablement reçues qu'à partir du quinzième jour qui suivra celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*.

Ces demandes, formulées en six exemplaires sur imprimés réglementaires modèle AC, devront être accompagnées de deux factures *pro forma*. Elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Avis aux importateurs de produits d'origine et en provenance du Liban.

Les importateurs sont informés qu'il peut être procédé à l'importation des produits d'origine et en provenance du Liban désignés ci-après:

Numéro de poste.	
1	Boyaux.
2	Bois et suc de réglisse.
3	Noix de Galles et vallonnées.
4	Amandes amères, noyaux et huiles essentielles.
5	Chanvre.
6	Peaux d'ovins et de caprins.
7	Filés de coton.
8	Divers.

Aucun contingent limitatif n'est fixé pour ces importations.

Les demandes d'autorisation d'importation concernant ces produits devront être déposées à l'office des changes (sous-direction des licences), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), où elles ne seront valablement reçues qu'à partir du quinzième jour qui suivra celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*.

Ces demandes, formulées en six exemplaires sur imprimés réglementaires modèle AC, devront être accompagnées de deux factures *pro forma*. Elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

En ce qui concerne les importations de filés de coton, les demandes devront être accompagnées en outre d'un échantillon. Avant de déposer leurs licences, les importateurs devront se mettre en rapport soit avec le comité intersyndical de répartition du coton, soit avec la fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française, 60, rue La Boétie, à Paris, pour avoir connaissance des utilisateurs auxquels ces filés pourront être cédés.

Il est précisé que seule sera autorisée l'importation de filés répondant aux caractéristiques suivantes:

Pour les ressortissants du comité intersyndical de répartition du coton:

Qualités.	Titres anglais.	Prix C. I. F. maximum.
Egyptien	12/1	410 F.
Egyptien	16/1	425 F.
Egyptien	20/1	445 F.
Américain ...	12/1	325 F.
Américain ...	16/1	380 F.
Américain ...	20/1	400 F.
Syrien	12/1	300 F.

Pour les ressortissants de la fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française:

Qualités.	Titres anglais.	Prix C. I. F. maximum.
Américain ...	24 a	450 F.
Américain ...	30 a	500 F.
Américain ...	36 a	550 F.

MINISTÈRE DES FINANCES ET

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS. — CONTRIBUTIONS

RELEVÉ PAR

STATISTIQUE MEN

CAMPAGNE 1949-1950. —

NUMÉROS d'ordre	DÉPARTEMENTS	QUANTITÉS DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RÉCOLTANTS								
		Vins à A. O. C. et vins d'Alsace.			Vins de consommation courante.			Total.		
		Novembre.	Antérieure.	Total.	Novembre.	Antérieure.	Total.	Novembre.	Antérieure.	Total.
1	Ain	97	»	97	1.194	3.915	5.109	1.291	3.915	5.206
2	Aisne	5.098	3.424	8.522	1.119	21	1.140	6.217	3.445	9.662
3	Allier	»	»	»	3.401	4.855	8.259	3.401	4.855	8.259
4	Alpes (Basses-)	»	»	»	844	1.821	2.665	844	1.821	2.665
5	Alpes (Hautes-)	»	»	»	352	748	1.100	352	748	1.100
6	Alpes-Maritimes	»	»	»	44	97	141	44	97	141
7	Ardèche	120	227	347	21.996	21.285	43.281	22.116	21.512	43.628
8	Ardennes	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9	Ariège	»	»	»	899	414	1.313	899	414	1.313
10	Aube	32	1.171	1.203	48	71	119	80	1.242	1.322
11	Aude	394	445	839	273.086	536.694	809.780	273.480	537.139	810.619
12	Aveyron	»	»	»	434	1.318	1.752	434	1.318	1.752
13	Bouches-du-Rhône	222	288	510	35.301	77.515	112.816	35.523	77.803	113.326
14	Calvados	»	»	»	»	»	»	»	»	»
15	Cantal	»	»	»	»	»	»	»	»	»
16	Charente	»	»	»	16.015	12.246	28.261	16.015	12.246	28.261
17	Charente-Maritime	»	»	»	42.532	59.397	101.929	42.532	59.397	101.929
18	Cher	89	382	471	901	1.156	2.057	990	1.538	2.528
19	Corrèze	»	»	»	33	70	103	33	70	103
21	Côte-d'Or	6.189	12.039	18.228	7.461	4.575	12.036	13.650	16.614	30.264
22	Côtes-du-Nord	»	»	»	»	»	»	»	»	»
23	Creuse	»	»	»	»	»	»	»	»	»
24	Dordogne	9.446	25.096	34.542	19.827	31.917	51.744	29.273	60.013	89.286
25	Doubs	»	»	»	2	47	49	2	47	49
26	Drôme	316	6.338	6.654	7.161	19.019	26.180	7.507	25.357	32.864
27	Eure	»	»	»	»	»	»	»	»	»
28	Eure-et-Loir	»	»	»	»	»	»	»	»	»
29	Finistère	»	»	»	»	»	»	»	»	»
30	Gard	761	1.917	2.711	210.057	481.268	691.325	210.821	483.215	694.036
31	Garonne (Haute-)	»	»	»	12.235	27.283	39.518	12.235	27.283	39.518
32	Gers	»	»	»	60.749	143.956	204.705	60.749	143.956	204.705
33	Gironde	66.113	200.533	266.976	184.767	403.582	588.349	251.210	604.115	855.325
34	Hérault	462	928	1.390	472.259	1.264.686	1.736.945	472.721	1.265.614	1.738.335
35	Ille-et-Vilaine	»	»	»	»	»	»	»	»	»
36	Indre	8	96	104	6.097	10.121	16.218	6.105	10.217	16.322
37	Indre-et-Loire	5.308	8.211	13.519	42.284	40.623	82.907	47.592	48.834	96.426
38	Isère	»	»	»	2.777	2.453	5.230	2.777	2.453	5.230
39	Jura	394	1.182	1.576	485	2.901	3.386	876	4.083	4.959
40	Landes	»	»	»	16.538	39.620	56.158	16.538	39.620	56.158
41	Loir-et-Cher	541	430	971	76.635	117.700	194.335	77.179	118.130	195.309
42	Loire	1	11	12	2.204	7.841	10.045	2.205	7.852	10.057
43	Loire (Haute-)	»	»	»	64	94	158	64	94	158
44	Loire-Inférieure	4.516	14.151	18.667	47.413	78.357	125.770	51.929	92.508	144.437
45	Loiret	»	»	»	2.716	7.068	9.814	2.716	7.068	9.814
46	Lot	»	»	»	4.161	11.672	15.833	4.161	11.672	15.833
47	Lot-et-Garonne	»	128	128	28.066	45.812	73.878	28.066	45.940	74.006
48	Lozère	»	»	»	44	97	141	44	97	141

DES AFFAIRES ECONOMIQUES

INDIRECTES. — 2e DIVISION. — 3e BUREAU

DÉPARTEMENT

SUELLE DES VINS

MOIS DE NOVEMBRE 1949

QUANTITES DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION									STOCK commercial.
Vins à A. O. C. et vins d'Alsace.			Vins de consommation courante			Total			
Novembre.	Antérieurs.	Total.	Novembre.	Antérieurs.	Total.	Novembre.	Antérieurs.	Total.	
239	602	841	15.494	48.780	64.274	15.733	49.382	65.115	36.675
316	1.334	1.680	19.408	55.202	74.610	19.754	56.536	76.290	46.627
293	931	1.224	32.030	82.715	114.745	32.323	83.646	115.969	42.657
10	40	50	3.430	8.913	12.343	3.440	8.953	12.393	3.987
21	47	68	6.311	16.159	22.470	6.332	16.206	22.538	5.900
508	1.366	1.874	30.160	86.369	116.529	30.668	87.735	118.403	37.215
272	2.568	2.840	7.796	33.863	41.659	8.068	36.431	44.499	29.921
252	644	896	11.121	26.998	38.119	11.373	27.642	39.015	23.794
86	5.511	5.597	4.194	28.767	32.961	4.280	34.278	38.558	7.602
655	1.932	2.587	19.549	46.510	66.059	20.204	48.442	68.646	54.640
281	559	840	18.585	52.684	71.269	18.866	53.243	72.109	103.849
72	172	244	16.351	43.583	59.934	16.423	43.755	60.178	22.344
1.033	1.353	2.386	66.088	182.186	248.274	67.121	183.539	250.660	133.603
1.013	2.695	3.708	13.888	37.979	51.867	14.901	40.674	55.575	24.647
62	153	215	21.013	58.959	80.002	21.105	59.112	80.217	14.962
286	518	804	15.122	36.885	52.007	15.408	37.403	52.811	23.960
472	464	936	19.733	57.416	77.149	20.205	57.880	78.085	38.570
305	477	782	20.689	47.945	68.634	20.994	48.422	69.416	31.402
91	279	370	15.484	49.703	65.187	15.575	49.982	65.557	21.084
8.802	11.318	20.120	32.604	76.593	108.597	40.806	87.911	128.717	403.879
312	927	1.239	20.288	40.852	61.140	20.600	41.779	62.379	26.416
23	57	80	9.378	53.429	62.807	9.401	53.486	62.887	20.496
1.071	1.719	2.790	15.469	38.082	53.551	16.540	39.801	56.341	30.653
430	765	1.195	35.812	78.218	114.030	36.242	78.983	115.225	49.321
478	891	1.369	7.620	23.516	31.136	8.098	24.407	32.505	51.852
359	373	732	8.724	15.001	23.725	9.083	15.374	24.457	14.857
257	514	771	16.763	40.002	56.765	17.020	40.516	57.536	28.180
737	1.677	2.414	54.326	124.470	178.796	55.063	126.147	181.210	90.535
229	452	681	26.008	60.779	86.787	26.237	61.231	87.468	59.499
498	1.023	1.521	26.475	67.313	93.788	26.973	68.336	95.309	26.704
25	63	88	4.170	11.523	15.693	4.195	11.586	15.781	33.445
17.733	10.577	28.310	73.248	164.130	237.378	90.981	174.707	265.688	819.121
791	915	1.706	42.857	71.416	114.273	43.648	72.331	115.979	240.433
307	1.081	1.388	5.826	20.404	26.230	6.133	21.485	27.618	29.044
87	147	234	10.661	32.237	42.898	10.748	32.384	43.132	15.318
1.607	3.589	5.196	14.875	40.851	55.726	16.482	44.440	60.922	31.767
423	692	1.115	41.267	99.099	140.366	41.690	99.791	141.481	53.600
512	1.175	1.687	16.804	38.160	54.964	17.316	39.335	56.651	20.322
42	161	203	12.373	33.081	45.454	12.415	33.242	45.657	18.191
280	587	867	17.030	38.273	55.303	17.310	38.860	56.170	67.924
1.287	2.276	3.563	73.471	168.982	242.453	74.758	171.258	246.016	98.440
40	109	149	17.785	59.734	77.519	17.825	59.843	77.668	27.529
2.044	4.497	6.541	41.676	107.234	148.910	43.720	111.731	155.451	83.903
639	857	1.496	24.284	62.631	86.915	24.923	63.488	88.411	35.586
58	162	220	5.580	14.540	20.120	5.638	14.702	20.340	6.279
44	474	518	6.783	24.535	31.318	6.827	25.009	31.836	32.527
12	17	29	7.203	16.753	23.956	7.215	16.770	23.985	7.225

NUMÉROS d'ordre	DÉPARTEMENTS	QUANTITÉS DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RÉCOLTANTS								
		Vins à A. O. C. et vins d'Alsace.			Vins de consommation courante.			Total.		
		Novembre.	Antérieure.	Total.	Novembre.	Antérieure.	Total.	Novembre.	Antérieure.	Total.
49	Maine-et-Loire	10.191	21.852	32.043	38.658	64.570	103.228	48.849	86.422	135.271
50	Manche	»	»	»	»	»	»	»	»	»
51	Marne	8.608	117.122	125.820	16	1.605	1.621	8.714	118.727	127.441
52	Marne (Haute-)	»	»	»	74	64	138	74	64	138
53	Mayenne	»	»	»	2	9	11	2	9	11
54	Meurthe-et-Moselle	»	»	»	110	209	319	110	209	319
55	Meuse	»	»	»	187	214	401	187	214	401
56	Morbihan	»	»	»	»	»	»	»	»	»
57	Moselle	»	»	»	132	132	132	»	132	132
58	Nièvre	297	643	940	19	70	89	316	1.029	1.029
59	Nord	»	»	»	»	»	»	»	»	»
60	Oise	»	»	»	»	»	»	»	»	»
61	Orne	»	»	»	»	»	»	»	»	»
62	Pas-de-Calais	»	»	»	»	»	»	»	»	»
63	Puy-de-Dôme	»	»	»	550	3.298	3.848	550	3.298	3.848
64	Pyrénées (Basses-)	277	2.500	2.777	3.692	9.720	13.412	3.960	12.220	16.189
65	Pyrénées (Hautes)	»	»	»	26	908	934	26	908	934
66	Pyrénées-Orientales	9.505	22.690	32.291	126.093	310.657	437.650	136.588	333.356	469.944
67	Rhin (Bas-)	12.747	27.281	40.028	904	1.851	2.755	13.651	29.132	42.783
68	Rhin (Haut-)	24.164	35.285	59.449	358	575	933	24.522	35.860	60.382
69	Rhône	22.846	33.986	56.832	7.185	14.998	22.183	30.031	48.984	79.015
70	Saône (Haute-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»
71	Saône-et-Loire	12.604	21.747	34.351	15.629	35.998	51.627	28.233	57.745	85.978
72	Sarthe	»	82	82	12	1.882	1.894	12	1.964	1.976
73	Savoie	»	»	»	1.753	3.638	5.391	1.753	3.638	5.391
74	Savoie (Haute-)	»	241	241	169	152	321	169	393	562
75	Seine	»	»	»	»	»	»	»	»	»
76	Seine-Inférieure	»	»	»	»	»	»	»	»	»
77	Seine-et-Marne	»	»	»	»	»	»	»	»	»
78	Seine-et-Oise	»	»	»	»	»	»	»	»	»
79	Sèvres (Deux-)	13	100	113	2.334	5.717	8.051	2.347	5.817	8.164
80	Somme	»	»	»	»	»	»	»	»	»
81	Tarn	3.596	10.714	14.310	32.137	103.069	135.206	35.733	133.783	149.516
82	Tarn-et-Garonne	»	»	»	6.871	19.564	26.435	6.871	19.564	26.435
83	Var	108	458	566	105.585	174.198	279.783	105.693	174.656	280.349
84	Vaucluse	12.714	13.690	26.404	31.767	67.350	99.117	44.481	81.040	125.521
85	Vendée	5	2	7	15.587	28.607	44.194	15.592	28.609	44.201
86	Vienne	28	607	635	26.131	41.189	67.320	26.159	41.796	67.955
87	Vienne (Haute-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»
88	Vosges	»	»	»	»	»	»	»	»	»
89	Yonne	1.064	3.163	4.227	2.063	5.723	7.786	3.127	8.886	12.013
	Sarre	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Total pour la métropole et la Sarre	(1) 219.417	589.199	(2) 808.616	2.021.178	4.361.150	6.382.328	2.240.595	4.950.349	7.190.944
	Alger	»	»	»	589.904	888.180	1.478.084	589.904	888.180	1.478.084
	Constantine	»	»	»	122.997	147.418	270.415	122.997	147.418	270.415
	Oran	»	»	»	399.985	2.916.654	3.316.639	399.985	2.916.654	3.316.639
	Total pour l'Algérie	»	»	»	1.112.886	3.952.252	5.065.138	1.112.886	3.952.252	5.065.138
	Résultat général	219.417	589.199	808.616	3.134.064	8.313.402	11.447.466	3.353.481	8.902.601	12.256.082

(1) Y compris 36.911 hl de vins d'Alsace.
(2) Y compris 99.477 hl de vins d'Alsace.

STATISTIQUE MENSUELLE DES CIDRES. —

Quantités imposées { Mois de novembre 1949.....
Antérieurs .....

Total pour la campagne 1949-1950.....

Stock commercial.....

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet,*

QUANTITÉS DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION									STOCK commercial.
Vins à A. O. C.			Vins de consommation courante.			Total.			
Novembre.	Antérieurs.	Total.	Novembre.	Antérieurs.	Total.	Novembre.	Antérieurs.	Total.	
2.593	5.979	8.572	19.251	52.063	71.314	21.844	58.042	79.886	150.083
689	1.897	2.586	8.489	23.289	31.778	9.178	25.186	34.364	19.583
8.237	13.335	21.572	59.804	124.902	184.706	68.041	138.237	206.278	1.082.990
171	346	517	13.090	31.918	45.008	13.261	32.264	45.525	25.536
280	615	895	2.690	6.925	9.615	2.970	7.540	10.510	7.488
1.099	2.304	3.403	63.729	131.687	195.416	64.828	133.991	198.819	106.284
242	2.370	2.612	18.926	40.195	59.121	19.168	42.565	61.733	24.733
297	845	1.142	16.258	37.417	53.675	16.555	38.262	54.817	23.122
477	987	1.464	31.111	72.288	103.402	31.591	73.275	104.866	54.118
597	1.422	2.019	17.560	61.944	79.504	18.157	63.366	81.523	28.954
10.805	24.704	35.509	89.234	191.325	280.559	100.039	216.029	316.068	236.317
460	916	1.376	21.489	52.872	74.361	21.949	53.788	75.737	27.907
404	1.172	1.576	4.293	11.297	15.590	4.697	12.469	17.166	10.600
3.727	9.394	13.121	40.065	104.360	144.425	43.792	113.754	157.546	98.433
567	1.653	2.220	45.610	106.766	152.376	46.177	108.419	154.596	56.885
633	1.538	2.171	30.611	76.288	106.899	31.244	77.826	109.070	60.054
158	437	595	12.240	38.562	50.802	12.398	38.999	51.397	13.728
2.392	4.314	6.706	9.588	37.196	46.784	11.980	41.510	53.490	98.722
324	663	987	28.691	64.846	93.537	29.015	65.509	94.524	92.731
302	515	817	44.205	87.910	132.115	44.507	88.425	132.932	118.964
6.334	10.634	16.968	125.605	236.671	362.276	131.939	247.305	379.244	238.389
303	608	911	22.612	53.220	75.832	22.915	53.828	76.743	33.261
3.885	5.199	9.084	34.006	97.570	131.576	37.891	102.769	140.660	122.690
811	1.743	2.584	13.016	27.058	40.074	13.857	28.801	42.658	21.277
180	754	934	18.337	56.825	75.162	18.517	57.579	76.096	34.585
203	421	624	13.828	35.221	49.049	14.031	35.642	49.673	40.454
29.879	52.022	81.901	651.271	1.275.078	1.926.349	681.150	1.327.100	2.008.250	1.658.915
3.833	8.645	12.478	52.088	113.375	165.463	55.921	122.020	177.941	145.419
367	1.092	1.459	20.454	54.756	75.210	20.821	55.848	76.669	38.055
2.481	4.762	7.243	74.272	168.148	242.420	76.753	172.910	249.663	126.712
129	222	351	13.912	39.594	53.506	14.041	39.816	53.857	19.362
1.027	2.251	3.278	24.101	50.164	74.265	25.128	52.415	77.543	29.817
491	775	1.266	13.478	34.722	48.200	13.969	35.497	49.466	54.169
32	1.439	1.471	3.033	7.424	10.457	3.065	8.863	11.928	9.466
208	561	769	37.497	76.318	113.815	37.705	76.879	114.584	44.815
957	1.557	2.514	11.240	28.860	40.100	12.197	30.417	42.614	72.622
55	245	300	12.306	31.835	44.231	12.451	32.080	44.531	19.011
107	187	294	7.582	28.715	36.297	7.689	28.902	36.591	36.573
203	499	702	28.073	85.710	113.783	28.276	86.209	114.485	39.091
354	676	1.030	31.477	71.224	105.701	31.831	71.900	106.731	45.431
816	1.632	2.448	10.947	44.475	55.422	11.763	46.107	57.870	33.107
287	565	852	5.248	10.213	15.491	5.535	10.808	16.343	13.046
132.850	240.635	373.485	2.829.616	6.604.710	9.434.356	2.962.496	6.845.345	9.807.841	8.493.017
»	»	»	34.814	71.477	106.291	34.814	71.477	106.291	648.209
»	»	»	14.879	33.854	48.733	14.879	33.854	48.733	63.916
»	»	»	26.885	53.891	80.776	26.885	53.891	80.776	2.247.369
»	»	»	76.578	159.222	235.800	76.578	159.222	235.800	2.959.494
132.850	240.635	373.485	2.906.224	6.763.932	9.670.156	3.039.074	7.004.567	10.043.641	11.452.511

CAMPAGNE 1949-1950. — MOIS DE NOVEMBRE 1949

	Hectolitres.
.....	520.218
.....	577.724
.....	1.097.942
.....	928.056

Directeur des Journaux officiels : PIERRE CASSAGNEAU.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Tirages financiers

Etablissements RUGGIERI

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DES 2½ MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 21, RUE BALLU, PARIS
R. C.: Paris n° 172249.

Obligations 4 1/2 0/0 1947 de 5.000 F.

LISTE NUMERIQUE.

Des séries contenant des obligations amorties au tirage du 6 décembre 1949 et remboursables à partir du 15 janvier 1950 à 5.000 F;

Des séries contenant des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

1.133 à 1.172 (remboursement 1949).
1.209 à 1.262 (remboursement 1948).
1.773 à 1.812 (remboursement 1950).

Syndicat intercommunal d'Electricité DE CHERVES-DE-COGNAC

(CHARENTE)

EMPRUNT DE 132.000 F 5 0/0 1928

Vingt-deuxième et dernier tirage du 1er décembre 1949.

Liste des trente-deux obligations à amortir au 1er janvier 1950.

38 74 93 94 100 105 118 238
264 322 351 352 442 465 496 528
535 574 689 794 847 938 954 978
981 1.019 1.108 1.137 1.180 1.279 1.297 1.299

Obligations restant à rembourser au 1er décembre 1949 sur tirages antérieurs.

Tirage de 1948.

206 221 286 405 484 555 613 669
843 859 874 958 961 1.027 1.085

Tirage de 1947.

223 303 580 666 672 678 684 692
872 999 1.071 1.126 1.171 1.179 1.243

Tirage de 1946.

291 418 507 517 563 658 764 766
816 1.140

Tirage de 1945.

205 207 208 218 225 231 268 314
317 348 673 675 683 686 863 865
878 1.042 1.043 1.045 1.218

Tirage de 1944.

201 217 220 226 264 261 262 266
267 296 297 663 681 866 873 879
960 962 966 1.023 1.044 1.119 1.120 1.172
1.219 1.247 1.320

Tirage de 1943.

299 302 547 550 659 674 680 953
1.040 1.133 1.143 1.245

Tirage de 1942.

216 304 307 399 549 656 667 682
685 688 861 864 871 956 1.118 1.138
1.246

Tirage de 1941.

300 308 321 346 655 661 957 963
968

Tirage de 1940.

687 1.056 1.136

Tirage de 1938.

345

Tirage de 1937.

349 653 657 668 676

Tirage de 1936.

651 677

Tirage de 1935.

652

Le président : PAUL GARANDEAU.

ETABLISSEMENTS PEUGEOT FRERES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 17.525.000 F
SIÈGE SOCIAL: VALENTIGNEY (DOUBS)
R. C.: Doubs n° 5818.

Obligations 4 1/2 0/0 1930 de 1.000 F.

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 389 obligations amorties au septième tirage (15e amortissement) effectué le 30 novembre 1949.** (La société ayant racheté 392 obligations, le présent tirage a porté sur 389 titres) ;

2° **Des séries comprenant des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
1 à 50	50	5.901 à 5.950	45	9.951 à 10.000	49
51 à 100	47	6.051 à 6.100	49	10.201 à 10.250	48
101 à 150	48	6.101 à 6.150	49	10.251 à 10.300	48
251 à 300	49	6.351 à 6.400	48	10.301 à 10.350	45
351 à 400	46	**6.401 à 6.450**	50	**10.451 à 10.500**	50
851 à 900	50	6.451 à 6.500	47	10.651 à 10.700	48
1.051 à 1.100	46	6.501 à 6.550	46	12.251 à 12.300	47
1.201 à 1.250	46	6.551 à 6.600	48	12.351 à 12.400	48
1.351 à 1.400	46	6.701 à 6.750	47	**12.651 à 12.700**	50
1.751 à 1.800	49	6.851 à 6.900	46	12.701 à 12.750	48
1.951 à 2.000	50	6.951 à 7.000	49	12.751 à 12.800	47
2.401 à 2.450	50	7.551 à 7.600	46	12.801 à 12.850	47
2.651 à 2.700	48	7.601 à 7.650	47	12.851 à 12.900	48
3.101 à 3.150	49	7.701 à 7.750	47	**12.901 à 12.950**	50
3.201 à 3.250	48	7.851 à 7.900	48	13.051 à 13.100	41
3.451 à 3.500	49	8.001 à 8.050	47	13.201 à 13.250	48
3.501 à 3.550	46	**8.201 à 8.250**	50	13.301 à 13.350	48
3.551 à 3.600	47	8.401 à 8.450	49	13.351 à 13.380	47
3.651 à 3.700	48	8.451 à 8.500	46	13.451 à 13.500	49
3.701 à 3.750	47	**8.501 à 8.550**	50	13.801 à 13.850	49
4.201 à 4.250	47	**8.551 à 8.600**	50	14.001 à 14.050	47
4.301 à 4.350	49	8.601 à 8.650	46	14.051 à 14.100	45
4.351 à 4.400	47	8.851 à 8.900	47	14.151 à 14.200	48
4.451 à 4.500	49	9.051 à 9.100	48	14.201 à 14.250	48
4.501 à 4.550	50	9.151 à 9.200	45	14.301 à 14.350	47
4.751 à 4.800	47	**9.201 à 9.250**	50	14.451 à 14.500	46
4.851 à 4.900	47	9.251 à 9.300	48	14.551 à 14.600	49
4.951 à 5.000	46	9.401 à 9.450	46	14.601 à 14.650	48
5.001 à 5.050	47	9.451 à 9.500	46	14.651 à 14.700	48
5.201 à 5.250	49	**9.701 à 9.750**	50	14.801 à 14.850	49
5.451 à 5.500	46	**9.751 à 9.800**	50	14.951 à 15.000	49
5.601 à 5.650	46	9.801 à 9.850	47		

Les obligations amorties au tirage du 30 novembre 1949 seront remboursables à partir du 1er janvier 1950.

OBLIGATIONS 5 1/2 °/o 1933-1953 DE L'EMPRUNT INTERNATIONAL GARANTI DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN

(TRANCHE FRANÇAISE)

Echéance du 1er janvier 1950.

Liste des séries d'obligations parmi lesquelles figurent 14.999 obligations de 1.000 F et 2.475 obligations de 5.000 F sorties le 17 octobre 1949 au douzième tirage (amortissement 1950) fait en séance publique au siège de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris, **et des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
OBLIGATIONS DE 1.000 F FRANÇAIS NOMINAL									
301 à 350	**1950**	9.401 à 9.450	1942	21.701 à 21.750	1947	28.101 à 28.150	1944	**34.901 à 34.950**	**1950**
501 à 550	1946	**9.501 à 9.550**	**1950**	21.751 à 21.800	1949	28.151 à 28.200	1947	35.001 à 35.050	1949
551 à 600	1945	**9.901 à 9.950**	»	22.001 à 22.050	1940	28.251 à 28.300	1946	35.051 à 35.100	1941
951 à 1.000	1949	10.051 à 10.100	1949	**22.101 à 22.150**	**1950**	28.301 à 28.350	»	35.151 à 35.200	1946
1.051 à 1.100	**1950**	10.501 à 10.550	1946	22.151 à 22.200	1946	28.351 à 28.400	1944	35.201 à 35.250	»
1.151 à 1.200	1948	10.551 à 10.600	1945	22.201 à 22.250	1949	28.401 à 28.450	1941	35.251 à 35.300	1945
1.451 à 1.500	1945	10.651 à 10.700	1949	22.301 à 22.350	1944	28.451 à 28.500	1949	35.301 à 35.350	»
1.501 à 1.550	1947	10.751 à 10.800	1948	**22.351 à 22.400**	**1950**	28.551 à 28.600	»	35.351 à 35.400	1944
1.701 à 1.750	1948	**10.851 à 10.900**	**1950**	22.401 à 22.450	1948	28.651 à 28.700	1946	**35.551 à 35.600**	**1950**
1.751 à 1.800	1944	11.051 à 11.100	1944	22.451 à 22.500	1943	28.801 à 28.850	1948	**35.651 à 35.700**	»
1.801 à 1.850	1940	11.101 à 11.150	1949	22.601 à 22.650	1946	28.851 à 28.900	1944	35.751 à 35.800	1943
1.851 à 1.900	1946	11.201 à 11.250	»	22.701 à 22.750	1949	28.951 à 29.000	1946	35.851 à 35.900	1949
1.901 à 1.950	**1950**	11.301 à 11.350	1944	**22.751 à 22.800**	**1950**	29.051 à 29.100	1944	35.901 à 35.950	1947
1.951 à 2.000	1947	11.351 à 11.400	1948	22.951 à 23.000	1948	29.201 à 29.250	1947	36.001 à 36.050	1946
2.701 à 2.750	1949	11.401 à 11.450	1943	23.001 à 23.050	1943	29.301 à 29.350	1944	36.051 à 36.100	1945
3.001 à 3.050	1947	11.451 à 11.500	1948	23.101 à 23.150	1942	**29.351 à 29.400**	**1950**	36.151 à 36.200	1947
3.051 à 3.100	1949	11.701 à 11.750	1945	23.151 à 23.200	1945	29.401 à 29.450	1943	36.201 à 36.250	1946
3.151 à 3.200	**1950**	11.751 à 11.800	1949	23.201 à 23.250	1948	29.601 à 29.650	1949	36.251 à 36.300	1945
3.201 à 3.250	1949	11.801 à 11.850	1948	23.251 à 23.300	1946	29.651 à 29.700	1945	**36.319 à 36.350**	**1950**
3.251 à 3.300	1944	11.851 à 11.900	1940	23.301 à 23.350	1945	29.701 à 29.750	1942	36.351 à 36.400	1942
3.301 à 3.350	1949	11.901 à 11.950	1944	23.351 à 23.400	1947	29.751 à 29.800	1945	36.451 à 36.500	1946
3.351 à 3.400	»	11.951 à 12.000	»	23.401 à 23.450	1941	29.851 à 29.900	1944	36.501 à 36.550	1942
3.401 à 3.450	1945	12.001 à 12.050	1948	23.451 à 23.500	1943	**30.051 à 30.100**	**1950**	36.601 à 36.650	1940
3.501 à 3.550	**1950**	12.051 à 12.100	1949	23.551 à 23.600	1944	30.101 à 30.150	1946	36.651 à 36.700	1944
3.551 à 3.600	1949	12.101 à 12.150	»	23.601 à 23.650	1946	30.151 à 30.200	1948	**36.701 à 36.750**	**1950**
3.601 à 3.650	»	12.201 à 12.250	1946	**23.651 à 23.700**	**1950**	30.351 à 30.400	1940	36.751 à 36.800	1946
3.751 à 3.800	1947	12.501 à 12.550	1942	23.751 à 23.800	1942	30.401 à 30.450	1949	36.801 à 36.850	1945
3.801 à 3.850	1942	12.601 à 12.650	1946	23.851 à 23.900	1948	**30.451 à 30.500**	**1950**	36.951 à 37.000	1946
3.851 à 3.900	1946	12.751 à 12.800	1948	24.001 à 24.050	1949	30.501 à 30.550	1948	37.101 à 37.150	1949
3.951 à 4.000	1948	12.801 à 12.850	1946	**24.051 à 24.100**	**1950**	**30.701 à 30.750**	**1950**	37.201 à 37.250	1945
4.051 à 4.100	1949	**12.851 à 12.900**	**1950**	24.101 à 24.150	1947	30.751 à 30.800	1946	37.251 à 37.300	1949
4.401 à 4.450	1947	13.201 à 13.250	1945	24.151 à 24.200	1948	30.801 à 30.850	1948	37.351 à 37.400	1948
4.451 à 4.500	1949	13.351 à 13.400	1942	24.251 à 24.300	1947	30.851 à 30.900	»	**37.551 à 37.600**	**1950**
5.051 à 5.100	1942	13.501 à 13.550	1941	**24.401 à 24.450**	**1950**	**30.901 à 30.950**	**1950**	37.601 à 37.650	1949
5.251 à 5.300	1941	13.701 à 13.750	1942	**24.451 à 24.500**	»	31.101 à 31.150	1948	37.701 à 37.750	»
5.351 à 5.400	1943	13.751 à 13.800	1948	24.651 à 24.700	1946	**31.151 à 31.200**	**1950**	37.751 à 37.800	1944
5.451 à 5.500	1947	13.901 à 13.950	1946	24.751 à 24.800	1948	31.301 à 31.350	1946	37.851 à 37.900	1945
5.501 à 5.550	1948	**13.951 à 14.000**	**1950**	24.851 à 24.900	1942	31.351 à 31.400	1947	37.901 à 37.950	1943
5.551 à 5.600	1947	14.301 à 14.350	1944	25.001 à 25.050	»	**31.401 à 31.450**	**1950**	**37.951 à 38.000**	**1950**
5.751 à 5.800	1948	14.651 à 14.700	1942	**25.251 à 25.300**	**1950**	31.451 à 31.500	1941	38.051 à 38.100	1942
5.851 à 5.900	1940	14.701 à 14.750	1945	**25.301 à 25.350**	»	31.501 à 31.550	1946	38.101 à 38.150	1947
5.901 à 5.950	1948	14.751 à 14.800	1942	25.351 à 25.400	1948	31.551 à 31.600	1947	38.301 à 38.350	1944
6.001 à 6.050	1944	14.801 à 14.850	1948	25.401 à 25.450	1945	**31.851 à 31.900**	**1950**	38.351 à 38.400	1947
6.201 à 6.250	1946	14.851 à 14.900	1942	25.451 à 25.500	1942	32.051 à 32.100	1949	**38.501 à 38.550**	**1950**
6.401 à 6.450	1943	14.901 à 14.950	1944	25.501 à 25.550	1943	32.101 à 32.150	1946	38.651 à 38.700	1946
6.451 à 6.500	1947	14.951 à 15.000	1941	**25.551 à 25.600**	**1950**	32.151 à 32.200	1948	**38.701 à 38.750**	**1950**
6.551 à 6.600	1948	**15.051 à 15.100**	**1950**	**25.601 à 25.650**	»	32.401 à 32.450	1946	**38.751 à 38.800**	»
6.601 à 6.650	1946	**15.501 à 15.550**	»	25.651 à 25.700	1948	32.451 à 32.500	1949	38.851 à 38.900	1943
6.651 à 6.700	1949	**15.801 à 15.850**	»	**25.701 à 25.750**	**1950**	32.551 à 32.600	1943	38.901 à 38.950	1948
6.801 à 6.850	**1950**	**16.301 à 16.350**	»	25.801 à 25.850	1943	32.601 à 32.650	1942	39.051 à 39.100	1941
6.951 à 7.000	1942	16.451 à 16.500	1949	25.851 à 25.900	1948	32.651 à 32.700	1943	39.301 à 39.350	1942
7.051 à 7.100	1948	16.751 à 16.800	»	25.951 à 26.000	1946	32.801 à 32.850	1946	39.401 à 39.450	1946
7.101 à 7.150	1945	17.001 à 17.050	1941	26.051 à 26.100	1947	32.851 à 32.900	1949	39.451 à 39.500	1948
7.151 à 7.200	1943	17.101 à 17.150	1944	26.101 à 26.150	1944	32.901 à 32.950	1943	39.501 à 39.550	»
7.251 à 7.300	1948	17.151 à 17.200	1949	26.151 à 26.200	1948	33.001 à 33.050	1944	39.551 à 39.600	»
7.351 à 7.400	1943	**17.651 à 17.700**	**1950**	26.201 à 26.250	1943	**33.051 à 33.100**	**1950**	39.601 à 39.650	1949
7.401 à 7.450	1947	**17.851 à 17.900**	»	26.401 à 26.450	»	33.101 à 33.150	1941	**39.701 à 39.750**	**1950**
7.451 à 7.500	1945	**17.901 à 17.950**	»	26.501 à 26.550	1949	33.201 à 33.250	1945	39.801 à 39.850	1945
7.501 à 7.550	1944	18.001 à 18.050	1949	26.601 à 26.650	1943	33.301 à 33.350	1943	39.851 à 39.900	1947
7.651 à 7.700	**1950**	18.151 à 18.200	1947	**26.751 à 26.800**	**1950**	33.401 à 33.450	1944	39.951 à 40.000	1941
7.751 à 7.800	1946	18.401 à 18.450	1949	26.801 à 26.850	1948	33.451 à 33.500	1949	40.051 à 40.100	1942
7.751 à 7.800	**1950**	19.101 à 19.150	1942	26.851 à 26.900	1945	33.551 à 33.600	1946	40.051 à 40.100	1942
7.801 à 7.850	1941	19.201 à 19.250	»	26.951 à 27.000	»	33.651 à 33.700	»	40.151 à 40.200	1947
7.901 à 7.950	1949	19.251 à 19.300	1949	27.001 à 27.050	1948	33.701 à 33.750	1948	40.201 à 40.250	1948
7.951 à 8.000	**1950**	19.301 à 19.350	1943	27.051 à 27.100	»	33.751 à 33.800	1949	40.351 à 40.400	1943
8.051 à 8.100	1940	19.351 à 19.400	1949	27.101 à 27.150	1943	33.801 à 33.850	1943	40.451 à 40.500	1948
8.101 à 8.150	**1950**	19.401 à 19.450	1943	27.151 à 27.200	1946	**33.851 à 33.900**	**1950**	**40.551 à 40.600**	**1950**
8.301 à 8.350	1947	19.651 à 19.700	»	27.201 à 27.250	»	33.901 à 33.950	1948	40.601 à 40.650	1940
8.551 à 8.600	**1950**	19.851 à 19.900	1947	27.251 à 27.300	1943	34.001 à 34.050	1942	40.651 à 40.700	1946
8.601 à 8.650	»	19.951 à 20.000	1944	27.351 à 27.400	1949	34.051 à 34.100	1941	40.801 à 40.850	1943
8.801 à 8.850	1949	20.451 à 20.500	1949	27.501 à 27.550	1947	34.101 à 34.150	1948	40.851 à 40.900	1942
8.901 à 8.950	**1950**	21.051 à 21.100	»	27.551 à 27.600	1946	34.201 à 34.250	1942	41.001 à 41.050	1947
8.951 à 9.000	1948	21.101 à 21.150	1947	**27.601 à 27.650**	**1950**	**34.301 à 34.350**	**1950**	41.151 à 41.200	»
9.101 à 9.150	1947	21.151 à 21.200	1940	**27.651 à 27.700**	»	**34.451 à 34.500**	»	41.251 à 41.300	1946
9.151 à 9.200	1944	21.301 à 21.350	1943	27.701 à 27.750	1942	34.601 à 34.650	1942	**41.301 à 41.350**	**1950**
9.201 à 9.250	1949	21.451 à 21.500	1942	**27.851 à 27.900**	**1950**	34.651 à 34.700	1943	41.401 à 41.450	1942
9.251 à 9.300	»	21.501 à 21.550	1943	27.901 à 27.950	1947	34.751 à 34.800	1940	41.501 à 41.550	1945
9.301 à 9.350	1948	21.601 à 21.650	1949	28.001 à 28.050	1945	34.851 à 34.900	1949	41.601 à 41.650	1943
9.351 à 9.400	**1950**								

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
41.651 à 41.700	1945
41.751 à 41.800	1944
41.851 à 41.900	1946
41.901 à 41.950	1948
41.951 à 42.000	1943
42.251 à 42.300	**1950**
42.301 à 42.350	1942
42.501 à 42.550	1948
42.551 à 42.600	**1950**
42.651 à 42.700	1949
42.701 à 42.750	1946
42.751 à 42.800	**1950**
42.801 à 42.850	1947
43.001 à 43.050	1944
43.051 à 43.100	1948
43.101 à 43.150	1946
43.151 à 43.200	1947
43.301 à 43.350	**1950**
43.351 à 43.400	1944
43.401 à 43.450	**1950**
43.501 à 43.550	1943
43.551 à 43.600	1940
43.601 à 43.650	1943
43.751 à 43.800	1945
43.851 à 43.900	1948
44.051 à 44.100	1946
44.101 à 44.150	1949
44.151 à 44.200	**1950**
44.201 à 44.250	1940
44.301 à 44.350	1949
44.501 à 44.550	1948
44.551 à 44.600	»
44.601 à 44.650	1943
44.751 à 44.800	1946
44.801 à 44.850	1948
45.001 à 45.050	1949
45.051 à 45.100	1947
45.301 à 45.350	**1950**
45.401 à 45.450	1944
45.501 à 45.550	1946
45.551 à 45.600	1942
45.601 à 45.650	1949
45.651 à 45.700	1941
45.701 à 45.750	1949
45.751 à 45.800	**1950**
45.851 à 45.900	»
45.901 à 45.950	1949
45.951 à 46.000	1945
46.001 à 46.050	1943
46.051 à 46.100	**1950**
46.101 à 46.150	1948
46.151 à 46.200	1947
46.201 à 46.250	1949
46.251 à 46.300	»
46.451 à 46.500	**1950**
46.551 à 46.600	1941
46.651 à 46.700	»
46.801 à 46.850	1945
46.951 à 47.000	**1950**
47.001 à 47.050	1947
47.051 à 47.100	1948
47.101 à 47.150	1946
47.151 à 47.200	»
47.201 à 47.250	1948
47.301 à 47.350	1945
47.351 à 47.400	**1950**
47.401 à 47.450	1948
47.551 à 47.600	1949
47.601 à 47.650	»
47.801 à 47.850	1947
47.901 à 47.950	**1950**
47.951 à 48.000	1948
48.051 à 48.100	1946
48.201 à 48.250	»
48.251 à 48.300	1942
48.301 à 48.350	1940
48.401 à 48.450	1943
48.451 à 48.500	1948
48.551 à 48.600	1949
48.651 à 48.700	1948
48.751 à 48.800	1945
48.801 à 48.850	»
48.901 à 48.950	1944
48.951 à 49.000	1943
49.101 à 49.150	1945
49.251 à 49.300	1947
49.301 à 49.350	»
49.351 à 49.400	1943
49.401 à 49.450	1948
49.451 à 49.500	1946
49.501 à 49.550	1942
49.551 à 49.600	1945
49.601 à 49.650	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
49.701 à 49.750	1943
49.751 à 49.800	**1950**
49.801 à 49.950	1945
49.951 à 50.000	1946
50.001 à 50.050	1944
50.101 à 50.150	1940
50.151 à 50.200	1942
50.301 à 50.350	1947
50.401 à 50.450	**1950**
50.551 à 50.600	1949
50.651 à 50.700	1946
50.701 à 50.750	**1950**
50.751 à 50.800	1947
50.801 à 50.850	»
50.951 à 51.000	1948
51.001 à 51.050	1945
51.051 à 51.100	1944
51.101 à 51.150	1941
51.151 à 51.200	**1950**
51.251 à 51.300	»
51.301 à 51.350	1949
51.451 à 51.500	»
51.601 à 51.650	1947
51.851 à 51.900	1948
51.901 à 51.950	1942
51.951 à 52.000	1945
52.001 à 52.050	1949
52.051 à 52.100	1948
52.301 à 52.350	1943
52.451 à 52.500	1946
52.751 à 52.800	1949
52.851 à 52.900	1940
53.001 à 53.050	1946
53.051 à 53.100	1949
53.101 à 53.150	1946
53.201 à 53.250	1942
53.301 à 53.350	1948
53.351 à 53.400	1944
53.451 à 53.500	1949
53.501 à 53.550	»
53.551 à 53.600	1943
53.601 à 53.650	**1950**
53.651 à 53.700	1943
53.801 à 53.850	1949
54.001 à 54.050	1944
54.051 à 54.100	1940
54.101 à 54.150	1948
54.151 à 54.200	**1950**
54.251 à 54.300	1947
54.301 à 54.350	1940
54.351 à 54.400	1946
54.401 à 54.450	1945
54.501 à 54.550	»
54.551 à 54.600	**1950**
54.601 à 54.650	1948
54.651 à 54.700	1947
54.701 à 54.750	1949
54.751 à 54.800	1942
54.801 à 54.850	1940
54.951 à 55.000	**1950**
55.051 à 55.100	1949
55.201 à 55.350	1944
55.401 à 55.450	**1950**
55.451 à 55.500	»
55.501 à 55.550	1942
55.651 à 55.700	1943
55.701 à 55.750	1944
55.751 à 55.800	**1950**
55.851 à 55.900	1947
55.951 à 56.000	1949
56.001 à 56.050	1946
56.051 à 56.100	1944
56.101 à 56.150	1941
56.151 à 56.200	1942
56.201 à 56.250	1947
56.251 à 56.300	1948
56.501 à 56.550	1941
56.601 à 56.650	1946
56.651 à 56.700	1945
56.751 à 56.800	**1950**
56.801 à 56.850	»
56.901 à 56.950	1943
57.101 à 57.150	»
57.251 à 57.300	**1950**
57.301 à 57.350	1945
57.351 à 57.400	1944
57.401 à 57.450	»
57.451 à 57.500	**1950**
57.551 à 57.600	1947
57.601 à 57.650	1944
57.651 à 57.700	1945
57.701 à 57.750	1946
57.801 à 57.850	1941

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
58.051 à 58.100	1948
58.101 à 58.150	1947
58.151 à 58.200	1945
58.251 à 58.300	1940
58.351 à 58.400	1947
58.401 à 58.450	1941
58.451 à 58.500	1940
58.501 à 58.550	1942
58.551 à 58.600	1947
58.601 à 58.650	»
58.651 à 58.700	1942
58.801 à 58.850	**1950**
58.851 à 58.900	1948
58.951 à 59.000	»
59.001 à 59.050	**1950**
59.051 à 59.100	1947
59.201 à 59.250	1949
59.251 à 59.300	1943
59.301 à 59.350	1948
59.401 à 59.450	1946
59.451 à 59.500	1944
59.551 à 59.600	**1950**
59.601 à 59.650	1942
59.701 à 59.750	1945
59.751 à 59.800	1949
59.801 à 59.850	1945
59.851 à 59.900	1944
60.001 à 60.050	1941
60.051 à 60.100	1946
60.201 à 60.250	1945
60.251 à 60.300	1944
60.701 à 60.350	1947
60.351 à 60.400	1949
60.451 à 60.500	1942
60.501 à 60.550	1946
60.551 à 60.600	1945
60.601 à 60.650	1947
60.651 à 60.700	**1950**
60.751 à 60.800	1949
60.851 à 60.900	1943
60.901 à 60.950	»
60.951 à 61.000	1945
61.051 à 61.100	1946
61.101 à 61.150	1949
61.151 à 61.200	1946
61.201 à 61.250	1947
61.301 à 61.350	1940
61.351 à 61.400	1944
61.451 à 61.500	1943
61.551 à 61.600	1945
61.601 à 61.650	1947
61.651 à 61.700	1945
61.851 à 61.900	1943
61.951 à 62.000	1942
62.051 à 62.100	1947
62.101 à 62.150	1942
62.151 à 62.200	1946
62.201 à 62.250	1941
62.251 à 62.300	1949
62.301 à 62.350	**1950**
62.501 à 62.550	1942
62.551 à 62.600	1943
62.601 à 62.650	1949
62.651 à 62.700	1947
62.701 à 62.750	1949
62.751 à 62.800	1942
62.801 à 62.850	1946
62.951 à 63.000	1943
63.001 à 63.050	»
63.101 à 63.150	1946
63.151 à 63.200	1949
63.201 à 63.250	1941
63.301 à 63.350	1944
63.451 à 63.500	1946
63.501 à 63.550	»
63.551 à 63.600	1943
63.601 à 63.650	1945
63.651 à 63.700	1948
63.751 à 63.800	1949
63.851 à 63.900	1942
63.951 à 64.000	1949
64.051 à 64.100	1946
64.101 à 64.150	**1950**
64.151 à 64.200	1942
64.201 à 64.250	1943
64.301 à 64.350	1947
64.401 à 64.450	1949
64.451 à 64.500	1944
64.551 à 64.600	1945
64.751 à 64.800	1943
64.801 à 64.850	1945
64.851 à 64.900	1939
65.001 à 65.050	**1950**
65.051 à 65.100	1944

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
65.151 à 65.200	1946
65.301 à 65.350	1941
65.501 à 65.550	1946
65.551 à 65.600	1940
65.601 à 65.650	1948
65.651 à 65.700	1944
65.701 à 65.750	1942
65.751 à 65.800	1946
65.801 à 65.850	1943
65.851 à 65.900	1948
65.901 à 65.950	1942
66.051 à 66.100	1948
66.201 à 66.250	1947
66.301 à 66.350	1944
66.351 à 66.400	**1950**
66.401 à 66.450	1948
66.451 à 66.500	1942
66.601 à 66.650	1940
66.651 à 66.700	**1950**
66.801 à 66.850	1947
66.851 à 66.900	1949
66.951 à 67.000	1946
67.001 à 67.050	1947
67.101 à 67.150	1944
67.151 à 67.200	**1950**
67.401 à 67.450	1946
67.551 à 67.600	1949
67.601 à 67.650	1943
67.651 à 67.700	1942
67.701 à 67.750	1947
67.751 à 67.800	1945
67.851 à 67.900	1948
67.951 à 68.000	1949
68.001 à 68.050	**1950**
68.051 à 68.100	1945
68.101 à 68.150	1946
68.201 à 68.250	1947
68.251 à 68.300	1946
68.301 à 68.350	1943
68.351 à 68.400	1949
68.501 à 68.550	1942
68.551 à 68.600	1948
68.751 à 68.800	1947
68.801 à 68.850	1946
68.851 à 68.900	1949
69.001 à 69.050	1941
69.051 à 69.100	1942
69.101 à 69.150	1946
69.201 à 69.250	»
69.251 à 69.300	1944
69.301 à 69.350	1942
69.351 à 69.400	1944
69.451 à 69.500	1942
69.551 à 69.600	1945
69.601 à 69.650	1942
69.651 à 69.700	**1950**
69.701 à 69.750	1942
69.751 à 69.800	**1950**
69.901 à 69.950	1948
70.051 à 70.100	**1950**
70.101 à 70.150	1948
70.151 à 70.200	1943
70.201 à 70.250	**1950**
70.251 à 70.300	1947
70.301 à 70.350	1949
70.351 à 70.400	1945
70.401 à 70.450	1949
70.451 à 70.500	1944
70.701 à 70.750	1949
70.751 à 70.800	1943
70.951 à 71.000	**1950**
71.051 à 71.100	1944
71.101 à 71.150	»
71.151 à 71.200	1948
71.251 à 71.300	»
71.401 à 71.450	1946
71.451 à 71.500	»
71.501 à 71.550	**1950**
71.551 à 71.600	1947
71.651 à 71.700	1948
71.701 à 71.750	1946
71.801 à 71.850	**1950**
71.851 à 71.900	1944
71.901 à 71.950	1946
72.001 à 72.050	**1950**
72.151 à 72.200	1940
72.201 à 72.250	1943
72.251 à 72.300	1945
72.301 à 72.350	**1950**
72.351 à 72.400	1948
72.451 à 72.500	1946
72.501 à 72.550	1945
72.601 à 72.650	**1950**
72.751 à 72.800	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
72.801 à 72.850	1947
72.851 à 72.900	1948
72.901 à 72.950	1949
73.001 à 73.050	1945
73.051 à 73.100	1944
73.101 à 73.150	1947
73.151 à 73.200	**1950**
73.301 à 73.350	1943
73.401 à 73.450	1947
73.451 à 73.500	1944
73.551 à 73.600	1947
73.601 à 73.650	**1950**
73.651 à 73.700	1946
73.701 à 73.750	1941
73.751 à 73.800	1943
73.801 à 73.850	**1950**
73.951 à 74.000	1941
74.001 à 74.050	1949
74.101 à 74.150	»
74.251 à 74.300	1949
74.301 à 74.350	1941
74.451 à 74.500	1948
74.651 à 74.700	»
74.701 à 74.750	1946
74.751 à 74.800	1944
74.851 à 74.900	»
74.951 à 75.000	1948
75.001 à 75.050	1946
75.051 à 75.100	1944
75.151 à 75.200	**1950**
75.201 à 75.250	1945
75.301 à 75.350	**1950**
75.351 à 75.400	»
75.451 à 75.500	1949
75.501 à 75.550	1946
75.551 à 75.600	**1950**
75.651 à 75.700	1942
75.751 à 75.800	1947
75.951 à 76.000	»
76.001 à 76.050	1945
76.051 à 76.100	1943
76.151 à 76.200	1949
76.201 à 76.250	1946
76.251 à 76.300	1942
76.301 à 76.350	1944
76.351 à 76.400	1948
76.401 à 76.450	1945
76.451 à 76.500	1944
76.501 à 76.550	1945
76.551 à 76.600	1946
76.651 à 76.700	1945
76.701 à 76.750	»
76.851 à 76.900	1949
76.951 à 77.000	1944
77.001 à 77.050	»
77.051 à 77.100	1947
77.151 à 77.200	»
77.251 à 77.300	1942
77.451 à 77.500	1949
77.551 à 77.600	1947
77.601 à 77.650	**1950**
77.651 à 77.700	1941
77.701 à 77.750	1943
77.801 à 77.850	1949
77.851 à 77.900	1948
77.901 à 77.950	**1950**
78.001 à 78.050	1945
78.251 à 78.300	1944
78.301 à 78.350	1947
78.351 à 78.400	1942
78.501 à 78.550	**1950**
78.551 à 78.600	1948
78.651 à 78.700	1945
78.701 à 78.750	**1950**
78.751 à 78.800	1945
78.801 à 78.850	1942
78.901 à 78.950	**1950**
78.951 à 79.000	1941
79.001 à 79.050	1948
79.151 à 79.200	1949
79.301 à 79.350	1943
79.351 à 79.400	1947
79.451 à 79.500	1948
79.651 à 79.700	1945
79.851 à 79.900	1949
79.901 à 79.950	1945
79.951 à 80.000	1949
80.101 à 80.150	1943
80.151 à 80.200	1949
80.201 à 80.250	1943
80.251 à 80.300	1947

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
80.401 à 80.450	1942
80.451 à 80.500	1946
80.501 à 80.550	1942
80.551 à 80.600	1946
80.601 à 80.750	1940
80.701 à 80.750	1941
80.751 à 80.800	1948
80.801 à 80.850	1941
80.851 à 81.000	**1950**
81.001 à 81.100	**»**
81.101 à 81.150	1949
81.151 à 81.200	1944
81.201 à 81.250	1948
81.251 à 81.300	1949
81.301 à 81.350	1942
81.351 à 81.400	1943
82.101 à 82.150	1947
82.151 à 82.200	1940
82.201 à 82.250	1942
82.251 à 82.300	1949
82.351 à 82.400	1948
82.551 à 82.600	1942
82.601 à 82.650	1944
82.651 à 82.700	1941
82.701 à 82.750	1944
82.801 à 82.850	1947
82.851 à 82.900	1950
82.901 à 82.950	**1948**
82.951 à 83.000	1941
83.001 à 83.050	**1950**
83.051 à 83.100	1944
83.101 à 83.150	1943
83.151 à 83.200	1944
83.301 à 83.350	1947
83.351 à 83.400	1941
83.501 à 83.550	1949
83.551 à 83.600	1941
83.601 à 83.650	1947
83.651 à 83.700	1949
83.701 à 83.750	1943
83.751 à 83.800	1944
83.801 à 83.850	1948
83.851 à 83.900	1942
83.901 à 83.950	1944
83.951 à 84.000	1942
84.101 à 84.150	1944
84.201 à 84.250	»
84.251 à 84.300	1948
84.301 à 84.350	1947
84.451 à 84.500	**1950**
84.501 à 84.550	»
84.601 à 84.650	1947
84.651 à 84.700	1943
84.701 à 84.750	1945
84.751 à 84.800	**1950**
84.851 à 84.900	1948
84.901 à 84.950	1941
85.051 à 85.100	1947
85.101 à 85.150	1948
85.151 à 85.200	1947
85.201 à 85.250	**1950**
85.251 à 85.300	1946
85.351 à 85.400	1948
85.451 à 85.500	1949
85.501 à 85.550	1947
85.551 à 85.600	1948
85.601 à 85.650	1941
85.651 à 85.700	1945
85.751 à 85.800	1947
85.851 à 85.900	1941
85.951 à 86.000	1949
86.001 à 86.050	1944
86.101 à 86.150	**1950**
86.151 à 86.200	1944
86.201 à 86.250	1942
86.351 à 86.400	1949
86.401 à 86.450	1947
86.601 à 86.650	**1950**
86.701 à 86.750	1946
86.751 à 86.800	1947
86.801 à 86.850	1943
86.901 à 86.950	**1950**
86.951 à 87.000	1944
87.051 à 87.100	1948
87.101 à 87.150	1944
87.201 à 87.250	1949
87.251 à 87.300	**1950**
87.301 à 87.350	1943
87.451 à 87.500	1945
87.551 à 87.600	1944
87.601 à 87.650	1948
87.651 à 87.700	1943
87.701 à 87.750	1942
87.801 à 87.850	1947
87.851 à 87.900	»
87.901 à 87.950	1948
87.951 à 88.000	1940
88.001 à 88.050	1948
88.101 à 88.150	1947
88.251 à 88.300	»
88.301 à 88.350	**1943**
88.451 à 88.500	**1950**
88.551 à 88.600	1948
88.601 à 88.650	1942
88.701 à 88.750	1943
88.751 à 88.800	1945
88.801 à 88.850	1944
88.851 à 88.900	**1950**
88.901 à 88.950	»
88.951 à 89.000	»
89.101 à 89.150	1947
89.151 à 89.200	1948
89.251 à 89.300	»
89.351 à 89.400	»
89.451 à 89.500	1941
89.501 à 89.550	1948
89.551 à 89.600	1942
89.701 à 89.750	1949
89.751 à 89.800	1943
89.851 à 89.900	1949
89.901 à 89.950	**1950**
89.951 à 90.000	1945
90.001 à 90.050	**1950**
90.051 à 90.100	1948
90.101 à 90.150	1942
90.251 à 90.300	1947
90.451 à 90.500	1946
90.551 à 90.600	1941
90.601 à 90.650	1947
90.651 à 90.700	**1950**
90.701 à 90.750	1942
90.801 à 90.850	1949
90.851 à 90.900	1947
90.901 à 90.950	1945
91.001 à 91.050	**1950**
91.101 à 91.150	1947
91.151 à 91.200	1942
91.201 à 91.250	1948
91.251 à 91.300	1946
91.301 à 91.350	1949
91.401 à 91.450	**1950**
91.451 à 91.500	1945
91.501 à 91.550	1943
91.551 à 91.600	»
91.601 à 91.650	1949
91.651 à 91.700	»
91.701 à 91.750	1944
91.751 à 91.800	**1950**
91.801 à 91.850	»
91.901 à 91.950	1943
91.951 à 92.000	1949
92.001 à 92.050	1947
92.101 à 92.150	1949
92.151 à 92.200	1948
92.201 à 92.250	1945
92.401 à 92.450	1943
92.501 à 92.550	1941
92.601 à 92.650	1944
92.701 à 92.750	1947
92.751 à 92.800	1946
92.951 à 93.000	»
93.101 à 93.150	1944
93.151 à 93.200	1946
93.251 à 93.300	»
93.301 à 93.350	1945
93.351 à 93.400	1948
93.401 à 93.450	1943
93.501 à 93.550	1949
93.651 à 93.700	1941
93.701 à 93.750	**1950**
93.801 à 93.850	1944
93.851 à 93.900	1949
93.951 à 94.000	1945
94.001 à 94.050	**1950**
94.051 à 94.100	1949
94.101 à 94.150	1941
94.151 à 94.200	1948
94.251 à 94.300	1949
94.351 à 94.400	1946
94.401 à 94.450	1947
94.551 à 94.600	1940
94.651 à 94.700	1947
94.801 à 94.850	**1950**
94.901 à 94.950	1947
94.951 à 95.000	»
95.001 à 95.050	1948
95.051 à 95.100	1941
95.101 à 95.150	1945
95.201 à 95.250	**1950**
95.251 à 95.300	1941
95.301 à 95.350	1948
95.351 à 95.368	1949
95.401 à 95.450	1942
95.501 à 95.550	1947
95.651 à 95.700	1941
95.701 à 95.750	1948
95.751 à 95.800	1946
95.851 à 95.900	1941
95.901 à 95.950	1946
95.951 à 96.000	1941
96.001 à 96.050	1946
96.051 à 96.100	1942
96.101 à 96.150	1944
96.151 à 96.200	»
96.251 à 96.300	»
96.301 à 96.350	1945
96.351 à 96.400	1942
96.401 à 96.450	»
96.451 à 96.500	1949
96.501 à 96.550	»
96.551 à 96.600	»
96.601 à 96.650	1944
96.651 à 96.700	»
96.751 à 96.800	»
96.851 à 96.900	1947
97.001 à 97.050	1943
97.051 à 97.100	1942
97.101 à 97.150	1949
97.251 à 97.300	1948
97.301 à 97.350	1945
97.351 à 97.400	1942
97.551 à 97.600	1941
97.601 à 97.650	**1950**
97.701 à 97.750	1949
97.751 à 97.800	»
97.801 à 97.850	1942
97.851 à 97.900	1947
97.901 à 97.950	**1950**
97.951 à 98.000	1947
98.001 à 98.050	1945
98.051 à 98.100	1942
98.101 à 98.150	1944
98.151 à 98.200	1942
98.201 à 98.250	1941
98.251 à 98.300	1946
98.301 à 98.350	1943
98.351 à 98.400	**1950**
98.401 à 98.450	1947
98.551 à 98.600	**1950**
98.751 à 98.800	1948
98.851 à 98.900	1944
98.901 à 98.950	1947
98.951 à 99.000	1944
99.001 à 99.050	1947
99.051 à 99.100	1942
99.101 à 99.150	1946
99.151 à 99.200	1947
99.201 à 99.250	1946
99.251 à 99.300	»
99.301 à 99.350	1942
99.401 à 99.450	1943
99.451 à 99.500	1947
99.501 à 99.550	1945
99.551 à 99.600	1947
99.651 à 99.700	»
99.701 à 99.750	**1950**
99.751 à 99.800	1941
99.801 à 99.850	1940
99.851 à 99.900	1947
99.901 à 99.950	1948
100.001 à 100.050	1945
100.101 à 100.150	1948
100.201 à 100.250	1947
100.251 à 100.300	»
100.351 à 100.400	1945
100.401 à 100.450	1948
100.451 à 100.500	**1950**
100.501 à 100.550	1943
100.551 à 100.600	1944
100.651 à 100.700	1940
100.701 à 100.750	1944
100.801 à 100.850	1945
100.851 à 100.900	1949
100.901 à 100.950	»
101.001 à 101.050	1943
101.051 à 101.100	1945
101.101 à 101.150	**1950**
101.151 à 101.200	1946
101.201 à 101.250	**1950**
101.351 à 101.400	1942
101.451 à 101.500	1947
101.501 à 101.550	1941
101.551 à 101.600	1946
101.601 à 101.650	1941
101.751 à 101.800	**1950**
101.801 à 101.850	1944
101.851 à 101.900	1945
101.951 à 102.000	**1950**
102.001 à 102.050	1949
102.051 à 102.100	1942
102.101 à 102.150	**1950**
102.201 à 102.250	1949
102.251 à 102.300	»
102.301 à 102.350	1946
102.401 à 102.450	1942
102.501 à 102.550	1947
102.551 à 102.600	»
102.651 à 102.700	1941
102.751 à 102.800	»
102.801 à 102.850	1946
102.851 à 102.900	1944
102.901 à 102.950	1940
103.001 à 103.050	1944
103.051 à 103.100	1948
103.101 à 103.150	1949
103.201 à 103.250	1946
103.301 à 103.350	»
103.351 à 103.400	1945
103.401 à 103.450	1941
103.451 à 103.500	1944
103.551 à 103.600	1947
103.601 à 103.650	1944
103.701 à 103.750	»
103.751 à 103.800	»
103.801 à 103.850	»
103.951 à 104.000	1947
104.001 à 104.050	1941
104.101 à 104.150	1944
104.151 à 104.200	1948
104.251 à 104.300	**1950**
104.351 à 104.400	1947
104.401 à 104.450	1949
104.451 à 104.500	1944
104.601 à 104.650	1945
104.701 à 104.750	»
104.751 à 104.800	1940
104.801 à 104.850	1942
104.851 à 104.900	1940
104.901 à 104.950	1944
104.951 à 105.000	1941
105.001 à 105.050	»
105.101 à 105.150	1946
105.151 à 105.200	1949
105.201 à 105.250	1946
105.251 à 105.300	1949
105.301 à 105.350	»
105.351 à 105.400	1943
105.401 à 105.450	1949
105.451 à 105.500	1947
105.501 à 105.550	1946
105.601 à 105.650	**1950**
105.651 à 105.700	1946
105.901 à 105.930	1947
105.951 à 106.000	»
106.001 à 106.050	1945
106.051 à 106.100	1941
106.201 à 106.250	1946
106.251 à 106.300	**1950**
106.351 à 106.400	1943
106.401 à 106.450	**1950**
106.451 à 106.500	1942
106.501 à 106.550	1946
106.551 à 106.600	1948
106.601 à 106.650	1945
106.651 à 106.700	1940
106.701 à 106.750	1949
106.751 à 106.800	1947
106.901 à 106.950	1945
107.101 à 107.150	1947
107.151 à 107.200	1948
107.351 à 107.400	1949
107.551 à 107.600	1945
107.751 à 107.800	1942
107.851 à 107.900	»
107.901 à 107.950	**1950**
107.951 à 108.000	»
108.051 à 108.100	1946
108.201 à 108.250	1941
108.251 à 108.300	1948
108.351 à 108.400	1941
108.501 à 108.550	1942
108.551 à 108.600	1946
108.601 à 108.650	**1950**
108.701 à 108.750	1942
108.751 à 108.789	1948
108.801 à 108.850	1947
108.851 à 108.900	1949
108.901 à 108.950	1944
109.001 à 109.050	1942
109.051 à 109.100	1946
109.101 à 109.150	1949
109.151 à 109.200	1943
109.201 à 109.250	1940
109.301 à 109.350	1948
109.351 à 109.400	1946
109.401 à 109.450	1947
109.451 à 109.500	**1950**
109.551 à 109.600	1948
109.601 à 109.650	1941
109.651 à 109.700	1947
109.701 à 109.750	1944
109.751 à 109.800	1949
109.801 à 109.850	1946
109.851 à 109.900	**1950**
109.901 à 109.950	1947
109.951 à 110.000	1942
110.151 à 110.200	1948
110.201 à 110.250	1946
110.251 à 110.300	»
110.301 à 110.350	1949
110.351 à 110.400	1940
110.501 à 110.550	1942
110.751 à 110.800	1943
110.951 à 111.000	1944
111.001 à 111.050	**1950**
111.051 à 111.100	1947
111.201 à 111.250	1945
111.251 à 111.300	1949
111.351 à 111.400	1946
111.401 à 111.450	1944
111.501 à 111.550	**1950**
111.651 à 111.700	1945
111.701 à 111.750	1947
111.801 à 111.850	1942
111.851 à 111.900	1945
111.901 à 111.950	1946
111.951 à 112.000	1942
112.051 à 112.100	1945
112.251 à 112.300	1947
112.351 à 112.400	**1950**
112.401 à 112.450	»
112.501 à 112.550	1942
112.601 à 112.650	1949
112.701 à 112.750	1946
112.751 à 112.800	1949
112.801 à 112.850	1945
112.901 à 112.950	1947
112.951 à 113.000	1946
113.001 à 113.050	1947
113.051 à 113.100	1948
113.101 à 113.150	1947
113.151 à 113.200	1948
113.251 à 113.300	1949
113.301 à 113.350	1943
113.401 à 113.450	»
113.451 à 113.500	**1950**
113.501 à 113.550	»
113.601 à 113.650	1942
113.651 à 113.700	1945
113.701 à 113.750	**1950**
113.951 à 114.000	1947
114.201 à 114.250	1948
114.251 à 114.300	1949
114.401 à 114.450	1949
114.451 à 114.500	1947
114.501 à 114.550	1948
114.551 à 114.600	1945
114.651 à 114.700	1949
114.701 à 114.750	1948
114.751 à 114.800	1942
114.801 à 114.850	1946
114.851 à 114.900	»
114.901 à 114.950	**1950**
114.951 à 115.000	1941
115.051 à 115.100	1942
115.101 à 115.150	1944
115.451 à 115.200	1943
115.201 à 115.250	1940
115.251 à 115.300	1944
115.301 à 115.350	**1950**
115.351 à 115.400	1947
115.401 à 115.450	»
115.651 à 115.700	**1950**
115.701 à 115.750	1940

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
115.851 à 115.900	1942
115.951 à 116.000	1948
116.101 à 116.150	1945
116.151 à 116.200	»
116.201 à 116.250	1949
116.301 à 116.350	1950
116.351 à 116.400	1948
116.451 à 116.500	1945
116.501 à 116.550	1941
116.551 à 116.600	1947
116.651 à 116.700	1913
116.701 à 116.750	1944
116.801 à 116.850	1948
116.901 à 116.950	1949
116.951 à 117.000	1942
117.051 à 117.100	1948
117.101 à 117.150	1944
117.151 à 117.200	»
117.251 à 117.300	1948
117.301 à 117.350	1942
117.501 à 117.550	1949
117.551 à 117.600	**1950**
117.651 à 117.700	1945
117.701 à 117.750	1946
117.751 à 117.800	1945
117.821 à 117.850	1942
117.851 à 117.900	»
117.901 à 117.950	**1950**
118.001 à 118.050	1948
118.051 à 118.100	1947
118.101 à 118.150	1945
118.251 à 118.300	1947
118.451 à 118.500	1942
118.501 à 118.550	1949
118.551 à 118.600	1942
118.601 à 118.650	1949
118.651 à 118.700	»
118.751 à 118.800	1948
118.951 à 119.000	»
119.001 à 119.050	**1950**
119.051 à 119.100	1943
119.101 à 119.150	**1950**
119.201 à 119.250	1947
119.251 à 119.300	1944
119.351 à 119.400	1944
119.401 à 119.450	1948
119.651 à 119.700	1946
119.701 à 119.750	1948
119.751 à 119.800	1942
119.901 à 119.950	1946
120.001 à 120.050	**1950**
120.051 à 120.100	1949
120.101 à 120.150	»
120.151 à 120.200	1942
120.251 à 120.300	**1950**
120.351 à 120.400	1942
120.401 à 120.450	1944
120.451 à 120.500	1949
120.651 à 120.700	1941
120.751 à 120.800	1945
120.851 à 120.900	1943
120.901 à 120.950	1944
120.951 à 121.000	**1950**
121.051 à 121.100	1947
121.151 à 121.200	1943
121.201 à 121.250	1947
121.301 à 121.350	1949
121.351 à 121.400	1945
121.551 à 121.600	1949
121.601 à 121.650	»
121.651 à 121.700	**1950**
121.851 à 121.900	1949
121.901 à 121.950	»
122.401 à 122.450	1944
122.501 à 122.550	1948
122.551 à 122.600	1949
122.701 à 122.750	1940
122.751 à 122.800	1949
122.851 à 122.900	**1950**
122.901 à 122.950	1945
122.951 à 123.000	1946
123.001 à 123.050	**1950**
123.351 à 123.400	1949
123.551 à 123.600	»
123.901 à 123.950	1948
124.051 à 124.100	**1950**
124.101 à 124.150	1947
124.201 à 124.250	1949
124.251 à 124.300	»
124.301 à 124.350	1940
124.551 à 124.600	1943
124.651 à 124.700	1947
124.701 à 124.750	1941
124.751 à 124.800	1946
124.801 à 124.850	1949
124.851 à 124.900	»
125.001 à 125.050	1942
125.051 à 125.100	1944
125.101 à 125.150	1943
125.201 à 125.250	1944
125.501 à 125.550	**1950**
125.551 à 125.600	1948
125.601 à 125.650	1946
125.651 à 125.700	1949
125.701 à 125.750	1948
125.751 à 125.800	1949
125.801 à 125.850	1947
125.851 à 125.900	1948
125.901 à 125.950	1942
125.951 à 125.998	»
126.001 à 126.050	1946
126.051 à 126.100	1949
126.201 à 126.250	»
126.801 à 126.850	1946
126.851 à 126.900	»
126.951 à 127.000	1944
127.001 à 127.050	**1950**
127.101 à 127.150	»
127.151 à 127.200	1948
127.201 à 127.250	1949
127.251 à 127.300	**1950**
127.301 à 127.450	1949
127.451 à 127.500	**1950**
127.501 à 127.550	1945
127.601 à 127.650	1942
127.801 à 127.850	**1950**
127.851 à 127.900	1947
127.901 à 127.950	1948
127.951 à 127.952	1939
128.001 à 128.050	1948
128.101 à 128.150	1947
128.501 à 128.550	1948
128.551 à 128.600	**1950**
128.651 à 128.700	1947
128.701 à 128.750	1949
128.751 à 128.800	**1950**
128.801 à 128.850	1940
128.901 à 128.950	1948
129.051 à 129.100	1945
129.251 à 129.300	1948
129.401 à 129.450	1947
129.451 à 129.500	**1950**
129.501 à 129.550	1942
129.751 à 129.800	1949
129.851 à 129.900	»
129.951 à 130.000	1947
130.051 à 130.100	1942
130.151 à 130.200	1947
130.201 à 130.250	1948
130.251 à 130.300	1943
130.301 à 130.350	1947
130.351 à 130.400	1944
130.451 à 130.500	1943
130.501 à 130.550	1948
130.701 à 130.750	1944
130.751 à 130.800	1946
130.801 à 130.850	1948
130.851 à 130.900	1943
131.001 à 131.050	1947
131.051 à 131.100	1949
131.101 à 131.150	**1950**
131.201 à 131.250	»
131.401 à 131.450	1947
131.451 à 131.500	1949
131.501 à 131.550	1946
131.601 à 131.650	1949
131.701 à 131.750	1948
131.751 à 131.800	**1950**
131.801 à 131.850	1944
132.001 à 132.050	»
132.101 à 132.150	1948
132.151 à 132.200	»
132.201 à 132.250	**1950**
132.251 à 132.300	»
132.451 à 132.500	»
132.501 à 132.550	1947
132.551 à 132.600	1944
132.701 à 132.750	1946
132.851 à 132.900	1947
133.051 à 133.100	**1950**
133.101 à 133.150	»
133.151 à 133.200	1949
133.201 à 133.250	**1946**
133.301 à 133.350	**1949**
133.401 à 133.450	**1945**
133.451 à 133.500	1947
133.501 à 133.550	1948
133.601 à 133.650	1945
133.651 à 133.700	1941
133.701 à 133.750	1943
133.751 à 133.800	1944
133.851 à 133.900	**1950**
133.901 à 133.950	1943
133.951 à 134.000	**1950**
134.001 à 134.050	1948
134.051 à 134.100	1947
134.101 à 134.150	1945
134.151 à 134.200	1943
134.201 à 134.250	»
134.401 à 134.450	1947
134.451 à 134.500	**1950**
134.501 à 134.550	1949
134.551 à 134.600	1945
134.601 à 134.650	1940
134.651 à 134.700	»
134.701 à 134.750	1948
134.801 à 134.850	**1950**
134.851 à 134.900	1941
134.901 à 134.950	1949
134.951 à 135.000	1942
135.101 à 135.150	1941
135.151 à 135.200	**1950**
135.201 à 135.250	1949
135.251 à 135.300	»
135.301 à 135.350	1941
135.401 à 135.450	1949
135.501 à 135.550	1947
135.551 à 135.600	1946
135.651 à 135.650	1947
135.671 à 135.700	1945
135.701 à 135.750	1942
135.751 à 135.800	**1950**
135.851 à 135.900	1948
136.051 à 136.100	1941
136.101 à 136.150	»
136.201 à 136.250	1947
136.251 à 136.300	1949
136.301 à 136.350	1944
136.551 à 136.600	1948
136.651 à 136.700	1941
136.751 à 136.800	1946
136.851 à 136.900	1943
136.951 à 137.000	**1950**
137.001 à 137.050	»
137.101 à 137.150	1943
137.151 à 137.200	»
137.201 à 137.250	1946
137.251 à 137.300	**1950**
137.351 à 137.400	1944
137.401 à 137.450	1948
137.501 à 137.550	1944
137.551 à 137.600	»
137.601 à 137.650	1945
137.701 à 137.750	1947
137.751 à 137.800	**1950**
137.901 à 137.950	»
138.051 à 138.100	»
138.101 à 138.150	»
138.151 à 138.200	1945
138.201 à 138.250	1948
138.301 à 138.350	1944
138.351 à 138.400	1947
138.451 à 138.500	1949
138.501 à 138.550	»
138.551 à 138.600	1943
138.601 à 138.650	1945
138.651 à 138.700	**1950**
138.701 à 138.750	1944
138.751 à 138.800	1941
138.951 à 139.000	1944
139.001 à 139.050	1941
139.051 à 139.100	1946
139.101 à 139.150	»
139.151 à 139.200	1945
139.201 à 139.250	»
139.251 à 139.300	1946
139.301 à 139.350	1949
139.351 à 139.400	»
139.401 à 139.450	**1950**
139.451 à 139.500	1949
139.501 à 139.550	1942
139.551 à 139.600	1949
139.601 à 139.650	1944
139.701 à 139.750	1946
139.901 à 139.950	»
140.051 à 140.100	1942
140.101 à 140.150	**1950**
140.201 à 140.250	1943
140.351 à 140.400	1949
140.451 à 140.500	1946
140.501 à 140.550	1945
140.551 à 140.600	1944
140.601 à 140.650	1945
140.651 à 140.700	1947
140.751 à 140.800	»
140.901 à 140.950	1949
140.951 à 141.000	1942
141.001 à 141.050	1944
141.101 à 141.150	»
141.251 à 141.300	1942
141.351 à 141.400	1943
141.451 à 141.500	1949
141.501 à 141.550	1941
141.551 à 141.600	1946
141.701 à 141.750	1947
141.851 à 141.900	1949
141.901 à 141.950	1942
141.951 à 142.000	1943
142.001 à 142.050	1949
142.051 à 142.100	1947
142.151 à 142.200	1944
142.201 à 142.250	**1950**
142.401 à 142.450	1945
142.451 à 142.500	1942
142.501 à 142.550	1948
142.601 à 142.650	1942
142.651 à 142.700	»
142.701 à 142.750	»
142.751 à 142.800	1949
142.801 à 142.850	1946
142.951 à 143.000	1945
143.101 à 143.150	1940
143.201 à 143.250	1946
143.251 à 143.300	1940
143.301 à 143.350	1949
143.401 à 143.450	1944
143.501 à 143.550	1943
143.701 à 143.750	1948
143.751 à 143.800	1949
143.801 à 143.850	1948
143.851 à 143.900	1947
143.901 à 143.950	**1950**
144.001 à 144.050	1947
144.051 à 144.100	1949
144.251 à 144.300	1946
144.301 à 144.350	1943
144.351 à 144.400	1945
144.401 à 144.450	1949
144.451 à 144.500	1943
144.551 à 144.600	1949
144.601 à 144.650	1942
144.651 à 144.700	1944
144.701 à 144.750	1943
144.751 à 144.800	1942
144.901 à 144.950	1949
145.001 à 145.050	**1950**
145.051 à 145.100	1945
145.101 à 145.150	1949
145.151 à 145.200	1948
145.351 à 145.400	1942
145.401 à 145.450	1948
145.551 à 145.600	1946
145.601 à 145.650	1941
145.801 à 145.850	**1950**
145.851 à 145.900	1949
145.901 à 145.950	1946
145.951 à 146.000	1940
146.001 à 146.050	1943
146.051 à 146.100	»
146.101 à 146.150	1949
146.251 à 146.300	»
146.301 à 146.350	1948
146.351 à 146.400	1941
146.401 à 146.450	1945
146.501 à 146.550	**1950**
146.651 à 146.700	1947
146.751 à 146.800	1946
146.851 à 146.900	1947
146.901 à 146.950	1941
146.951 à 147.000	1949
147.001 à 147.050	1944
147.051 à 147.100	1946
147.101 à 147.150	1944
147.301 à 147.350	1948
147.351 à 147.400	1947
147.401 à 147.450	1941
147.501 à 147.550	1943
147.591 à 147.600	**1950**
147.901 à 147.950	1944
148.001 à 148.050	1948
148.051 à 148.100	1943
148.101 à 148.150	1944
148.151 à 148.200	1941
148.201 à 148.250	1942
148.301 à 148.350	**1950**
148.351 à 148.400	1949
148.401 à 148.450	1944
148.451 à 148.500	1943
148.551 à 148.600	1949
148.601 à 148.650	1939
148.701 à 148.750	**1950**
148.751 à 148.800	1945
148.851 à 148.900	»
149.051 à 149.100	1942
149.251 à 149.300	1943
149.301 à 149.350	1949
149.351 à 149.400	1948
149.501 à 149.550	1950
149.601 à 149.650	1942
149.651 à 149.700	»
149.751 à 149.800	1940
149.801 à 149.850	1938
149.951 à 150.000	1946
150.101 à 150.150	1948
150.201 à 150.250	1942
150.351 à 150.400	**1950**
150.401 à 150.450	1948
150.451 à 150.500	1949
150.651 à 150.700	1943
150.801 à 150.850	1941
150.851 à 150.900	1943
150.951 à 151.000	1947
151.101 à 151.150	**1950**
151.251 à 151.300	1936
151.301 à 151.350	1943
151.351 à 151.400	**1950**
151.401 à 151.450	1949
151.451 à 151.500	1947
151.551 à 151.600	1944
151.601 à 151.650	1943
151.651 à 151.700	1947
151.751 à 151.800	1949
151.801 à 151.850	»
151.851 à 151.900	1945
151.951 à 152.000	1943
152.101 à 152.150	1942
152.151 à 152.200	1936
152.201 à 152.250	1945
152.251 à 152.300	**1950**
152.301 à 152.350	1947
152.401 à 152.450	1945
152.451 à 152.500	**1950**
152.601 à 152.650	1942
152.651 à 152.700	1947
152.701 à 152.750	1941
152.801 à 152.850	1948
152.901 à 152.950	»
153.001 à 153.050	1942
153.151 à 153.200	1944
153.251 à 153.250	**1950**
153.251 à 153.300	1939
153.551 à 153.600	1944
153.601 à 153.650	»
153.701 à 153.750	**1950**
153.801 à 153.850	»
153.851 à 153.900	»
153.901 à 153.950	1945
153.951 à 154.000	1936
154.051 à 154.100	1943
154.101 à 154.150	1947
154.251 à 154.300	1946
154.351 à 154.400	1947
154.401 à 154.450	1949
154.451 à 154.500	1939
154.501 à 154.550	**1950**
154.601 à 154.650	»
154.651 à 154.700	1946
154.751 à 154.800	1945
154.901 à 154.950	»
154.951 à 155.000	**1950**
155.051 à 155.100	1946
155.201 à 155.250	1948
155.251 à 155.300	1940
155.401 à 155.450	1949
155.451 à 155.500	1942
155.501 à 155.550	**1950**
155.751 à 155.800	1948
155.801 à 155.850	**1950**
155.901 à 155.950	1948
155.951 à 156.000	1947
156.001 à 156.050	1949
156.051 à 156.100	1946
156.101 à 156.150	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
156.201 à 156.250	1943
156.301 à 156.350	1947
156.351 à 156.400	1946
156.401 à 156.450	1941
156.451 à 156.500	1943
156.501 à 156.550	»
156.551 à 156.600	1945
156.601 à 156.650	1947
156.701 à 156.750	1948
156.751 à 156.800	1949
156.801 à 156.850	1946
156.851 à 156.900	1949
157.001 à 157.050	1942
157.051 à 157.100	1949
157.101 à 157.150	»
157.151 à 157.200	1943
157.201 à 157.250	1941
157.301 à 157.350	1948
157.351 à 157.400	1942
157.401 à 157.450	1949
157.801 à 157.850	1947
157.851 à 157.900	**1950**
157.901 à 157.950	1945
157.951 à 158.000	1947
158.001 à 158.050	1943
158.051 à 158.100	1946
158.101 à 158.150	1940
158.151 à 158.200	1943
158.251 à 158.300	**1950**
158.301 à 158.350	1949
158.351 à 158.400	1944
158.401 à 158.450	1948
158.451 à 158.500	1941
158.501 à 158.550	1945
158.551 à 158.600	1947
158.601 à 158.650	1943
158.651 à 158.700	»
158.701 à 158.750	1945
158.801 à 158.850	1949
158.851 à 158.900	1940
158.951 à 159.000	1948
159.001 à 159.050	1947
159.051 à 159.100	»
159.101 à 159.150	»
159.201 à 159.250	1949
159.351 à 159.400	»
159.401 à 159.450	1947
159.551 à 159.600	1948
159.651 à 159.700	1947
159.751 à 159.800	1943
159.801 à 159.850	1945
159.851 à 159.900	**1950**
159.901 à 159.950	»
159.951 à 160.000	1948
160.001 à 160.050	**1950**
160.051 à 160.100	1944
160.101 à 160.150	1940
160.151 à 160.200	1942
160.201 à 160.250	**1950**
160.251 à 160.300	1941
160.301 à 160.350	1948
160.351 à 160.400	1949
160.401 à 160.450	**1950**
160.451 à 160.500	»
160.551 à 160.600	1948
160.601 à 160.650	1949
160.901 à 160.950	»
160.951 à 161.000	1942
161.001 à 161.050	1948
161.051 à 161.100	**1950**
161.101 à 161.150	1947
161.201 à 161.250	1942
161.251 à 161.300	1945
161.501 à 161.550	1948
161.551 à 161.600	1949
161.601 à 161.650	1948
161.651 à 161.700	1945
161.701 à 161.750	1944
161.751 à 161.800	1947
161.901 à 161.950	1949
161.951 à 162.000	»
162.001 à 162.050	1946
162.051 à 162.100	1942
162.101 à 162.150	1949
162.151 à 162.200	1948
162.251 à 162.300	1945
162.351 à 162.400	1942
162.401 à 162.450	1947
162.501 à 162.550	1944
162.551 à 162.600	1946
162.601 à 162.650	1949
162.651 à 162.700	**1950**
162.701 à 162.750	1943

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
162.801 à 162.850	1941
162.951 à 163.000	**1950**
163.051 à 163.100	1943
163.101 à 163.150	**1950**
163.151 à 163.200	1946
163.201 à 163.250	1943
163.251 à 163.300	1947
163.301 à 163.350	»
163.401 à 163.450	1941
163.501 à 163.550	**1950**
163.601 à 163.650	1946
163.651 à 163.700	1949
163.701 à 163.750	1948
163.751 à 163.800	1940
163.801 à 163.850	1948
163.851 à 163.900	»
163.901 à 163.950	1942
163.951 à 164.000	1949
164.051 à 164.100	»
164.101 à 164.150	1941
164.201 à 164.250	1945
164.251 à 164.300	1946
164.301 à 164.350	1947
164.451 à 164.500	1945
164.501 à 164.550	**1950**
164.601 à 164.650	1947
164.651 à 164.700	1949
164.701 à 164.750	1948
164.751 à 164.800	**1950**
164.801 à 164.850	1947
164.851 à 164.900	1946
164.901 à 164.950	1943
165.001 à 165.050	1942
165.051 à 165.100	1949
165.151 à 165.200	»
165.201 à 165.250	1945
165.351 à 165.400	1940
165.451 à 165.500	**1950**
165.501 à 165.550	1947
165.551 à 165.600	1945
165.701 à 165.750	1942
165.751 à 165.800	1944
165.801 à 165.850	1949
165.851 à 165.900	1948
165.901 à 165.950	1949
166.201 à 166.250	1947
166.351 à 166.400	»
166.401 à 166.450	1943
166.451 à 166.500	1946
166.551 à 166.600	1942
166.601 à 166.650	1949
166.651 à 166.700	**1950**
166.701 à 166.750	1945
166.751 à 166.800	1948
166.801 à 166.850	1947
166.851 à 166.900	**1950**
166.901 à 166.950	1944
166.951 à 167.000	1943
167.001 à 167.050	1947
167.051 à 167.100	1945
167.151 à 167.200	**1950**
167.201 à 167.250	1947
167.251 à 167.300	1940
167.301 à 167.350	1942
167.401 à 167.450	1941
167.451 à 167.500	1944
167.501 à 167.550	**1950**
167.601 à 167.650	1946
167.701 à 167.750	**1950**
167.751 à 167.800	1943
167.851 à 167.900	1949
168.051 à 168.100	**1950**
168.151 à 168.200	1946
168.301 à 168.350	1945
168.401 à 168.450	1949
168.451 à 168.500	1941
168.501 à 168.550	1946
168.551 à 168.600	1948
168.601 à 168.650	»
168.701 à 168.750	1944
168.801 à 168.850	1946
168.851 à 168.900	1944
168.901 à 168.950	1949
168.951 à 169.000	1945
169.001 à 169.050	1948
169.051 à 169.100	1943
169.151 à 169.200	1944
169.201 à 169.250	1947
169.301 à 169.350	1942
169.451 à 169.500	1943
169.551 à 169.600	1941
169.601 à 169.650	1946
169.651 à 169.700	1942

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
169.701 à 169.750	**1950**
169.801 à 169.850	»
169.851 à 169.900	1946
169.901 à 169.950	1942
170.001 à 170.050	1949
170.051 à 170.100	1942
170.101 à 170.150	1949
170.151 à 170.200	1946
170.251 à 170.300	1947
170.301 à 170.350	1940
170.451 à 170.500	1948
170.501 à 170.550	**1950**
170.651 à 170.700	»
170.701 à 170.750	1940
170.801 à 170.850	1949
170.901 à 170.950	1946
171.001 à 171.050	**1950**
171.051 à 171.100	»
171.101 à 171.150	1948
171.151 à 171.200	1946
171.351 à 171.400	1945
171.451 à 171.500	1947
171.501 à 171.550	1948
171.601 à 171.650	1943
171.651 à 171.700	1949
171.851 à 171.900	1947
171.901 à 171.950	1946
172.301 à 172.350	1949
172.451 à 172.500	**1950**
172.601 à 172.650	1948
172.701 à 172.750	»
172.851 à 172.900	1941
172.901 à 172.950	»
172.951 à 173.000	1948
173.051 à 173.100	1949
173.101 à 173.150	»
173.151 à 173.200	1944
173.201 à 173.250	1942
173.251 à 173.300	1946
173.301 à 173.350	1942
173.351 à 173.400	1945
173.401 à 173.450	1947
173.451 à 173.500	1949
173.601 à 173.650	1942
173.651 à 173.700	1949
173.701 à 173.750	1947
173.751 à 173.800	1948
174.001 à 174.050	1946
174.101 à 174.150	1944
174.151 à 174.200	1945
174.201 à 174.250	»
174.301 à 174.350	1943
174.401 à 174.450	»
174.451 à 174.500	1946
174.801 à 174.850	1947
174.851 à 174.900	1948
174.901 à 174.950	1950
175.001 à 175.050	1944
175.151 à 175.200	1948
175.201 à 175.250	1949
175.251 à 175.300	**1950**
175.401 à 175.450	1944
175.451 à 175.500	1947
175.501 à 175.550	»
175.601 à 175.650	1945
175.851 à 175.900	1943
176.301 à 176.350	1945
176.601 à 176.650	**1950**
176.801 à 176.850	»
177.001 à 177.050	1942
177.201 à 177.250	»
177.351 à 177.400	1949
177.751 à 177.800	1942
177.801 à 177.850	1949
177.851 à 177.900	**1950**
177.951 à 178.000	1949
178.001 à 178.050	»
178.051 à 178.100	1943
178.401 à 178.450	»
178.451 à 178.500	»
178.601 à 178.650	**1950**
178.651 à 178.700	1949
178.801 à 178.850	**1950**
178.901 à 178.950	1946
179.001 à 179.050	1947
179.051 à 179.100	1940
179.101 à 179.150	1949
179.201 à 179.250	1941
179.251 à 179.300	1946
179.301 à 179.350	1948
179.351 à 179.400	1947
179.501 à 179.550	**1950**
179.751 à 179.800	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
179.801 à 179.850	1944
179.851 à 179.900	»
179.901 à 179.950	»
180.001 à 180.050	**1950**
180.051 à 180.100	»
180.301 à 180.350	1948
180.351 à 180.400	1944
180.401 à 180.450	1942
180.451 à 180.500	1945
180.551 à 180.550	1944
180.601 à 180.650	1940
180.801 à 180.850	**1950**
180.851 à 180.900	1940
180.901 à 180.950	1943
180.951 à 181.000	1940
181.001 à 181.050	1946
181.051 à 181.100	1948
181.151 à 181.200	1941
181.251 à 181.300	1943
181.301 à 181.350	1941
181.401 à 181.450	1948
181.451 à 181.500	1949
181.751 à 181.800	»
181.801 à 181.850	1941
181.901 à 181.950	1948
182.001 à 182.050	**1950**
182.101 à 182.150	1948
182.251 à 182.300	1941
182.301 à 182.350	1944
182.351 à 182.400	1942
182.451 à 182.500	1944
182.601 à 182.650	1948
182.651 à 182.700	1940
182.701 à 182.750	**1950**
182.751 à 182.800	1947
182.801 à 182.850	1949
182.951 à 183.000	»
183.001 à 183.050	1942
183.051 à 183.100	1944
183.101 à 183.150	1948
183.251 à 183.300	**1950**
183.501 à 183.450	1944
183.551 à 183.600	**1950**
183.901 à 183.950	1942
183.951 à 184.000	1949
184.001 à 184.050	»
184.301 à 184.350	1947
184.401 à 184.450	1944
184.501 à 184.550	1943
184.651 à 184.700	1946
184.701 à 184.750	1947
184.751 à 184.800	»
184.951 à 185.000	1948
185.001 à 185.050	1944
185.151 à 185.200	**1950**
185.201 à 185.250	1946
185.301 à 185.350	1943
185.401 à 185.450	**1950**
185.451 à 185.500	1945
185.551 à 185.600	**1950**
185.651 à 185.700	1945
185.751 à 185.800	1941
185.801 à 185.850	1949
185.851 à 185.900	1944
185.901 à 185.950	1945
185.951 à 186.000	1949
186.001 à 186.050	1945
186.101 à 186.150	»
186.151 à 186.200	1949
186.201 à 186.250	**1950**
186.251 à 186.300	1944
186.351 à 186.400	1946
186.401 à 186.450	1942
186.451 à 186.500	1945
186.551 à 186.600	»
186.651 à 186.700	1948
186.701 à 186.750	1940
186.801 à 186.850	1941
186.951 à 187.000	1947
187.151 à 187.200	1943
187.201 à 187.250	1947
187.251 à 187.300	1944
187.301 à 187.350	1941
187.401 à 187.450	1946
187.451 à 187.500	**1950**
187.501 à 187.550	1948
187.551 à 187.600	»
187.701 à 187.750	1946
187.851 à 187.900	**1950**
187.951 à 188.000	»
188.001 à 188.050	1949
188.051 à 188.100	1943
188.101 à 188.150	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
188.151 à 188.200	1947
188.201 à 188.250	1944
188.251 à 188.300	1949
188.301 à 188.350	1947
188.501 à 188.550	1949
188.651 à 188.700	1945
188.701 à 188.750	1948
188.801 à 188.850	**1950**
188.851 à 188.900	»
188.901 à 188.950	1947
188.951 à 189.000	1948
189.001 à 189.050	**1950**
189.051 à 189.100	1947
189.101 à 189.150	1949
189.151 à 189.200	1947
189.201 à 189.250	1941
189.301 à 189.350	1946
189.351 à 189.400	»
189.451 à 189.500	»
189.551 à 189.600	»
189.651 à 189.700	1947
189.751 à 189.800	1944
189.801 à 189.850	1949
189.851 à 189.900	1940
189.901 à 189.950	1948
189.951 à 190.000	1942
190.001 à 190.050	1948
190.051 à 190.100	**1950**
190.101 à 190.150	1941
190.201 à 190.250	1946
190.251 à 190.300	1943
190.451 à 190.500	**1950**
190.501 à 190.550	1941
190.551 à 190.600	1948
190.601 à 190.650	1947
190.651 à 190.700	»
190.701 à 190.750	1949
190.801 à 190.850	1942
191.001 à 191.050	1948
191.051 à 191.100	1944
191.101 à 191.150	1949
191.251 à 191.300	1946
191.301 à 191.350	»
191.351 à 191.400	1943
191.451 à 191.500	**1950**
191.501 à 191.550	1941
191.551 à 191.600	1949
191.651 à 191.700	**1950**
191.701 à 191.750	1943
191.751 à 191.800	**1950**
191.801 à 191.850	»
191.851 à 191.900	1944
191.901 à 191.950	»
192.151 à 192.200	1943
192.201 à 192.250	1941
192.301 à 192.350	1943
192.501 à 192.550	1945
192.551 à 192.600	1949
192.601 à 192.650	1943
192.651 à 192.700	**1950**
192.751 à 192.800	1947
192.851 à 192.900	1949
192.951 à 193.000	1947
193.051 à 193.100	1946
193.151 à 193.200	1944
193.201 à 193.250	1949
193.251 à 193.300	1943
193.301 à 193.350	1945
193.401 à 193.450	»
193.501 à 193.550	1949
193.601 à 193.650	**1950**
193.701 à 193.750	1940
193.751 à 193.800	1948
193.801 à 193.850	»
193.901 à 193.941	1946
193.951 à 194.000	**1950**
194.001 à 194.050	1944
194.151 à 194.200	1944
194.201 à 194.250	1943
194.251 à 194.300	1946
194.301 à 194.350	1949
194.451 à 194.500	»
194.501 à 194.550	1948
194.551 à 194.600	1947
194.601 à 194.650	**1950**
194.801 à 194.850	1945
194.901 à 194.950	1940
194.951 à 195.000	**1950**
195.001 à 195.050	1948
195.101 à 195.150	1940
195.151 à 195.200	1947
195.201 à 195.250	1948

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
195.251 à 195.300	1948
195.301 à 195.350	1942
195.501 à 195.550	1948
195.551 à 195.600	1949
195.601 à 195.650	1944
195.651 à 195.700	1947
195.701 à 195.750	1948
195.751 à 195.800	**1950**
195.801 à 195.850	»
195.851 à 195.900	1942
195.951 à 196.000	1941
196.101 à 196.150	1943
196.151 à 196.200	1947
196.201 à 196.250	»
196.251 à 196.300	1941
196.401 à 196.450	1945
196.451 à 196.500	1942
196.551 à 196.600	1943
196.751 à 196.800	**1950**
196.851 à 196.900	1945
196.951 à 197.000	**1950**
197.001 à 197.050	1947
197.101 à 197.150	1946
197.151 à 197.200	1949
197.201 à 197.250	1948
197.251 à 197.300	1946
197.451 à 197.500	1942
197.501 à 197.550	**1950**
197.551 à 197.600	1942
197.601 à 197.650	»
197.651 à 197.700	1948
197.701 à 197.750	**1950**
197.751 à 197.800	»
197.801 à 197.850	1941
197.851 à 197.900	»
197.901 à 197.950	1942
197.951 à 198.000	1947
198.001 à 198.050	1946
198.051 à 198.100	**1950**
198.101 à 198.150	»
198.151 à 198.200	»
198.201 à 198.250	»
198.251 à 198.300	1946
198.327 à 198.350	**1950**
198.401 à 198.450	1946
198.501 à 198.550	1949
198.701 à 198.750	1944
198.751 à 198.800	1949
198.901 à 198.950	1946
199.001 à 199.050	»
199.101 à 199.150	1945
199.201 à 199.250	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
199.251 à 199.300	1946
199.351 à 199.400	»
199.401 à 199.450	1944
199.451 à 199.464	1947
199.551 à 199.600	1943
199.601 à 199.650	**1950**
199.701 à 199.750	1949
199.751 à 199.800	**1950**
199.801 à 199.850	1941
199.951 à 200.000	1947
200.001 à 200.050	»
200.051 à 200.100	1949
200.101 à 200.150	1943
200.201 à 200.250	1947
200.251 à 200.300	1945
200.401 à 200.450	1943
200.501 à 200.550	1949
200.551 à 200.600	1943
200.601 à 200.650	1947
200.651 à 200.700	1949
200.851 à 200.868	**1950**
200.901 à 200.950	1948
201.001 à 201.050	1941
201.051 à 201.100	1946
201.201 à 201.250	**1950**
201.251 à 201.300	»
201.501 à 201.550	1941
201.551 à 201.600	1945
201.601 à 201.650	**1950**
201.651 à 201.700	1942
201.701 à 201.750	1945
201.751 à 201.800	1942
201.801 à 201.850	1948
201.851 à 201.900	»
201.951 à 202.000	1945
202.001 à 202.050	1949
202.051 à 202.100	1943
202.101 à 202.150	1946
202.151 à 202.200	1947
203.101 à 203.150	1944
203.401 à 203.450	1948
203.451 à 203.500	1949
203.551 à 203.600	**1950**
203.701 à 203.750	»
203.751 à 203.800	1947
204.251 à 204.300	»
204.351 à 204.400	1946
204.401 à 204.450	1950
204.651 à 204.700	1943
204.801 à 204.850	1949
204.901 à 204.950	1946
204.951 à 205.000	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
205.101 à 205.150	1945
205.151 à 205.200	1948
205.201 à 205.250	1949
205.251 à 205.300	**1950**
205.351 à 205.400	»
205.401 à 205.450	1945
205.451 à 205.500	**1950**
205.501 à 205.550	1945
205.551 à 205.600	1942
205.601 à 205.650	1947
205.651 à 205.700	1944
205.701 à 205.750	1947
205.751 à 205.800	1944
205.801 à 205.850	1946
205.851 à 205.900	1941
205.901 à 205.950	1949
205.951 à 206.000	1948
206.001 à 206.050	**1950**
206.051 à 206.100	1949
206.101 à 206.150	1946
206.351 à 206.400	**1950**
206.501 à 206.550	1945
206.551 à 206.600	1944
206.601 à 206.650	1940
206.651 à 206.700	1945
206.751 à 206.800	1948
206.851 à 206.900	1946
206.901 à 206.950	1948
206.951 à 207.000	1940
207.001 à 207.050	1949
207.101 à 207.150	1944
207.201 à 207.250	1948
207.251 à 207.300	1942
207.301 à 207.350	1948
207.401 à 207.450	»
207.501 à 207.550	1946
207.551 à 207.600	1943
207.701 à 207.750	1942
207.751 à 207.800	1949
207.801 à 207.850	**1950**
207.851 à 207.900	1948
207.951 à 208.000	1944
208.001 à 208.050	1943
208.051 à 208.100	1940
208.101 à 208.150	1948
208.151 à 208.200	1943
208.201 à 208.250	**1950**
208.251 à 208.300	1947
208.301 à 208.350	1943
208.351 à 208.400	1945
208.401 à 208.450	1948
208.451 à 208.500	**1950**
208.501 à 208.550	1943

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
208.551 à 208.600	1944
208.601 à 208.650	1945
208.701 à 208.750	»
208.751 à 208.800	1944
208.801 à 208.850	1942
208.951 à 209.000	»
209.051 à 209.100	»
209.101 à 209.150	1947
209.151 à 209.200	1943
209.201 à 209.250	1946
209.251 à 209.300	1944
209.301 à 209.350	1943
209.451 à 209.500	1947
209.501 à 209.550	1948
209.551 à 209.600	1943
209.601 à 209.650	**1950**
209.651 à 209.700	1941
209.701 à 209.750	1947
209.751 à 209.800	»
209.801 à 209.850	**1950**
209.851 à 209.900	1943
209.901 à 209.950	1945
209.951 à 210.000	1946
210.001 à 210.030	1944
210.031 à 210.050	1948
210.051 à 210.100	1946
210.501 à 210.550	**1950**
210.601 à 210.650	1943
210.651 à 210.700	1944
210.801 à 210.850	1940
210.851 à 210.900	1949
210.951 à 211.000	1948
211.051 à 211.100	1946
211.101 à 211.150	1949
211.151 à 211.200	1947
211.201 à 211.250	1941
211.251 à 211.300	1947
211.301 à 211.350	1949
211.351 à 211.400	**1950**
211.401 à 211.450	1947
211.501 à 211.550	1949
211.551 à 211.600	1947
211.601 à 211.650	**1950**
211.751 à 211.800	1949
211.851 à 211.900	1947
212.051 à 212.100	1943
212.151 à 212.200	**1950**
212.251 à 212.300	1946
212.301 à 212.350	1942
212.351 à 212.400	1946
212.501 à 212.550	1948
212.551 à 212.600	1947
212.601 à 212.650	1946

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
212.651 à 212.700	1948
212.751 à 212.800	1941
213.101 à 213.150	1949
213.151 à 213.200	1948
213.251 à 213.300	1947
213.301 à 213.350	1948
213.351 à 213.400	1947
213.401 à 213.450	1948
213.451 à 213.500	1949
213.501 à 213.550	1946
213.551 à 213.600	»
213.651 à 213.700	1947
213.701 à 213.750	»
213.751 à 213.800	1944
213.901 à 213.950	1949
213.951 à 214.000	»
214.051 à 214.100	»
214.101 à 214.150	**1950**
214.151 à 214.200	»
214.301 à 214.350	»
215.301 à 215.350	»
215.601 à 215.650	1948
215.651 à 215.700	1949
216.351 à 216.400	»
216.901 à 216.950	1943
216.951 à 217.000	1948
217.001 à 217.050	1949
217.251 à 217.300	**1950**
217.301 à 217.350	»
217.401 à 217.450	1949
217.601 à 217.650	**1950**
217.651 à 217.700	1941
217.701 à 217.750	1947
217.751 à 217.800	1948
217.851 à 217.900	»
217.901 à 217.950	1941
217.951 à 218.000	1940
218.001 à 218.050	1949
218.051 à 218.100	1946
218.101 à 218.150	1945
218.151 à 218.200	1949
218.201 à 218.250	1946
218.301 à 218.350	1947
218.351 à 218.400	1945
218.401 à 218.450	1943
218.451 à 218.500	**1950**
218.551 à 218.600	1947
218.701 à 218.750	1942
218.801 à 218.850	1946
218.851 à 218.885	1941

OBLIGATIONS DE 5.000 F FRANÇAIS NOMINAL

218.886 à 218.895	1949
218.946 à 218.955	»
218.996 à 219.005	1948
219.036 à 219.045	1942
219.056 à 219.065	1949
219.186 à 219.195	1945
219.206 à 219.215	**1950**
219.216 à 219.225	1946
219.236 à 219.245	1947
219.246 à 219.255	**1950**
219.286 à 219.295	1949
219.306 à 219.315	1946
219.316 à 219.325	1949
219.526 à 219.535	**1950**
219.546 à 219.555	»
219.556 à 219.565	1949
219.606 à 219.615	»
219.696 à 219.705	»
219.706 à 219.715	»
219.766 à 219.775	**1950**
219.816 à 219.825	1948
219.956 à 219.965	1949
220.016 à 220.025	»
220.026 à 220.035	1949
220.046 à 220.055	**1950**
220.146 à 220.155	»
220.336 à 220.345	»
220.356 à 220.365	»
220.436 à 220.445	»
220.586 à 220.595	1949
220.696 à 220.705	**1950**
220.746 à 220.755	»
220.836 à 220.845	1946
220.846 à 220.855	**1950**
220.946 à 220.955	»
220.986 à 220.995	1949
221.076 à 221.085	**1950**

221.316 à 221.325	1948
221.346 à 221.355	**1950**
221.436 à 221.445	1949
221.496 à 221.505	»
221.506 à 221.515	»
221.516 à 221.525	1942
221.526 à 221.535	1949
221.606 à 221.615	»
221.616 à 221.625	1942
221.646 à 221.655	**1950**
221.666 à 221.675	1942
221.686 à 221.695	1946
221.706 à 221.715	**1950**
221.716 à 221.725	1947
221.726 à 221.735	1946
221.736 à 221.745	1947
221.766 à 221.775	1945
221.796 à 221.805	1949
221.816 à 221.825	**1950**
221.826 à 221.835	1943
221.846 à 221.855	1946
221.856 à 221.865	1945
221.866 à 221.875	1942
221.886 à 221.895	1947
221.906 à 221.915	1948
221.916 à 221.925	»
221.946 à 221.955	1947
221.956 à 221.965	1949
221.966 à 221.975	1946
221.976 à 221.985	1947
221.986 à 221.995	1942
222.006 à 222.015	1948
222.016 à 222.025	1949
222.026 à 222.035	»
222.036 à 222.045	1947
222.046 à 222.055	1949
222.066 à 222.075	1945

222.116 à 222.125	**1950**
222.126 à 222.135	1941
222.136 à 222.145	1948
222.146 à 222.155	1946
222.156 à 222.165	1949
222.176 à 222.185	1940
222.206 à 222.215	1943
222.226 à 222.235	1948
222.256 à 222.265	1942
222.266 à 222.275	»
222.286 à 222.295	1949
222.296 à 222.305	1946
222.306 à 222.315	**1950**
222.336 à 222.345	1946
222.376 à 222.385	1949
222.406 à 222.415	»
222.436 à 222.445	1947
222.456 à 222.465	»
222.476 à 222.485	**1950**
222.536 à 222.545	»
222.576 à 222.585	»
222.606 à 222.615	1942
222.626 à 222.635	**1950**
222.666 à 222.675	1941
222.696 à 222.705	1947
222.726 à 222.735	1945
222.736 à 222.745	1944
222.746 à 222.755	1949
222.766 à 222.775	»
222.776 à 222.785	1947
222.796 à 222.805	1949
222.816 à 222.825	1943
222.826 à 222.835	1945
222.836 à 222.845	1949
222.876 à 222.885	1945
222.906 à 222.915	1947

222.956 à 222.965	1948
222.976 à 222.985	1945
223.016 à 223.025	1947
223.026 à 223.035	1943
223.056 à 223.065	1947
223.066 à 223.075	1943
223.106 à 223.115	1946
223.116 à 223.125	1941
223.126 à 223.135	1949
223.136 à 223.145	»
223.156 à 223.165	1943
223.166 à 223.175	**1950**
223.176 à 223.185	1945
223.186 à 223.195	**1950**
223.216 à 223.225	1948
223.226 à 223.235	1949
223.246 à 223.255	1943
223.256 à 223.265	1943
223.276 à 223.285	1946
223.306 à 223.315	1943
223.346 à 223.355	1949
223.386 à 223.395	1942
223.396 à 223.405	1946
223.406 à 223.415	1948
223.416 à 223.425	1949
223.456 à 223.465	»
223.466 à 223.475	1948
223.516 à 223.525	**1950**
223.526 à 223.535	1949
223.536 à 223.545	1946
223.546 à 223.555	»
223.556 à 223.565	**1950**
223.576 à 223.585	»
223.616 à 223.625	1948
223.646 à 223.655	**1950**
223.656 à 223.665	1949

223.676 à 223.685	1945
223.696 à 223.705	1946
223.736 à 223.745	1943
223.756 à 223.765	1945
223.806 à 223.815	1948
223.866 à 223.875	1946
223.876 à 223.885	1942
223.886 à 223.895	**1950**
223.916 à 223.925	1948
223.926 à 223.935	»
223.936 à 223.945	»
223.966 à 223.975	1942
223.976 à 223.985	1949
224.016 à 224.025	**1950**
224.026 à 224.035	1943
224.036 à 224.045	1945
224.046 à 224.055	1943
224.076 à 224.085	1947
224.106 à 224.115	1944
224.126 à 224.135	1946
224.136 à 224.145	1947
224.146 à 224.155	1943
224.156 à 224.165	1944
224.166 à 224.175	1947
224.176 à 224.185	1948
224.186 à 224.195	1944
224.206 à 224.215	1949
224.216 à 224.225	»
224.226 à 224.235	**1950**
224.246 à 224.255	1943
224.266 à 224.275	1946
224.306 à 224.315	»
224.326 à 224.335	1947
224.376 à 224.385	**1950**
224.406 à 224.415	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
224.426 à 224.435	1945
224.436 à 224.465	1949
224.466 à 224.475	1947
224.486 à 224.495	**1950**
224.506 à 224.515	1949
224.516 à 224.525	1944
224.536 à 224.545	1949
224.546 à 224.555	**1950**
224.556 à 224.565	1944
224.606 à 224.615	**1950**
224.636 à 224.645	1949
224.666 à 224.675	1945
224.716 à 224.725	»
224.736 à 224.745	**1950**
224.756 à 224.765	1941
224.806 à 224.815	1948
224.836 à 224.845	**1950**
224.856 à 224.865	1944
224.876 à 224.885	1949
224.926 à 224.935	1944
224.936 à 224.945	**1950**
224.946 à 224.955	1946
224.956 à 224.965	**1950**
224.986 à 224.995	1942
225.006 à 225.015	1949
225.016 à 225.025	1946
225.026 à 225.035	1944
225.076 à 225.085	**1950**
225.086 à 225.095	1946
225.096 à 225.105	1945
225.106 à 225.115	1949
225.116 à 225.125	1942
225.126 à 225.135	»
225.166 à 225.175	1945
225.176 à 225.185	1947
225.186 à 225.195	1946
225.206 à 225.215	**1950**
225.216 à 225.225	1944
225.226 à 225.235	**1950**
225.236 à 225.245	1949
225.276 à 225.285	1944
225.306 à 225.315	1943
225.316 à 225.325	1948
225.336 à 225.345	1945
225.356 à 225.365	1942
225.366 à 225.375	1949
225.396 à 225.405	1942
225.416 à 225.425	1947
225.426 à 225.429	1942
225.430 à 225.435	1943
225.436 à 225.445	1947
225.446 à 225.455	**1950**
225.466 à 225.475	1940
225.486 à 225.495	**1950**
225.496 à 225.505	»
225.526 à 225.535	»
225.546 à 225.555	1948
225.556 à 225.565	1946
225.586 à 225.595	**1950**
225.606 à 225.615	»
225.616 à 225.625	»
225.626 à 225.635	1949
225.646 à 225.655	**1950**
225.656 à 225.665	1945
225.686 à 225.695	**1950**
225.696 à 225.705	1949
225.736 à 225.745	1945
225.746 à 225.755	1949
225.766 à 225.775	»
225.776 à 225.785	1942
225.826 à 225.835	1948
225.836 à 225.845	1949
225.856 à 225.865	1948
225.866 à 225.875	1947
225.876 à 225.885	»
225.896 à 225.905	1949
225.916 à 225.925	1945
225.936 à 225.945	**1950**
225.946 à 225.955	1949
226.026 à 226.035	**1950**
226.046 à 226.055	1947
226.056 à 226.065	1940
226.066 à 226.075	1946
226.076 à 226.085	1949
226.136 à 226.145	»
226.156 à 226.165	1947
226.176 à 226.185	1945
226.186 à 226.195	»
226.246 à 225.255	**1950**
226.276 à 226.285	»
226.296 à 226.305	1948
226.306 à 226.315	1949
226.316 à 226.355	1943

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
226.356 à 226.365	1941
226.366 à 226.375	1943
226.376 à 226.385	1944
226.386 à 226.395	1949
226.406 à 226.415	1941
226.426 à 226.435	1949
226.446 à 226.455	1946
226.456 à 226.465	1949
226.476 à 226.485	1944
226.486 à 226.495	1948
226.496 à 226.505	1946
226.506 à 226.515	1949
226.516 à 226.525	1948
226.536 à 226.545	1942
226.546 à 226.555	1948
226.556 à 226.565	1942
226.586 à 226.595	**1950**
226.596 à 226.605	»
226.616 à 226.625	»
226.626 à 226.635	1944
226.706 à 226.715	»
226.726 à 226.735	»
226.746 à 226.755	1948
226.756 à 226.765	1945
226.766 à 226.775	**1950**
226.776 à 226.785	1948
226.796 à 226.805	1949
226.806 à 226.815	1947
226.836 à 226.845	**1950**
226.866 à 226.875	1947
226.886 à 226.895	**1950**
226.906 à 226.915	1948
226.926 à 226.935	1945
226.936 à 226.945	1946
226.946 à 226.955	»
226.956 à 226.965	1945
226.976 à 226.985	**1950**
226.996 à 227.005	1943
227.046 à 227.055	1941
227.056 à 227.065	1949
227.086 à 227.095	1947
227.116 à 227.125	1949
227.146 à 227.155	1948
227.176 à 227.185	1946
227.216 à 227.225	1949
227.236 à 227.245	1946
227.246 à 227.255	**1950**
227.266 à 227.275	1945
227.276 à 227.285	**1950**
227.296 à 227.305	1943
227.306 à 227.315	1946
227.316 à 227.325	1948
227.356 à 227.365	1949
227.366 à 227.375	**1950**
227.376 à 227.385	1949
227.406 à 227.415	»
227.416 à 227.425	»
227.426 à 227.435	1946
227.446 à 227.455	1942
227.456 à 227.465	1949
227.466 à 227.475	»
227.486 à 227.495	1948
227.496 à 227.505	**1950**
227.506 à 227.515	1941
227.526 à 227.535	1944
227.536 à 227.545	1947
227.546 à 227.555	»
227.576 à 227.585	1948
227.596 à 227.605	1945
227.606 à 227.615	1944
227.616 à 227.625	1946
227.686 à 227.695	1945
227.706 à 227.715	1948
227.716 à 227.755	1946
227.786 à 227.795	**1950**
227.796 à 227.805	»
227.806 à 227.815	1945
227.826 à 227.835	1946
227.836 à 227.845	1942
227.846 à 227.855	1945
227.856 à 227.865	1942
227.886 à 227.895	**1950**
227.906 à 227.915	1943
227.926 à 227.935	1944
227.966 à 227.975	**1950**
228.016 à 228.025	1949
228.026 à 228.035	**1950**
228.036 à 228.045	1947
228.046 à 228.055	1948
228.096 à 228.105	1947
228.106 à 228.115	1949
228.116 à 228.125	1946
228.126 à 228.135	1947

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
228.136 à 228.145	1946
228.146 à 228.155	»
228.166 à 228.175	1947
228.236 à 228.245	1942
228.246 à 228.255	1948
228.266 à 228.275	1946
228.276 à 228.285	1949
228.286 à 228.295	1945
228.296 à 228.305	1949
228.306 à 228.315	1947
228.316 à 228.325	1948
228.326 à 228.335	1949
228.336 à 228.345	1946
228.346 à 228.355	1940
228.366 à 228.375	**1950**
228.386 à 228.395	1948
228.416 à 228.425	1949
228.426 à 228.435	1945
228.436 à 228.445	1946
228.446 à 228.455	**1950**
228.456 à 228.465	1946
228.476 à 228.485	1943
228.506 à 228.515	1945
228.516 à 228.525	1946
228.526 à 228.535	1947
228.546 à 228.555	1942
228.556 à 228.565	1944
228.566 à 228.575	1949
228.586 à 228.595	**1950**
228.596 à 228.605	1942
228.626 à 228.635	1949
228.656 à 228.665	1946
228.666 à 228.675	»
228.676 à 228.685	»
228.686 à 228.695	»
228.696 à 228.705	**1950**
228.706 à 228.715	1948
228.726 à 228.735	**1950**
228.736 à 228.745	»
228.786 à 228.795	1949
228.796 à 228.805	»
228.826 à 228.835	1945
228.836 à 228.845	1946
228.846 à 228.855	»
228.866 à 228.875	**1950**
228.876 à 228.885	1945
228.896 à 228.905	1948
228.906 à 228.915	1942
228.936 à 228.945	1948
228.946 à 228.955	1944
228.956 à 228.965	1949
228.976 à 228.985	1946
228.996 à 229.005	»
229.036 à 229.045	1948
229.046 à 229.055	1946
229.056 à 229.065	1949
229.096 à 229.105	1944
229.106 à 229.115	**1950**
229.126 à 229.135	1945
229.136 à 229.145	1944
229.146 à 229.155	1942
229.156 à 229.165	1949
229.216 à 229.225	1946
229.236 à 229.245	1949
229.246 à 229.255	»
229.256 à 229.265	1947
229.296 à 229.305	1948
229.306 à 229.315	1949
229.316 à 229.325	1942
229.336 à 229.345	1945
229.366 à 229.375	1942
229.376 à 229.385	1947
229.396 à 229.405	**1950**
229.406 à 229.415	»
229.426 à 229.435	»
229.436 à 229.445	1948
229.446 à 229.455	1946
229.486 à 229.495	1949
229.526 à 229.535	1945
229.536 à 229.545	1944
229.576 à 229.585	1943
229.586 à 229.595	**1950**
229.606 à 229.615	1948
229.616 à 229.625	1946
229.636 à 229.645	»
229.686 à 229.695	1948
229.696 à 229.705	1949
229.716 à 229.725	1942
229.726 à 229.735	1949
229.766 à 229.775	1946
229.776 à 229.785	1947
229.786 à 229.795	1945
229.796 à 229.805	1943

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
229.836 à 229.845	1945
229.846 à 229.855	**1950**
229.866 à 229.875	»
229.896 à 229.905	1946
229.936 à 229.945	1947
229.946 à 229.955	**1950**
229.956 à 229.965	1948
229.996 à 230.005	1946
230.006 à 230.015	1943
230.016 à 230.025	**1950**
230.026 à 230.035	»
230.056 à 230.065	1948
230.096 à 230.105	1943
230.116 à 230.125	**1950**
230.126 à 230.135	1942
230.136 à 230.145	1948
230.176 à 230.185	1949
230.186 à 230.195	**1950**
230.206 à 230.215	1947
230.216 à 230.225	1944
230.226 à 230.235	**1950**
230.236 à 230.245	1947
230.246 à 230.255	1944
230.266 à 230.275	1949
230.286 à 230.295	»
230.296 à 230.305	»
230.306 à 230.315	1941
230.316 à 230.325	1947
230.326 à 230.335	1946
230.336 à 230.345	1948
230.356 à 230.365	**1950**
230.366 à 230.375	1948
230.396 à 230.405	1949
230.416 à 230.425	1948
230.426 à 230.435	1949
230.436 à 230.445	**1950**
230.506 à 230.515	1947
230.526 à 230.535	1949
230.546 à 230.555	1942
230.566 à 230.575	1949
230.586 à 230.595	**1950**
230.606 à 230.615	1943
230.626 à 230.635	1942
230.666 à 230.675	1948
230.676 à 230.685	1947
230.686 à 230.695	1942
230.696 à 230.705	**1950**
230.776 à 230.785	1948
230.786 à 230.795	1949
230.826 à 230.835	»
230.836 à 230.845	»
230.856 à 230.865	1945
230.996 à 231.005	»
231.006 à 231.015	**1950**
231.066 à 231.075	»
231.136 à 231.145	»
231.166 à 231.175	1947
231.176 à 231.185	»
231.196 à 231.205	1948
231.226 à 231.235	**1950**
231.236 à 231.245	1947
231.246 à 231.255	1949
231.256 à 231.265	**1950**
231.306 à 231.315	1943
231.336 à 231.345	1941
231.346 à 231.355	1949
231.376 à 231.385	»
231.386 à 231.395	1947
231.456 à 231.465	1949
231.476 à 231.485	»
231.486 à 231.495	»
231.496 à 231.505	»
231.516 à 231.525	**1950**
231.526 à 231.535	1946
231.536 à 231.545	1941
231.596 à 231.605	1949
231.646 à 231.655	1946
231.666 à 231.675	1943
231.676 à 231.685	1944
231.686 à 231.695	1949
231.706 à 231.715	1947
231.716 à 231.725	1940
231.726 à 231.735	1949
231.756 à 231.765	1943
231.766 à 231.775	1944
231.786 à 231.795	1947
231.806 à 231.815	1949
231.826 à 231.835	1942
231.846 à 231.855	1944
231.866 à 231.875	1946
231.876 à 231.885	1949
231.896 à 231.905	1948
231.936 à 231.945	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
231.946 à 231.955	1946
231.966 à 231.975	1948
231.976 à 231.985	1947
231.986 à 231.995	1943
231.996 à 232.005	**1950**
232.036 à 232.045	1949
232.046 à 232.055	1944
232.056 à 232.065	**1950**
232.066 à 232.075	»
232.076 à 232.085	1949
232.106 à 232.115	1948
232.136 à 232.145	1944
232.166 à 232.175	**1950**
232.386 à 232.395	1942
232.436 à 232.445	1949
232.456 à 232.465	»
232.506 à 232.515	1946
232.516 à 232.525	1948
232.626 à 232.635	1949
232.686 à 232.695	1947
232.706 à 232.715	**1950**
232.716 à 232.725	1943
232.736 à 232.745	1942
232.746 à 232.755	**1950**
232.806 à 232.815	1944
232.836 à 232.845	1947
232.866 à 232.875	1940
232.876 à 232.885	1946
232.886 à 232.895	1949
232.896 à 232.905	**1950**
232.906 à 232.915	1946
232.916 à 232.925	**1950**
232.946 à 232.955	»
232.956 à 232.965	1946
232.966 à 232.975	1947
232.976 à 232.985	1941
232.986 à 232.995	1947
233.006 à 233.015	1948
233.026 à 233.035	1947
233.056 à 233.065	1949
233.066 à 233.075	1946
233.126 à 233.135	1943
233.136 à 233.145	1942
233.156 à 233.165	1949
233.176 à 233.185	1942
233.196 à 233.205	»
233.206 à 233.215	»
233.216 à 233.225	**1950**
233.236 à 233.245	1949
233.246 à 233.255	1941
233.266 à 233.275	1948
233.286 à 233.295	1946
233.296 à 233.305	1949
233.316 à 233.355	1947
233.376 à 233.385	1942
233.386 à 233.395	**1950**
233.406 à 233.415	1946
233.436 à 233.445	1942
233.476 à 233.485	1946
233.486 à 233.495	1948
233.496 à 233.505	**1950**
233.546 à 233.555	1946
233.566 à 233.575	1948
233.576 à 233.585	**1950**
233.596 à 233.605	1943
233.606 à 233.615	»
233.626 à 233.635	1948
233.656 à 233.665	1949
233.666 à 233.675	**1950**
233.686 à 233.695	1944
233.696 à 233.705	1946
233.706 à 233.715	1945
233.716 à 233.725	1944
233.746 à 233.755	1945
233.756 à 233.765	1946
233.766 à 233.775	1942
233.786 à 233.795	1949
233.796 à 233.805	1945
233.826 à 233.835	1942
233.836 à 233.845	1946
233.846 à 233.855	1948
233.876 à 233.885	1946
233.896 à 233.905	1945
233.896 à 233.905	**1950**
233.906 à 233.915	1947
233.926 à 233.935	1949
233.956 à 233.965	1946
233.966 à 233.975	1948
233.986 à 233.995	**1950**
233.996 à 234.005	1945
234.016 à 234.025	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
234.026 à 234.045	1943
234.056 à 234.065	**1950**
234.066 à 234.075	»
234.096 à 234.105	1948
234.156 à 234.165	»
234.166 à 234.175	1949
234.176 à 234.185	1947
234.186 à 234.195	**1950**
234.196 à 234.205	1949
234.216 à 234.225	»
234.226 à 234.235	**1950**
234.236 à 234.245	»
234.266 à 234.275	1945
234.286 à 234.295	1948
234.296 à 234.305	1946
234.326 à 234.345	**1952**
234.356 à 234.365	1948
234.366 à 234.375	1942
234.376 à 234.385	1949
234.396 à 234.415	1948
234.426 à 234.435	1943
234.436 à 234.445	1946
234.476 à 234.485	1945
234.486 à 234.495	1949
234.496 à 234.505	1944
234.506 à 234.515	1946
234.516 à 234.525	1948
234.546 à 234.555	1944
234.556 à 234.565	1942
234.566 à 234.575	1948
234.576 à 234.585	1944
234.586 à 234.595	1947
234.606 à 234.615	»
234.616 à 234.625	1948
234.646 à 234.655	**1950**
234.676 à 234.685	1945
234.686 à 234.695	1942
234.736 à 234.745	**1950**
234.756 à 234.765	1943
234.766 à 234.775	»
234.786 à 234.795	»
234.826 à 234.835	1948
234.846 à 234.855	1947
234.856 à 234.865	1944
234.876 à 234.885	1949
234.896 à 234.905	1948
234.906 à 234.915	**1950**
234.926 à 234.935	1944
234.936 à 234.945	»
234.986 à 234.995	1946
234.996 à 235.005	1942
235.016 à 235.025	**1950**
235.046 à 235.055	1947
235.076 à 235.085	1941
235.086 à 235.095	1948
235.096 à 235.105	1942
235.126 à 235.135	1948
235.146 à 235.155	1944
235.166 à 235.175	**1950**
235.186 à 235.195	1948
235.216 à 235.225	1942
235.236 à 235.245	1949
235.246 à 235.255	1944
235.256 à 235.265	1942
235.276 à 235.285	1941
235.306 à 235.315	1943
235.326 à 235.335	**1950**
235.336 à 235.345	1944
235.356 à 235.365	»
235.376 à 235.385	1949
235.386 à 235.395	»
235.426 à 235.435	**1950**
235.436 à 235.445	1943
235.456 à 235.465	**1950**
235.466 à 235.475	1949
235.506 à 235.515	1943
235.536 à 235.545	1948
235.546 à 235.555	1946
235.556 à 235.565	1943
235.566 à 235.575	1946
235.586 à 235.595	**1950**
235.596 à 235.605	1940
235.636 à 235.645	1947
235.646 à 235.655	1945
235.676 à 235.685	1948
235.686 à 235.695	1947
235.706 à 235.715	»
235.726 à 235.735	»
235.736 à 235.745	1948
235.746 à 235.755	1947
235.776 à 235.785	**1950**
235.796 à 235.805	1948
235.816 à 235.825	1946
235.846 à 235.855	1944
235.876 à 235.885	1945
235.886 à 235.895	1949
235.916 à 235.925	1946
235.926 à 235.935	1944
235.936 à 235.945	1948
235.946 à 235.955	1942
235.956 à 235.965	1946
235.976 à 235.985	1943
235.996 à 236.005	1946
236.006 à 236.015	1947
236.036 à 236.045	»
236.046 à 236.055	1945
236.066 à 236.075	1942
236.086 à 236.095	1943
236.096 à 236.105	1947
236.106 à 236.115	»
236.126 à 236.135	1949
236.136 à 236.145	**1950**
236.146 à 236.155	1949
236.166 à 236.175	1946
236.176 à 236.185	**1950**
236.196 à 236.205	1942
236.206 à 236.215	»
236.226 à 236.235	1944
236.266 à 236.275	»
236.286 à 236.295	**1950**
236.296 à 236.305	1946
236.336 à 236.345	1944
236.356 à 236.365	1948
236.366 à 236.375	**1950**
236.376 à 236.385	1947
236.426 à 236.435	1940
236.436 à 236.445	1948
236.456 à 236.465	1947
236.466 à 236.475	»
236.516 à 236.525	»
236.536 à 236.545	1949
236.556 à 236.565	1943
236.566 à 236.575	1947
236.606 à 236.615	1949
236.626 à 236.635	1947
236.636 à 236.645	1949
236.646 à 236.655	1948
236.656 à 236.665	1946
236.676 à 236.685	1948
236.696 à 236.705	1943
236.756 à 236.765	1947
236.786 à 236.795	1943
236.796 à 236.805	»
236.806 à 236.815	1940
236.826 à 236.835	**1950**
236.846 à 236.855	1941
236.856 à 236.865	**1950**
236.886 à 236.895	»
236.896 à 236.905	
236.926 à 236.935	1942
236.936 à 236.945	1948
236.946 à 236.955	1947
236.966 à 236.975	1946
237.006 à 237.015	1945
237.026 à 237.035	1941
237.036 à 237.045	1945
237.056 à 237.065	1942
237.066 à 237.075	1941
237.076 à 237.085	1949
237.180 à 237.185	1947
237.186 à 237.195	1948
237.206 à 237.215	1944
237.226 à 237.235	1941
237.236 à 237.245	**1950**
237.256 à 237.265	1941
237.266 à 237.275	1943
237.276 à 237.285	1948
237.286 à 237.295	1947
237.296 à 237.305	1948
237.306 à 237.315	1942
237.316 à 237.325	1945
237.326 à 237.335	1942
237.346 à 237.355	1945
237.386 à 237.395	1949
237.396 à 237.405	**1950**
237.426 à 237.435	»
237.466 à 237.475	1948
237.476 à 237.485	1949
237.516 à 237.525	1946
237.526 à 237.535	1949
237.606 à 237.615	**1950**
237.646 à 237.655	1941
237.656 à 237.665	1946
237.676 à 237.685	1944
237.706 à 237.715	1947
237.716 à 237.725	**1950**
237.746 à 237.755	1946
237.756 à 237.765	»
237.766 à 237.775	1941
237.796 à 237.805	1945
237.806 à 237.815	1946
237.836 à 237.845	1943
237.896 à 237.905	**1950**
237.906 à 237.915	»
237.916 à 237.925	1944
237.946 à 237.955	1948
237.966 à 237.975	1949
237.976 à 237.985	1947
237.986 à 237.995	1944
237.996 à 238.005	1948
238.006 à 238.015	1946
238.016 à 238.025	1948
238.026 à 238.035	1949
238.056 à 238.065	1947
238.076 à 238.085	1949
238.096 à 238.105	**1950**
238.106 à 238.115	1942
238.126 à 238.135	1943
238.146 à 238.155	**1950**
238.166 à 238.175	1947
238.176 à 238.185	**1950**
238.186 à 238.195	1945
238.196 à 238.205	»
238.236 à 238.245	1941
238.256 à 238.265	1943
238.266 à 238.275	1945
238.306 à 238.315	1949
238.336 à 238.345	1944
238.366 à 238.375	1945
238.376 à 238.385	1942
238.386 à 238.395	1949
238.406 à 238.415	1943
238.436 à 238.445	1949
238.446 à 238.455	1946
238.466 à 238.475	1949
238.486 à 238.495	»
238.506 à 238.515	1945
238.516 à 238.525	1949
238.546 à 238.555	**1950**
238.566 à 238.575	»
238.576 à 238.585	1946
238.586 à 238.595	»
238.596 à 238.605	1941
238.606 à 238.615	1947
238.626 à 238.635	1946
238.706 à 238.715	1949
238.716 à 238.725	1942
238.736 à 238.745	1947
238.746 à 238.755	1949
238.756 à 238.765	**1950**
238.766 à 238.775	1941
238.806 à 238.815	1944
238.826 à 238.835	1947
238.866 à 238.875	1945
238.876 à 238.885	**1950**
238.896 à 238.905	»
238.926 à 238.935	1945
238.936 à 238.945	1944
238.946 à 238.955	1949
238.966 à 238.975	1947
238.986 à 238.995	1945
238.996 à 239.005	1946
239.016 à 239.025	1941
239.056 à 239.065	1947
239.086 à 239.095	**1950**
239.096 à 239.105	1944
239.136 à 239.145	1946
239.166 à 239.175	1945
239.186 à 239.195	1947
239.196 à 239.205	»
239.216 à 239.225	1949
239.226 à 239.235	1948
239.276 à 239.285	1944
239.296 à 239.305	1946
239.306 à 239.315	1949
239.326 à 239.335	1942
239.336 à 239.345	**1950**
239.366 à 239.375	1949
239.376 à 239.385	1947
239.426 à 239.435	1946
239.436 à 239.445	»
239.456 à 239.465	1945
239.466 à 239.475	1949
239.486 à 239.495	1943
239.496 à 239.505	1946
239.506 à 239.515	**1950**
239.536 à 239.545	1941
239.566 à 239.575	1945
239.576 à 239.585	**1950**
239.586 à 239.595	1947
239.606 à 239.615	1945
239.636 à 239.645	1943
239.656 à 239.665	1944
239.666 à 239.675	**1950**
239.676 à 239.685	1946
239.696 à 239.705	1945
239.736 à 239.745	1949
239.746 à 239.755	1946
239.756 à 239.765	1945
239.776 à 239.785	1944
239.796 à 239.805	1940
239.806 à 239.815	1949
239.886 à 239.895	**1950**
239.896 à 239.905	1949
239.916 à 239.925	1946
239.936 à 239.945	1942
239.966 à 239.975	1943
239.976 à 239.985	**1950**
239.996 à 240.005	»
240.006 à 240.015	»
240.016 à 240.025	1946
240.046 à 240.055	1948
240.056 à 240.065	1947
240.106 à 240.115	1945
240.116 à 240.125	**1950**
240.126 à 240.135	1946
240.146 à 240.155	1944
240.156 à 240.165	1947
240.166 à 240.175	1946
240.186 à 240.195	1949
240.196 à 240.205	»
240.236 à 240.245	»
240.246 à 240.255	1947
240.256 à 240.265	»
240.266 à 240.275	**1950**
240.376 à 240.385	»
240.396 à 240.405	»
240.406 à 240.415	1948
240.416 à 240.425	1949
240.436 à 240.445	»
240.446 à 240.455	»
240.466 à 240.475	1942
240.496 à 240.505	1941
240.566 à 240.575	**1950**
240.616 à 240.625	»
240.666 à 240.675	»
240.696 à 240.705	»
240.706 à 240.715	1946
240.716 à 240.725	1942
240.726 à 240.735	1944
240.746 à 240.755	1949
240.756 à 240.765	1948
240.766 à 240.775	1945
240.786 à 240.795	1942
240.796 à 240.805	1947
240.826 à 240.835	1944
240.846 à 240.855	1947
240.856 à 240.865	1946
240.926 à 240.935	1947
240.936 à 240.945	1948
240.946 à 240.955	1949
240.956 à 240.965	»
240.966 à 240.975	1947
240.986 à 240.995	1949
240.996 à 241.005	**1950**
241.026 à 241.035	»
241.046 à 241.055	1948
241.076 à 241.085	**1950**
241.086 à 241.095	1949
241.096 à 241.105	1945
241.126 à 241.135	1943
241.136 à 241.145	1945
241.166 à 241.175	1947
241.176 à 241.185	1945
241.186 à 241.195	**1950**
241.196 à 241.205	1947
241.226 à 241.235	1945
241.246 à 241.255	1941
241.256 à 241.265	1945
241.296 à 241.305	1949
241.316 à 241.325	1944
241.326 à 241.335	1941
241.356 à 241.365	**1950**
241.406 à 241.415	1945
241.416 à 241.425	1947
241.436 à 241.445	1948
241.476 à 241.485	1941
241.496 à 241.505	1948
241.506 à 241.515	1949
241.546 à 241.555	1947
241.566 à 241.575	1949
241.576 à 241.585	**1950**
241.606 à 241.615	1943
241.616 à 241.625	**1950**
241.636 à 241.645	1947
241.676 à 241.685	1945
241.696 à 241.705	1949
241.716 à 241.725	1945
241.736 à 241.745	**1950**
241.756 à 241.765	1947
241.776 à 241.785	1948
241.786 à 241.795	1948
241.806 à 241.815	1944
241.816 à 241.825	1942
241.836 à 241.865	1947
241.876 à 241.885	»
241.906 à 241.915	**1950**
241.936 à 241.965	1947
241.966 à 241.975	1944
241.996 à 242.005	1947
242.006 à 242.015	1939
242.026 à 242.035	1945
242.056 à 242.065	1942
242.076 à 242.085	1941
242.086 à 242.095	1942
242.106 à 242.115	»
242.116 à 242.125	1947
242.146 à 242.155	»
242.156 à 242.165	»
242.176 à 242.185	1946
242.186 à 242.195	1944
242.196 à 242.205	»
242.216 à 242.225	1943
242.226 à 242.235	1946
242.266 à 242.275	1948
242.286 à 242.295	»
242.326 à 242.335	**1950**
242.356 à 242.365	1949
242.366 à 242.375	1946
242.386 à 242.395	1949
242.396 à 242.405	1946
242.416 à 242.425	1948
242.426 à 242.435	**1950**
242.436 à 242.445	»
242.526 à 242.535	1946
242.536 à 242.545	»
242.556 à 242.565	1947
242.576 à 242.585	1948
242.586 à 242.595	1946
242.646 à 242.655	1947
242.686 à 242.695	1948
242.696 à 242.705	1949
242.706 à 242.715	»
242.766 à 242.775	1947
242.776 à 242.785	»
242.796 à 242.805	1946
242.806 à 242.815	1949
242.816 à 242.825	1948
242.846 à 242.855	1942
242.886 à 242.895	**1950**
242.896 à 242.905	1949
242.906 à 242.915	**1950**
242.926 à 242.935	1942
242.946 à 242.955	1949
242.956 à 242.965	1948
242.976 à 242.985	1942
243.016 à 243.025	1948
243.026 à 243.035	1944
243.126 à 243.135	1949
243.146 à 243.155	**1950**
243.156 à 243.165	1947
243.166 à 243.175	**1950**
243.176 à 243.185	1946
243.186 à 243.195	1948
243.276 à 243.285	1946
243.296 à 243.295	1947
243.306 à 243.315	1946
243.336 à 243.345	1947
243.356 à 243.365	1946
243.366 à 243.375	1949
243.386 à 243.395	1942
243.416 à 243.425	**1950**
243.436 à 243.445	»
243.446 à 243.455	1948
243.456 à 243.465	1949
243.466 à 243.475	»
243.506 à 243.515	1945
243.546 à 243.555	1946
243.626 à 243.635	1940
243.646 à 243.655	1948
243.656 à 243.665	**1950**
243.696 à 243.705	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
243.706 à 243.709	1949
243.806 à 243.815	1948
243.816 à 243.825	**1950**
243.856 à 243.865	1947
243.866 à 243.875	**1950**
243.876 à 243.885	1946
243.906 à 243.915	1941
243.916 à 243.925	**1950**
243.926 à 243.935	1945
243.936 à 243.945	**1950**
243.956 à 243.965	1949
243.966 à 243.975	1948
243.976 à 243.985	1944
244.006 à 244.015	1949
244.076 à 244.085	1946
244.086 à 244.095	1940
244.116 à 244.125	1948
244.156 à 244.165	»
244.166 à 244.175	1946
244.206 à 244.215	1949
244.216 à 244.225	1948
244.246 à 244.255	1946
244.266 à 244.275	1949
244.306 à 244.315	»
244.326 à 244.335	1947
244.336 à 244.345	»
244.156 à 244.165	1946
244.466 à 244.475	1944
244.476 à 244.485	1946
244.496 à 244.505	1949
244.556 à 244.565	1945
244.596 à 244.605	1947
244.606 à 244.615	1949
244.616 à 244.625	**1950**
244.626 à 244.635	1941
244.636 à 244.645	**1950**
244.656 à 244.665	»
244.716 à 244.725	»
244.726 à 244.735	1942
244.766 à 244.775	1947
244.866 à 244.875	»
244.896 à 244.905	1948
244.906 à 244.915	**1950**
244.916 à 244.925	»
244.926 à 244.935	1949
244.966 à 244.975	»
244.976 à 244.985	1948
244.986 à 244.995	1942
245.066 à 245.075	1949
245.096 à 245.105	1948
245.116 à 245.125	**1950**
245.146 à 245.155	1946
245.156 à 245.165	1943
245.166 à 245.175	1942
245.176 à 245.185	**1950**
245.196 à 245.205	1943
245.206 à 245.215	1949
245.226 à 245.235	1948
245.286 à 245.295	**1950**
245.346 à 245.355	1949
245.356 à 245.365	1948
245.366 à 245.375	1944
245.386 à 245.395	1947
245.396 à 245.405	»
245.406 à 245.415	1948
245.426 à 245.435	1944
245.446 à 245.455	1949
245.456 à 245.465	1946
245.486 à 245.495	1943
245.496 à 245.505	1944
245.506 à 245.515	1942
245.576 à 245.585	1944
245.586 à 245.595	1948
245.596 à 245.605	»
245.626 à 245.635	1949
245.636 à 245.645	1944
245.646 à 245.655	1943
245.676 à 245.685	**1950**
245.696 à 245.705	1947
245.706 à 245.715	1944
245.726 à 245.735	1943
245.756 à 245.765	»
245.796 à 245.805	1946
245.806 à 245.815	1948
245.816 à 245.825	**1950**
245.836 à 245.845	1942
245.866 à 245.875	1948
245.876 à 245.885	»
245.916 à 245.925	1946
245.936 à 245.945	1948
245.966 à 245.975	1942
245.996 à 246.005	1949
246.026 à 246.035	1948

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
246.036 à 246.045	**1950**
246.056 à 246.065	1944
246.076 à 246.085	1943
246.096 à 246.105	1948
246.106 à 246.115	1949
246.176 à 246.185	1942
246.196 à 246.205	1949
246.206 à 246.215	**1950**
246.226 à 246.235	1946
246.236 à 246.245	1949
246.246 à 246.255	»
246.256 à 246.265	**1950**
246.266 à 246.275	1949
246.276 à 246.285	1946
246.286 à 246.295	1944
246.296 à 246.305	»
246.386 à 246.395	1947
246.396 à 246.405	1945
246.446 à 246.455	1944
246.476 à 246.485	**1950**
246.536 à 246.545	1949
246.546 à 246.555	1945
246.596 à 246.605	**1950**
246.606 à 246.615	»
246.616 à 246.625	1944
246.666 à 246.675	1940
246.706 à 246.715	1945
246.726 à 226.735	1944
246.736 à 246.745	1948
246.746 à 246.755	1949
246.796 à 246.805	**1950**
246.826 à 246.835	1941
246.836 à 246.845	1943
246.856 à 246.865	»
246.966 à 246.975	1945
246.986 à 246.995	**1950**
246.996 à 247.005	1943
247.006 à 247.015	1949
247.056 à 247.065	**1950**
247.066 à 247.075	»
247.086 à 247.095	1942
247.096 à 247.105	»
247.116 à 247.125	1948
247.126 à 247.135	1949
247.136 à 247.145	1943
247.156 à 247.165	1944
247.166 à 247.175	1941
247.186 à 247.195	1949
247.206 à 247.215	1947
247.216 à 247.225	**1950**
247.226 à 247.235	1949
247.236 à 247.245	1946
247.246 à 247.255	1949
247.256 à 247.265	**1950**
247.296 à 247.305	1947
247.316 à 247.325	1949
247.376 à 247.385	1941
247.386 à 247.395	1947
247.416 à 247.425	»
247.436 à 247.445	1945
247.476 à 247.485	1942
247.506 à 247.515	**1950**
247.526 à 247.535	1948
247.556 à 247.565	1943
247.566 à 247.575	1947
247.606 à 247.615	»
247.616 à 247.625	»
247.676 à 247.685	**1950**
247.696 à 247.705	1948
247.706 à 247.715	1946
247.716 à 247.725	»
247.726 à 247.735	1949
247.736 à 247.745	1947
247.746 à 247.755	**1950**
247.756 à 247.765	1942
247.766 à 247.775	1947
247.796 à 247.805	1949
247.816 à 247.825	»
247.826 à 247.835	1942
247.846 à 247.855	**1950**
247.856 à 247.865	1943
247.866 à 247.875	1944
247.906 à 247.915	1942
247.916 à 247.925	1943
247.926 à 247.935	1949
247.936 à 247.945	1946
247.956 à 247.965	**1950**
247.966 à 247.975	1947
247.996 à 248.005	**1950**
248.016 à 248.025	1943
248.026 à 248.035	1948
248.036 à 248.045	»
248.066 à 248.075	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
248.136 à 248.145	1944
248.156 à 248.165	1947
248.166 à 248.175	**1950**
248.176 à 248.185	1949
248.186 à 148.195	1948
248.196 à 248.205	1946
248.206 à 248.215	1944
248.236 à 248.245	1946
248.246 à 248.255	1942
248.256 à 248.265	»
248.266 à 248.275	1943
248.276 à 248.285	1941
248.286 à 248.295	1948
248.296 à 248.305	1942
248.316 à 248.355	1941
248.366 à 248.375	**1950**
248.376 à 248.385	»
243.416 à 248.425	»
248.426 à 248.435	1948
248.436 à 248.445	1946
248.446 à 248.455	1939
248.536 à 248.545	**1950**
248.546 à 248.555	1946
248.556 à 248.565	1944
248.576 à 248.585	1942
248.596 à 248.605	»
248.606 à 248.615	**1950**
248.636 à 248.645	1944
248.646 à 248.655	1947
248.656 à 248.665	1949
248.666 à 248.675	1941
248.676 à 248.685	1942
248.696 à 248.705	1948
248.706 à 248.715	»
248.716 à 248.725	1943
248.726 à 248.735	»
248.736 à 248.745	1947
248.786 à 248.795	**1950**
248.816 à 248.825	»
248.826 à 248.835	1948
248.846 à 248.855	1946
248.856 à 248.865	1942
248.876 à 248.885	1944
248.886 à 248.895	1942
248.896 à 248.905	1949
219.006 à 219.015	1943
219.016 à 219.025	1947
219.026 à 219.035	»
219.036 à 219.045	1945
219.046 à 219.055	1949
219.056 à 219.065	1947
249.066 à 249.075	1942
249.076 à 249.085	»
249.086 à 249.095	»
249.096 à 249.105	1948
249.106 à 249.115	**1950**
249.136 à 249.145	»
249.156 à 249.165	1946
249.176 à 249.185	1947
249.186 à 249.195	»
249.206 à 249.215	1944
249.226 à 249.235	1949
249.236 à 249.245	»
249.246 à 249.255	1945
249.266 à 249.275	»
249.276 à 249.285	1944
249.296 à 249.305	**1950**
249.306 à 249.315	1947
249.326 à 249.335	»
249.336 à 249.345	1944
249.346 à 249.355	1947
249.376 à 249.385	»
249.466 à 249.475	1949
249.476 à 249.485	1943
249.506 à 249.515	1947
249.516 à 249.525	1948
249.566 à 249.575	1949
249.686 à 249.694	**1950**
249.726 à 249.735	»
249.826 à 249.835	»
249.846 à 249.855	1949
249.856 à 249.865	1945
249.866 à 249.875	1940
249.876 à 249.885	**1950**
249.886 à 249.895	1948
249.906 à 249.915	»
249.916 à 249.925	1949
249.956 à 249.965	1945
249.976 à 249.985	1947
249.986 à 249.995	1943
250.026 à 250.035	**1950**
250.066 à 250.075	»
250.086 à 250.095	1944

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
250.096 à 250.105	1946
250.116 à 250.125	1948
250.126 à 250.135	1942
250.146 à 250.155	1945
250.156 à 250.165	1940
250.166 à 250.175	1949
250.196 à 250.205	1948
250.206 à 250.215	»
250.226 à 250.245	»
250.246 à 250.255	1947
250.256 à 250.265	1949
250.266 à 250.275	1946
250.306 à 250.315	**1950**
250.366 à 250.375	1946
250.376 à 250.385	1943
250.386 à 250.395	1946
250.396 à 250.405	1948
250.406 à 250.415	1949
250.416 à 250.425	1948
250.446 à 250.455	»
250.456 à 250.465	1949
250.536 à 250.545	»
250.576 à 250.585	1947
250.656 à 250.655	1941
250.676 à 250.685	1947
250.796 à 250.805	1948
250.806 à 250.815	1945
250.816 à 250.825	1943
250.826 à 250.835	**1950**
250.836 à 250.845	»
250.846 à 250.855	»
250.856 à 250.865	1944
250.866 à 250.875	**1950**
250.876 à 250.885	1949
250.896 à 250.905	1946
250.916 à 250.925	**1950**
250.926 à 250.935	»
250.936 à 250.945	1945
251.006 à 251.015	1947
251.056 à 251.065	**1950**
251.066 à 251.075	1943
251.126 à 251.135	1949
251.136 à 251.145	1942
251.166 à 251.175	1943
251.206 à 251.215	1944
251.216 à 251.225	1947
251.226 à 251.235	1952
251.246 à 251.255	1947
251.256 à 251.265	1949
251.266 à 251.275	1945
251.286 à 251.295	1949
251.306 à 251.315	**1950**
251.316 à 251.325	1949
251.356 à 251.365	1947
251.356 à 251.375	**1950**
251.376 à 251.385	1947
251.386 à 251.395	1945
251.396 à 251.405	1948
251.436 à 251.445	1949
251.446 à 251.455	1947
251.486 à 251.495	1945
251.505 à 251.515	**1950**
251.516 à 251.525	1944
251.526 à 251.535	**1950**
251.566 à 251.555	1944
251.576 à 251.585	1941
251.586 à 251.595	1948
251.636 à 251.645	»
251.646 à 251.655	1949
251.686 à 251.695	1948
251.746 à 251.755	1945
251.766 à 251.775	1948
251.786 à 251.795	1947
251.806 à 251.815	1948
251.816 à 251.825	1946
251.826 à 251.835	»
251.836 à 251.845	1948
251.846 à 251.855	**1950**
251.866 à 251.875	1941
251.926 à 251.935	1949
251.936 à 251.945	1948
252.026 à 252.035	**1950**
252.076 à 252.085	»
252.086 à 252.095	1943
252.096 à 252.105	1944
252.126 à 252.135	1949
252.136 à 252.145	1943
252.146 à 252.155	1948
252.156 à 252.165	1943
252.166 à 252.175	**1950**
252.176 à 252.185	1949
252.186 à 252.195	1946
252.206 à 252.215	1945

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
252.216 à 252.225	1948
252.226 à 252.235	1945
252.236 à 252.245	1947
252.266 à 252.275	1948
252.296 à 252.305	1947
252.306 à 252.315	**1950**
252.316 à 252.325	1946
252.336 à 252.345	»
252.356 à 252.365	1947
252.396 à 252.405	1949
252.426 à 252.435	1948
252.446 à 252.455	1946
252.496 à 252.505	1948
252.646 à 252.655	1943
252.676 à 252.685	**1950**
252.686 à 252.695	1941
252.696 à 252.705	1945
252.716 à 252.725	1949
252.726 à 252.735	1948
252.736 à 252.745	»
252.746 à 252.755	1946
252.756 à 252.765	»
252.766 à 252.775	1943
252.816 à 252.825	1944
252.826 à 252.835	1948
252.916 à 252.925	**1950**
252.976 à 252.985	1949
253.046 à 253.055	»
253.066 à 253.075	**1950**
253.106 à 253.115	1949
253.146 à 253.155	**1950**
253.186 à 253.195	»
253.206 à 253.215	1944
253.216 à 253.225	1946
253.226 à 253.235	**1950**
253.236 à 253.245	1949
253.306 à 253.315	1948
253.316 à 253.325	1949
253.336 à 253.345	1942
253.346 à 253.355	1945
253.356 à 253.365	»
253.426 à 253.435	1949
253.536 à 253.545	»
253.556 à 253.565	»
253.576 à 253.585	**1950**
253.596 à 253.605	1949
253.616 à 253.625	1944
253.816 à 253.825	**1950**
253.846 à 253.855	1949
253.876 à 253.885	**1950**
253.996 à 254.005	1942
254.016 à 254.025	1946
254.046 à 254.055	**1950**
254.096 à 254.105	»
254.106 à 254.115	1943
254.116 à 254.125	1946
254.126 à 254.135	**1950**
254.146 à 254.155	1947
254.186 à 254.195	1943
254.196 à 254.205	1948
254.206 à 254.215	1943
254.226 à 254.235	1949
254.276 à 254.285	1943
254.306 à 254.405	**1950**
254.406 à 254.415	1944
254.436 à 254.445	1941
254.446 à 254.455	1946
254.466 à 254.475	1948
254.476 à 254.485	1946
254.706 à 254.715	1949
254.816 à 254.825	**1950**
254.936 à 254.945	»
254.966 à 254.975	1949
255.096 à 255.105	»
255.106 à 255.115	**1950**
255.146 à 255.155	»
255.186 à 255.195	1949
255.266 à 255.275	»
255.306 à 255.315	»
255.326 à 255.335	»
255.336 à 255.345	**1950**
255.596 à 255.605	1949
255.626 à 255.635	**1950**
255.636 à 255.645	1945
255.656 à 255.665	**1950**
255.676 à 255.685	»
255.706 à 255.715	1949
255.766 à 255.775	1947
255.776 à 255.785	1940
255.816 à 255.825	1949
255.836 à 255.845	1947

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES d'amortissement.
255.846 à 255.855	**1950**	256.046 à 256.055	1948	256.226 à 256.235	1949	256.426 à 256.435	1948	256.536 à 256.545	1945
255.856 à 255.875	1946	256.066 à 256.075	1945	256.236 à 256.245	»	256.436 à 256.445	1947	256.556 à 256.565	1946
255.906 à 255.915	**1950**	**256.116 à 256.125**	**1950**	256.286 à 256.295	»	256.456 à 256.465	1949	256.576 à 256.585	1948
255.936 à 255.945	»	256.146 à 256.155	1948	256.296 à 256.305	1943	256.486 à 256.495	1947	**256.636 à 256.645**	**1950**
255.966 à 255.975	»	**256.156 à 256.165**	**1950**	**256.326 à 256.345**	**1950**	256.496 à 256.505	1946	256.666 à 256.675	1945
255.976 à 255.985	1947	256.186 à 256.195	1941	256.376 à 256.385	1948	256.516 à 256.525	1947	256.696 à 256.705	»
255.986 à 255.995	1949	256.206 à 256.215	1947	256.386 à 256.395	1949	256.526 à 256.535	1949	256.726 à 256.735	1949

Numéros des coupons devant être attachés aux titres.

Amortissement	1939,	1er	tirage,	coupon	12,	1er juillet	1939.	Amortissement	1945,	7e	tirage,	coupon	21, 1er juillet 1945.
—	1940,	2e	—	—	14,	—	1940.	—	1946,	8e	—	—	26, — 1946.
—	1941,	3e	—	—	16,	—	1941.	—	1947,	9e	—	—	28, — 1947.
—	1942,	4e	—	—	24,	—	1945.	—	1948,	10e	—	—	30, — 1948.
—	1943,	5e	—	—	24,	—	1945.	—	1949,	11e	—	—	32, — 1949.
—	1944,	6e	—	—	24,	—	1945.	—	1950,	12e	—	—	34, — 1950.

Les obligations désignées par le sort seront remboursables pour leur montant nominal. Elles ne porteront plus intérêt; elles devront être présentées au remboursement avec tous les coupons non échus attachés. Dans le cas où un ou plusieurs de ces coupons manqueraient, leur montant sera déduit sur le prix de remboursement.

Les obligations désignées par le sort devront être présentées aux guichets ci-dessous mentionnés:

Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e);
Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e);
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e);
Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris (9e);
Sté Gle de crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e);
Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e);
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);
Crédit commercial de France, 103, avenue des Champs-Elysées, Paris (8e);
Banque des pays de l'Europe centrale, 12, rue de Castiglione, Paris (1er);
MM. Lazard frères et Ce, 5, rue Pillet-Will, Paris (9e),

et dans leurs sièges, agences et succursales.

Etablissements Merlin et Gérin

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 141.470.000 F
SIÈGE SOCIAL: RUE HENRI-TARZE, A GRENOBLE
Registre du commerce: Grenoble n° 9297.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 110 obligations 4 0/0 1943 dont le septième amortissement est prévu pour le 15 janvier 1950.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1949.

Liste de rappel des séries comprenant des obligations 4 0/0 1943 sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
292 à 300	49	2.371 à 2.379	49
991	49	2.432 à 2.440	49
991 à 1.000	49	2.981 à 2.990	45
1.301 à 1.310	46	3.131 à 3.140	45

Etablissements Merlin et Gérin

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 141.470.000 F
SIÈGE SOCIAL: RUE HENRI-TARZE, A GRENOBLE
R. C.: Grenoble n° 9297.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 190 obligations 4 0/0 1945 dont le quatrième amortissement était fixé au 15 avril 1949.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en 1949.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

21, RUE D'ASSAS, PARIS (6e)

Obligations 5 0/0 1932-1933.

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 13 obligations amorties au tirage du 1er décembre 1949 et remboursables à partir du 1er janvier 1950 à 1.000 F, plus 0,50 F, reliquat du coupon échéance 1er janvier 1950, soit 1.000,50 F, arrondi à 1.001 F, coupon juillet 1950 attaché.** (En raison du rachat de 53 obligations, le tirage a porté sur 13 titres au lieu de 66 prévus au tableau d'amortissement);

2° **Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

NOTA. — Les nombres portés dans la colonne en regard des numéros indiquent l'année d'échéance du remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
11	1949	1.179 et 1.180	1946
17 à 20	1949	1.183	1946
65 à 67	1946	1.187 à 1.190	1946
131 à 137	1950	1.411	1949
148	1944	1.530	1945
241 à 250	1949	1.545 à 1.550	1950
401 à 405	1948	1.990	1946
570	1948		

Le remboursement s'effectue aux caisses de la Sté Gle de Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris, aux guichets de ses succursales et banques affiliées.

Tuileries et Briqueteries de la Marne

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 925.000 F
SIÈGE SOCIAL: CHAMPIGNY-SUR-VESLE (MARNE)
R. C.: Reims 2992.

MM. les porteurs de bons 4.50 0/0 1927 de 500 F sont avisés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse les 169 bons représentant la cinquième tranche dont le remboursement était prévu au 15 décembre 1949 et qu'en conséquence, il n'y a pas eu lieu de procéder à un tirage.

Les précédents amortissements ayant été effectués par voie de rachat, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

CONFISCATIONS DE PATRIMOINES

(Loi n° 47-520 du 21 mars 1947 art. 19.)

Par arrêt de la cour de justice, 1re section, en date du 6 juillet 1949, le nommé Nebel (Louis), alias Léo-Mas, né le 14 août 1912 à Hochwald, canton de Solothurn (Suisse), de Théodore et de Vogtli (Sophie), sans domicile connu en France, a été condamné à la peine de la confiscation générale de ses biens présents, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 1re section, en date du 6 juillet 1949, le nommé Vliegen (Ferdinand-Joseph), né le 9 septembre 1887 à Lille (Nord), de feu Charles-Henri et de Dubois (Eugénie-Amélie), directeur commercial, demeurant à Bry-sur-Marne, 50, avenue du Maréchal-Joffre, et actuellement à Paris, 165, boulevard Voltaire, puis, actuellement, à Caen (Calvados), 6, place Ancienne-

Boucherie, a été condamné à la peine de la confiscation générale de ses biens présents, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 18 juillet 1949, le nommé Leprout (Robert), né le 20 octobre 1905 à Alger, fils de Louis et de Labro (Laurence), industriel, en fuite, ayant résidé à Paris, 34, rue de Tocqueville, a été condamné à la peine de la confiscation des biens présents et à venir pour rapports économiques avec l'Allemagne.

Par arrêt de la cour de justice, 6e sous-section, en date du 16 juin 1949, la société des éditions Inter-France, constituée sous la forme à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé, en date, à Paris, du 20 mai 1941, ayant son siège social 161, boulevard Haussmann, à Paris (8e), représentée par le sieur Caldairou (Henri), pris en sa qualité de représentant spécial, demeurant à Neuilly-sur-Seine, 16, avenue Sainte-Foy, a été condamnée à la peine de la confiscation totale des biens composant le patrimoine de ladite société, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 6e sous-section, en date du 16 juin 1949, la société Inter-France informations, constituée sous la forme à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé, en date, à Paris, du 8 octobre 1941, ayant son siège social, 27, rue de la Michodière, à Paris (1er), représentée par le sieur Caldairou (Henri), demeurant à Neuilly-sur-Seine, 16, avenue Sainte-Foy, pris en sa qualité de représentant spécial, a été condamnée à la peine de la confiscation générale des biens composant le patrimoine de ladite société, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 6e sous-section, en date du 30 juillet 1949, le nommé Galien (Pierre), né le 7 novembre 1898 à Lyon (6e), fils de Jean et de Bagbard (Anna), industriel, actuellement en fuite, ayant résidé chez M. Thevenon, à Draveil, 24, rue de la Perspective (Seine-et-Oise), a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens présents, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section, en date du 12 octobre 1949, le nommé Merkx (Petrus), âgé de quarante-neuf ans, né le 18 juin 1900 à Oud-Beyermand (Hollande), d'Adrien et de Schumakers (Pierrette), commerçant, domicilié à Paris, 16, rue Biscornet, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens à concurrence de cinq cent mille francs, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section, en date du 12 octobre 1949, le nommé Brossard (André-Robert-Paul), âgé de quarante-deux ans, né le 26 mars 1907 à Paris (11e), de Paul-Julien et de Douard (Julia-Angèle-Clotilde), garagiste, domicilié à Paris, 2, square du Rhône, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens, à concurrence de cinq cent mille francs, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 20 juillet 1949, le nommé Barbe (Marcel), né le 6 avril 1914 à Biarritz (Basses-Pyrénées), fils de Léon et Mais (Marie), demeurant à Paris, 7, rue Fontaine, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 18 juillet 1949, le nommé Batori (Tibor), né le 19 avril 1902 à Budapest (Hongrie), fils d'Apard et de Schoossler, électricien demeurant, 11, rue de la Gaîté, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 8e sous-section, en date du 21 octobre 1949, le nommé de Ferry de Bellone (Jean-Louis-Marie-Camille), né le 23 février 1885 à Apt (Vaucluse), fils de Félix-Marie-Camille et de Louise-Aline Rousset, ingénieur, demeurant à Paris, 44, quai Louis-Blériot, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens présents et à venir, à concurrence de cinq millions de francs, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 6e sous-section départementale de la Seine, en date du 3 juin 1949, la Société populaire d'éditions et d'impressions, constituée sous la forme à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé, en date à Paris du 10 juin 1942, enregistré le 17 juin 1942, inscrite au registre du commerce sous le n° 286873 B, ayant son siège social 30, rue de Grammont, ayant publié le journal *La France socialiste*, a été condamnée, pour intelligences avec l'ennemi, à la peine de la confiscation générale de tous les biens composant son patrimoine.

Par arrêt de la cour de justice, 8e sous-section départementale de la Seine, en date du 11 juin 1949, le nommé Berrueta (Antoine), né le 11 janvier 1914 à Bayonne (Basses-Pyrénées), de Félix et de Manuella Baldomero, mécanicien, dont le premier domicile connu est à Paris, 35, rue Castagnary, a été condamné, par contumace, pour intelligences avec l'ennemi, à la peine de la confiscation totale de ses biens présents et à venir.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section départementale de la Seine, en date du 23 juin 1949, le nommé Delabaudière (Camille-Albert), né le 15 mai 1909 à Malakoff (Seine), fils de Paul et de Chappe (Marie-Louise), industriel, dont le dernier domicile connu est à Paris (14e), 9, rue Ernest-Cresson, a été condamné, par contumace, pour actes de commerce avec l'ennemi, à la peine de la confiscation totale de ses biens présents.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section départementale de la Seine, en date du 23 juin 1949, Fremont (Maurice-Henri), né le 21 octobre 1907 à Blois, arrondissement de Baugé (Maine-et-Loire), fils de Léon et de Grammeze (Berthe), commissionnaire, dont le dernier domicile connu est à Paris (20e), 40, rue des Rondeaux, a été condamné, par contumace, pour actes de commerce avec l'ennemi, à la peine de la confiscation totale de ses biens présents.

Par arrêt de la cour de justice, 3e sous-section, en date du 5 juillet 1949, le nommé Coudereau (Pierre), né le 22 mars 1900 à Paris (13e), de père non dénommé et de Coudereau (Joséphine), directeur commercial, demeurant à Paris (17e), 17, rue Marguerite, a été condamné à la confiscation de ses biens présents, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 10e sous-section, en date du 20 juillet 1949, le nommé Joinovici (Joseph), âgé de quarante-quatre ans, né le 20 février 1905 à Kichineff (Russie), de Elliko et de Hélène. Schwartz, négociant en vieux métaux, domicilié à Paris, 205, boulevard Malesherbes, actuellement détenu à Fresnes, a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens, à concurrence de cinquante millions de francs, pour actes de nature à nuire à la défense nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 1re sous-section, en date du 20 juillet 1949, le nommé Desoubrie (Jacques), né le 22 octobre 1922 à Luningue (Belgique), de Raymond et de Noté (Joé), ayant demeuré à Tourcoing (Nord), a été condamné à la peine de la confiscation générale de ses biens présents, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 1re sous-section, en date du 20 juillet 1949, le nommé Grapin (Maurice-Pierre), né le 12 avril 1915 à Boulogne-sur-Seine, de Pierre et de Emont (Jeanne), instituteur, demeurant à Vanves, 14, avenue du Parc, a été condamné à la peine de la confiscation générale de ses biens présents, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice du département de la Seine, 6e sous-section, en date du 13 octobre 1949, le nommé de Chilly (Pierre-Edmond-Georges), né le 7 septembre 1886 à Paris (8e), fils de Louis et de Matheros (Marie-Augustine), assureur, 155, boulevard Haussmann, à Paris, a été condamné, pour actes de nature à nuire à la défense nationale, à la peine de la confiscation des biens présents, à concurrence de la somme de un million quatre cent mille francs.

DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations : 75 f. la ligne
(Décret du 16 avril 1948, art. 1er.)

ASSOCIATIONS FRANÇAISES
(Décret du 16 août 1901.)

31 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. L'AMICALE PROFESSIONNELLE DES DESSINATEURS ET AGENTS D'ÉTUDES DU RÉSEAU DE L'EST transfère son siège social de Paris, place de Strasbourg (gare de l'Est), au 52, rue de Chabrol, Paris (domicile du président).

12 juillet 1949. Déclaration à la préfecture de police. COMITÉ DE L'ILE-DE-FRANCE DE RUGBY. Modifications dans la composition du bureau et aux statuts. Siège social: 47, rue Richer, Paris.

17 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION DE PRÉVOYANCE DES EXPERTS AGRÉÉS PAR LES SOCIÉTÉS ET COMPAGNIES D'ASSURANCES INCENDIE. But: entr'aide des membres; étude et souscription de contrats auprès d'organismes d'assurances au bénéfice des membres de l'association pour la constitution de retraites, d'assurance en cas de décès, d'invalidité et de maladie. Siège scoial: 6, cité Malesherbes, Paris.

18 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Bernay. AMICALE DES ANCIENNES ÉLÈVES DE LA PROVIDENCE. But: développer les forces morales des jeunes filles anciennes et présentes au pensionnat; créer entre tous ses membres des liens d'amitié et de solidarité. Siège scoial: 12, rue Lemarois, à Brionne.

21 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Thierry. AMICALE DES DÉPORTÉS ET INTERNÉS, RÉSISTANTS, PATRIOTES DE L'ARRONDISSEMENT DE CHATEAU-THIERRY. But: établir, maintenir et développer les liens entre ses membres pour la défense de leurs droits. Elle s'interdit toute activité dépendant d'un parti politique, groupement philosophique ou religieux, quel qu'il soit. Siège social: 7, place de l'Hôtel-de-Ville, à Château-Thierry.

22 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture des Sables-d'Olonne. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE LA TRANCHE-SUR-MER. But: favoriser les œuvres d'instruction et d'éducation populaires, notamment par la fondation et l'entretien d'écoles privées. Siège social: au domicile du président, M. Louis Tessier, la Tranche-sur-Mer.

22 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. Comité national de propagande de la coiffure. But: favoriser le développement des professions de coiffeur et connexes et de toutes industries s'y rattachant, tant sur le plan industriel ou commercial que sur le plan technique et artistique. Siège social: 4, rue de Castellane, Paris.

23 novembre 1949. Déclaration à la préfecture du Cher. Société des loisirs populaires Saint-Martin. But: développement d'œuvres d'éducation populaire, bibliothèques, séances récréatives, cinéma. Siège social: salle Saint-Martin, Marseilles-lès-Aubigny.

24 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Bressuire. Foyer rural de Sainte-Verge. But: achat d'immeubles, de terrains, de matériel pouvant permettre l'éducation, l'information technique et l'émancipation intellectuelle et sociale de ses membres. Siège social: mairie de Sainte-Verge.

24 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. Les Amis de Biot. But: sauvegarder, mettre en valeur et faire connaître les richesses historiques de Biot, ainsi que tous les sites pittoresques. Siège social: foyer rural, Biot.

24 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de Pontoise. Association Jeanne la Lorraine. But: développement de l'enseignement professionnel au Raincy. Siège social: 7, boulevard du Nord, le Raincy.

26 novembre 1949. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. Association des correspondants de chemin de fer d'Ille-et-Vilaine. But: créer et maintenir entre sociétaires toutes relations utiles à l'exercice de la profession de correspondant de chemin de fer d'Ille-et-Vilaine dans le cadre de la coordination. Siège social: bureau de gare de la maison Métraille, Rennes.

28 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Amand. Les Anciens et amis de l'école. But: resserrer les liens d'amitié unissant les anciens élèves des écoles publiques; encourager et aider matériellement le travail et la fréquentation scolaires par des prix et récompenses aux élèves des écoles publiques de Germigny. Siège social: école de garçons, Germigny-l'Exempt.

28 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de la Vendée. Association amicale des anciens élèves de l'E. P. S. de Chantonnay. But: aide morale et matérielle aux anciens élèves; encouragement et pratique des sports par les élèves de l'école. Siège social: collège moderne de Chantonnay.

29 novembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. Société des archers réunis de Centaure et de Saint-Sébastien. But: procurer aux membres l'exercice de l'arc à main et autres jeux. Siège social: 10, rue de Nieuport, Dunkerque.

29 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Isère. Association des familles de Chatenay. But: défense des intérêts matériels et moraux des familles. Siège social: mairie de Châtenay.

29 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. Union internationale antiraciste, fédération française (internés, déportés, résistants, victimes de l'oppression et de la guerre). But: grouper tous ceux qui veulent lutter contre le racisme et l'oppression sous toutes leurs formes; défendre les internés, déportés, résistants et les victimes de l'oppression, de la guerre et du racisme. Siège social: 59-61, rue La Fayette, Paris.

29 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. Amicale des anciens de l'école de cadres de Langenargen. But: permettre aux anciens de l'école de resserrer leurs liens de camaraderie et publication d'un bulletin de liaison. Siège social: 163, avenue du Maine, à Paris.

30 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Eure. Association des chasseurs de Collandres-Quincarnon. But: suppression du braconnage et protection du gibier. Siège social: mairie de Collandres-Quincarnon.

30 novembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. Rythme et souplesse. But: développer chez ses adhérents le goût et la pratique de la danse rythmique; organiser des cours, des leçons, des conférences ayant trait à la pratique de la danse rythmique; participer en général à toutes entreprises se rapportant à cet objet. Siège social: 19, avenue du Bois-de-Verrières, Antony.

1er décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Blaye. La Section de Blaye de la Fédération nationale des blessés du poumon et des chirurgicaux change son titre et devient section du Blayais de la Fédération nationale des blessés du poumon et des chirurgicaux. But: défense des intérêts de ses membres et lutte antituberculeuse. Transfert du siège social du 34, cours de la République, à Blaye, à la mairie de Blaye.

1er décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. Société des parents et amis des petits de l'école maternelle Saint-Jean. But: améliorer les conditions matérielles de la vie des enfants à l'école. Siège social: école maternelle Saint-Jean, rue de Phalsbourg, à Saint-Quentin.

1er décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Lô. La Boule carentanaise. But: réunir les adeptes de ce jeu et les préparer aux éventuels championnats. Siège social: café Ringenbach (Henri), place du Marché-aux-Pommes, Carentan.

2 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. Amicale des locataires des habitations a bon marché, 26, 28, 30, rempart Saint-Vincent, Chalon-sur-Saône. But: resserrer les liens d'amitié et de camaraderie entre les habitants des trois immeubles; les grouper pour la défense de leurs intérêts et faire aboutir dans la mesure du possible leurs revendications; travailler à l'amélioration de l'aménagement des immeubles; éventuellement, venir en aide aux personnes nécessiteuses. Siège social: mairie de Chalon-sur-Saône.

2 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Charolles. Ping-Pong-Club clayettois. But: pratique du tennis de table et de l'éducation physique. Siège social: chez le président, place des Fossés, la Clayette.

2 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de la Corrèze. Coopérative scolaire Les Ecureuils de Saint-Pardoux-la-Croisille. But: développer l'esprit d'entr'aide et de solidarité des élèves; améliorer le matériel d'enseignement; organiser toutes distractions scolaires; resserrer les liens entre l'école et les familles. Siège social: mairie de Saint-Pardoux-la-Croisille.

2 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de police. Le Théâtre africain. But: montrer les aspects les plus significatifs et les plus saisissants des civilisations et cultures noires africaines à travers la vie quotidienne du village, les traditions, les proverbes, à travers les chants et danses. Siège social: 101, rue de la Santé, Paris.

3 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. Association de familles de Brangues. But: défense des intérêts matériels et moraux des familles. Siège social: mairie de Brangues.

3 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. Association des gastronomes des Deux-Charentes. But: confrérie du cognac et du pineau « Les Alambics des Charentes ». Siège social: 14 *bis*, boulevard Lair, à Saint-Jean-d'Angély.

5 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Isère. L'Hirondelle. But: entr'aide sociale entre chasseurs. Siège social: café du Commerce, à Grenoble.

5 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. Comité de gestion du sanatorium du Vion. But: assurer la gestion du sanatorium dans le cadre des établissements privés agréés recevant des malades de l'assistance médicale gratuite. Siège social: le Vion, à Saint-Clair-de-la-Tour.

5 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. Comité des œuvres sociales des organisations de la Résistance (C. O. S. O. R.). But: aide matérielle et morale aux déportés et internés politiques, aux fusillés par la Gestapo, aux victimes des combats de la libération et à leurs familles. Siège social: 4, rue Ferrand, à Valenciennes.

6 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. Allez Gravelines, club des supporters du football. But: aider et encourager le développement du football à Gravelines. Siège social: café de la Bourse, rue Nationale, à Gravelines.

7 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de Lille. Association d'éducation populaire de Phalempin. But: promouvoir, soutenir et favoriser les œuvres d'éducation populaire. Siège social: 23, rue de la Gare, à Phalempin.

8 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Bressuire. Groupement bressuirais Boules lyonnaises. But: développement du sport bouliste, organisation de concours. Siège social: salle municipale, 49, rue René-Héry, à Bressuire.

8 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Allier. Association des correspondants de chemin de fer du département de l'Allier. But: créer et maintenir entre les sociétaires, par tels moyens que l'expérience indiquera, toutes les relations pouvant être utiles à l'exercice de la profession de correspondant de chemin de fer dans le département de l'Allier et exclusivement dans le cadre de la coordination. Siège social: transports Topenot, 15, avenue de la République, à Moulins.

8 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. Association des donneurs bénévoles de sang de Montpellier-Languedoc. But: conserver au don sa valeur intrinsèque, savoir sa gratuité. Siège social: clinique Saint-Charles, à Montpellier.

9 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. Association des parents d'élèves de l'école nationale de musique de Limoges. But: favoriser la prospérité morale et matérielle de l'école nationale de musique de Limoges; rechercher les meilleures mesures à prendre dans l'intérêt des élèves de l'école en vue de leur instruction musicale. Siège social: ancien évêché, place de la Cathédrale, à Limoges.

9 décembre 1949. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. Association des correspondants de chemin de fer du département des Deux-Sèvres. But: étude et mise en application des dispositions légales et réglementaires concernant la coordination des transports marchandises dans les Deux-Sèvres. Siège social: chez M. Bazin, 141, rue de Fontenay, à Niort.

9 décembre 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. Vélo-Club servannais. But: développement du sport et en particulier du cyclisme. Siège social: Vélo-Club servannais, mairie de Saint-Servan-sur-Mer.

12 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. Union régionale des œuvres privées sanitaires et sociales du Languedoc-Roussillon. But: unir toutes les œuvres charitables à but non lucratif du département et de la région. Siège social, 3, rue André-Michel, à Montpellier.

12 décembre 1949. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. Aide aux vieux du quartier de Saint-Georges, Nantes. But: venir en aide aux vieux. Siège social: bâtiment M, cité du Ranzai, Nantes.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.